

# La législation relative à l'apprentissage dans les cantons suisses romands

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

*Présentée et soutenue le Mercredi 13 Mars 1929*

PAR

**JEAN ADLER**

---

*Président : M. OUALID, professeur.*

*Suffragants : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.*

*M. ROUAST, professeur.*

---

LES PRESSES MODERNES

Imprimerie

45, rue de Maubeuge, 45

PARIS



**La législation relative à l'apprentissage  
dans les cantons suisses romands**

*La Faculté n'entend donner aucune appro-  
bation ni improbation aux opinions émises dans  
les thèses; ces opinions doivent être consi-  
dérées comme propres à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# La législation relative à l'apprentissage dans les cantons suisses romands

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

*Présentée et soutenue le Mercredi 13 Mars 1929*

PAR

**JEAN ADLER**

---

*Président : M. OUALID, professeur.*

*Suffragants : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.*

*M. ROUAST, professeur.*

---

LES PRESSES MODERNES

Imprimerie

45, rue de Maubeuge, 45

PARIS



## Avant-Propos

---

Le problème de l'organisation des classes moyennes est à l'ordre du jour : le sort de ce groupe social, qui joue dans l'économie d'un pays un rôle essentiel, dépend de facteurs complexes, dont l'organisation et le développement des métiers et de la petite industrie sont parmi les plus importants.

En vue de favoriser cette évolution, les pouvoirs publics ont mis en œuvre une série de mesures, parmi lesquelles l'apprentissage est apparu comme une arme des plus efficaces.

Modifiant très légèrement la définition qu'en a donnée le Docteur E. Savoy (1), nous dirons que l'apprentissage et l'éducation complète d'un jeune homme ou d'une jeune fille, qui veut se vouer à un travail manuel ou intellectuel, soit au point de vue de sa formation technique dans un métier, soit au point de vue de la partie commerciale de ce métier.

Nous trouvons donc ici deux parties bien distinctes : l'étude technique et l'étude commerciale. L'organisation de l'une est plus ou moins calquée sur l'autre, de telle sorte que nous nous contenterons d'étudier les mesures relatives à l'apprentissage industriel, signalant au fur et à mesure qu'elles se présenteront les dispositions originales de l'apprentissage commercial.

---

(1) Dr E. SAVOY : « L'apprentissage en Suisse », page 41, imprimerie Peeters, 1910, Louvain.

Nous ne saurions présenter ici les arguments invoqués en faveur de l'apprentissage, ni la thèse qui lui est opposée (1). Il suffira de signaler que la plupart des pays ont compris l'importance de cette question et l'ont mise à l'ordre du jour : la France, en publiant la récente loi du 20 mars 1928, concernant l'organisation de l'apprentissage, l'Allemagne, avec un « projet de loi sur la formation professionnelle » (2), l'Italie, qui a réorganisé l'enseignement professionnel en 1923, ainsi que le Danemark, la Finlande, la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne.

Indépendamment de l'importance et de l'intérêt que présente dans tous les pays le problème de l'apprentissage, question d'ordre général dont nous ne voulons point parler ici, il nous a paru intéressant de montrer quel a été l'effort réalisé en Suisse, et ceci pour deux raisons :

La Suisse étant un Etat fédéral, chaque canton apparaît comme « un laboratoire d'expériences législatives » à l'intérieur duquel peut fonctionner un système original, genre d'organisation très souple, permettant des expériences et des innovations qu'il est intéressant de signaler.

Ensuite, considérant qu'une loi fédérale relative à l'apprentissage est actuellement en préparation, nous avons pensé qu'il ne serait pas inutile d'esquisser un résumé de la situation actuelle, telle qu'elle se présente avant l'intervention du pouvoir central.

Nous avons estimé pouvoir nous limiter dans la présentation de ce tableau, aux cinq cantons romands : c'est, en

---

(1) C'est la théorie dite « Théorie américaine de l'apprentissage ». V. H. Brice « Les institutions patronales », pages 132 et ss.

(2) V. un fascicule spécial (N° 39) du Reichsarbeitsblatt. V. également Gewerbeordnung, § 126 et ss. — Handelsgesetzbuch, § 76 et ss.

effet ces cantons qui furent les promoteurs du mouvement législatif que nous étudions (Neuchâtel, le premier promulgua une loi en 1890 et fut suivi par Genève en 1892, Fribourg en 1895, Vaud en 1896 et Valais en 1903), et depuis, leurs intérêts communs n'ont fait que de se fortifier par la création de la Conférence des Offices cantonaux de la Suisse romande et du Tessin. Ainsi donc, le groupe législatif que nous étudions est uni par des liens historiques renforcés par une organisation commune, et n'est pas le résultat d'un choix arbitraire.

Dans l'étude qui va suivre nous ne chercherons pas à épuiser le détail des dispositions législatives, mais simplement à donner une vue d'ensemble, et dans la mesure des dimensions restreintes de ce travail, aussi complète que possible de la réglementation actuelle.

Pour ce faire, nous nous sommes basés sur les considérations suivantes : la plupart des dispositions législatives visent un double but, qui consiste à protéger l'apprenti et à lui inculquer la connaissance de sa profession. Il n'est cependant pas difficile de découvrir dans chaque cas, laquelle des deux préoccupations a principalement guidé le législateur.

Ainsi, nous verrons que si la surveillance des apprentis permet de contrôler le travail et les progrès des élèves, son objectif principal est d'assurer le respect des dispositions protectrices de la loi.

Il nous sera donc possible de mettre cette discrimination à la base de notre travail : nous réunirons dans une première partie les mesures qui visent à la protection de l'apprenti ; nous exposerons ensuite de quelle façon on assure le développement professionnel des élèves ; puis le reste de

notre travail sera consacré à esquisser la situation actuelle de l'apprentissage, résultat des mesures que nous aurons exposées. Un appendice servira à résumer la position prise par le gouvernement fédéral dans le domaine des arts et métiers.

---

# Introduction

---

## Historique et position du problème

---

### § 1<sup>er</sup>. — HISTORIQUE

Un aperçu historique de la réglementation de l'apprentissage en Suisse est assez malaisé à présenter : en effet, ce n'est que depuis le Congrès de Vienne en 1815 que la situation politique de la Suisse a été régularisée, également date à laquelle sont venus s'ajouter aux dix-neuf états confédérés les cantons du Valais, de Neuchâtel et de Genève ; en outre, c'est seulement ensuite de l'adoption de la constitution de 1874 que la Suisse présente l'unité politique nécessaire à toute réglementation efficace.

Nous ne saurions donc faire l'historique infiniment complexe de la condition exacte du maître et de l'apprenti dans chaque canton aux diverses époques envisagées ; nous nous contenterons d'indiquer dans ses lignes générales l'évolution du problème qui nous occupe.

#### 1<sup>o</sup> Sous le régime corporatif.

On a pu constater qu'il existait déjà au VIII<sup>e</sup> siècle, dans les couvents, un développement systématique de l'apprentissage. Les corporations, lors de leur apparition aux XI<sup>e</sup> et

xii<sup>e</sup> siècles, vont perfectionner cette institution, qui à l'instar de l'industrie et du commerce sera soumise à leur régime légal. La corporation est la forme professionnelle de l'association ouvrière avant 1789; on connaît son organisation essentielle, dont les grandes lignes sont partout les mêmes; rappelons simplement en ce qui concerne l'apprenti, que celui-ci n'avait pas le droit d'en faire partie.

S'il n'était pas admis à la direction des affaires du groupement professionnel, sa condition n'en était pas moins réglementée : après avoir été immatriculé sur le registre de la corporation, il devenait moyennant versement d'un denier à la caisse commune, justiciable des organes de surveillance de l'association. La limitation du nombre des apprentis, la durée du stage, les rapports des maîtres et des élèves et leurs devoirs respectifs, l'examen des candidats au compagnonnage et à la maîtrise, sont les objets essentiels de l'organisation que nous révèlent les documents corporatifs du xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, dans le détail desquels nous ne saurions entrer (1).

Le xvi<sup>e</sup> et le xvii<sup>e</sup> siècles sont un âge d'or pour les métiers : l'industrie horlogère apparaît à Genève pour émigrer ensuite dans les montagnes neuchâteloises; Fribourg commerce activement avec l'Italie, avec Ulm, Mulhouse, etc.... A cette période de développement de l'industrie et du commerce correspond l'époque brillante des corporations, où chacune mettait son point d'honneur à organiser l'apprentissage le plus soigneusement possible.

---

(1) V. E. MARTIN SAINT-LÉON « Histoire des corporations de métiers depuis leur origine jusqu'à leur suppression en 1791 », Paris, 1909, 2<sup>e</sup> édition

V. HUBERT-VALEROUX « Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels », Paris, 1885.

On ne saurait trop insister, comme le dit M. Savoy (1), sur les avantages que procuraient les corporations pour le développement de l'industrie et du commerce, et tout spécialement pour le maintien et le perfectionnement de l'apprentissage, sans avoir recours pour arriver à ces résultats à l'action de l'Etat, ou du moins sans attendre tout des pouvoirs publics.

Aussi, au XVIII<sup>e</sup> siècle, lors de la décadence de cette institution, assistons-nous à un relâchement progressif de la réglementation que nous étudions, notamment à la disparition de la conception morale du travail professionnel. Si auparavant, l'entrée dans la maîtrise et le droit d'occuper des apprentis étaient liés à l'accomplissement du « chef-d'œuvre » et à la capacité personnelle, il devint peu à peu loisible au plus incapable et au plus incompetent, non seulement de devenir maître, mais encore d'engager des élèves. De telle sorte que les maîtres perdirent peu à peu le sentiment de leur responsabilité, tant vis-à-vis des apprentis, qu'en ce qui concerne la profession tout entière (2).

Il ne nous appartient pas d'exposer ici les causes de la décadence et de la suppression de la corporation; on sait qu'en France, la théorie libertaire aboutit avec Turgot au célèbre édit de 1776, dont l'œuvre fut complétée par le décret du 2 mars 1791 qui abolit définitivement les corporations.

L'exemple de la France ne tarda pas à être suivi : en Suisse, la liberté du commerce et de l'industrie est procla-

---

(1) *loc. cit.*, pages 7 et ss.

(2) « Das Lehrlingswesen in der Schweiz » von Ernest TANNER (Schweiz. Verband für Berufsberatung und Lehrlingsfürsorge, 1927, page 250).

mée le 19 octobre 1798 par la loi helvétique sur l'abolition des jurandes et maîtrises.

**2° De 1798 à 1879.**

L'article premier de la loi de 1798 dispose : « L'exercice des arts, métiers et branches d'industrie doit être libre en Helvétie, et les droits de contrainte exercés jusqu'ici par les maîtrises contre cette liberté doivent être entièrement abolis ».

La mesure ne fut toutefois pas aussi radicale que le laisse supposer le texte, et certaines corporations survécurent en Suisse jusqu'en 1820 ; les anciennes lois sur les métiers ne pouvaient subsister qu'à titre d'ordonnances de police et dans certains cas seulement, mais les règlements corporatifs concernant les apprentis étaient supprimés.

L'acte de médiation de 1803 imposé par la France à la Suisse, consacrait l'entière liberté de l'industrie et du commerce. Ainsi, on enlevait aux métiers une sage réglementation — celle des apprentissages — précisément au moment où l'extension du marché, les transformations industrielles, les inventions techniques rendaient celle-ci plus nécessaire. A cette époque « l'apprenti n'est plus qu'un ouvrier apprenant son métier au hasard et souvent fort mal » (1).

La réaction ne tarda pas à se manifester : la liberté proclamée par la loi de 1803 fut restreinte dans plusieurs cantons, et en 1804, la Diète suisse fut saisie de plusieurs demandes tendant à une réglementation législative de l'apprentis-

---

(1) Rapport général de Louis VARLEZ avec une introduction de E. VAN DER SMISSEN « Exposition Universelle Internationale de Paris, 1909 », Bruxelles, 1901.

sage. Ces tentatives qui traduisent un retour aux idées corporatives se prolongèrent jusqu'en 1832.

Mais lors de la révolution de 1830, la réaction libérale l'emporte encore une fois, et la liberté du commerce et de l'industrie est consacrée par la nouvelle constitution de 1848. Cette réaction qui imprima à l'économie nationale une extension aussi rapide que superficielle, vint troubler profondément le développement méthodique des capacités professionnelles des travailleurs, qui fait la véritable force de l'industrie.

Les artisans ne furent pas long à s'apercevoir des conséquences d'un pareil régime et s'empressèrent d'avoir recours à l'association et au groupement professionnel. De nombreuses sociétés d'arts et métiers se fondèrent, cherchant surtout à obtenir une législation sur les métiers et à protéger les intérêts de la classe moyenne. Il faut signaler ce fait remarquable, que déjà en 1848, la société d'arts et métiers bernoise (Handwerk-und Gewerbeverein) adressa une requête à l'assemblée fédérale, où elle demandait d'unifier dans toute la Suisse les règles de l'apprentissage.

Entre temps, des commissions officielles s'étaient livrées à des enquêtes industrielles, qui faisaient toutes ressortir l'état déplorable dans lequel l'apprentissage était tombé. En particulier, le rapport de 1844, élaboré à la suite de la création du Zollverein allemand, qui enlevait une partie de ses débouchés à l'industrie et au commerce suisses, concluait « à la création d'écoles en vue de la préparation des jeunes gens aux professions industrielles ».

Ces enquêtes servirent à éclairer une partie de l'opinion publique, qui reconnut l'affaiblissement de l'activité indus-

truelle et incrimina en première ligne la décadence et l'abandon de l'apprentissage (1).

De toutes ces considérations, il résulte que la période que nous étudions est assez incohérente et malaisée à définir. Des mesures législatives existent à l'état sporadique dans quelques cantons : ces dispositions se trouvent tantôt dans le code civil (2), tantôt dans une loi générale sur les métiers (3). Que certaines d'entre elles fussent excellentes, cela est incontestable ; mais ce système est affligé d'un vice fondamental : c'est celui qui consiste à vouloir réglementer l'apprentissage en faisant appel uniquement à des dispositions de droit civil, ou en lui appliquant simplement les principes généraux du droit industriel. L'apprenti, nous le montrerons dans notre première partie, se trouve, tant par son âge que par le caractère de son instruction, dans une situation toute particulière, pour laquelle ni les lois protectrices de l'ouvrier, ni les règles du code civil ne sont suffisantes.

C'est en face de cette réglementation disparate qu'allait se trouver en 1879 l'Union suisse des Arts et Métiers.

### 3° De 1879 à nos jours

La date de 1879 à laquelle fut fondée l'Union suisse des Arts et Métiers marque une époque dans la vie industrielle suisse. Jusqu'alors le mouvement en faveur de la réglementation des métiers avait manqué de cohésion, de méthode ; le manque d'organisation des groupements ainsi que la faiblesse

---

(1) V. brochure jubilaire éditée par A. S. C. A. P. A. en 1927, page 251 (traduction).

(2) C'est le cas pour le canton de Fribourg.

(3) La loi valaisane de 1888 réglait la police du commerce et de l'industrie ; elle contenait de nombreuses dispositions relatives à l'apprentissage.

de leurs ressources pécuniaires expliquent la médiocrité des résultats auxquels on était arrivé.

L'action de l'U. S. A. M. fut considérable car « elle marque le point de départ de l'unification ou plutôt de l'union de tous les efforts vers un but commun ». L'Union s'occupa au début du relèvement de l'instruction professionnelle; dès la première réunion on insista sur le fait qu'une loi fédérale sur les arts et métiers comblerait les lacunes de l'organisation de l'apprentissage, et à la suite d'une enquête menée dans ce but par le gouvernement fédéral, le professeur Henri Bendel publia son étude « De la question de l'éducation professionnelle de la Suisse » (Zur frage der gewerblichen Erziehung der Schweiz). L'auteur en arrivait à la conclusion qu'il était d'une « nécessité urgente pour notre pays d'encourager et d'améliorer la formation professionnelle et industrielle au moyen d'écoles de formation professionnelle, d'écoles techniques spéciales, de musées industriels et de sociétés *ad hoc* ».

Cet écrit eut pour conséquence l'arrêté fédéral du 27 juin 1884 concernant les subventions à l'enseignement professionnel, date du développement des établissements d'éducation professionnelle en Suisse, auquel succédèrent en 1891 et en 1895 deux autres arrêtés, relatifs à l'enseignement commercial et à l'instruction professionnelle à donner à la femme (1).

Cependant, d'aucuns pensaient que les subventions, soit fédérales ou cantonales, octroyées libéralement à la suite des textes ci-dessus nommés, étaient impuissantes à elles seules à remédier aux maux existants. Les associations professionnelles, à peine formées, étant trop faibles pour organiser

---

(1) Nous étudierons ces textes dans le chapitre II de la deuxième partie.

elles-mêmes l'apprentissage, fut-ce avec le secours des subventions, on demanda aide à l'Etat. L'Union, qui fut chargée en 1893 par le Département fédéral d'une enquête sur les moyens d'encourager et d'améliorer l'apprentissage, concluait à l'adoption du programme suivant :

« .... I. — L'Etat, .... prend sous son patronage la formation professionnelle des artisans (1)... ».

Le peuple suisse, qui fut chargé de se prononcer sur un projet de revision constitutionnelle permettant à la Confédération de légiférer en matière d'arts et métiers, rejeta le projet par 155.590 voix contre 134.565 le 4 mars 1894. Il ne restait plus qu'à laisser aux cantons le soin d'élaborer individuellement cette législation.

Ce fut Neuchâtel le premier canton qui entra dans la voie de la réglementation, en édictant une « loi relative à l'apprentissage » le 21 novembre 1890. L'exemple de Neuchâtel hâta l'éclosion d'autres législations; le mouvement s'étendit rapidement surtout en Suisse romande : Genève légifère le 15 octobre 1892, Fribourg le 14 novembre 1895, Vaud le 21 novembre 1896 et Valais le 21 novembre 1933.

Chaque canton s'est ainsi développé, comme le dit M. Eggermann de manière à constituer une sorte de microcosme; à l'instar de ce qui s'est fait dans d'autres branches de l'activité sociale, on essaya de grouper les efforts dispersés pour chercher à les coordonner et à faire profiter l'ensemble des expériences de chacun. De ce mouvement est né en 1902 l'Association suisse de Conseils d'apprentissage et de protection des apprentis (A. S. C. A. P. A.), organe cen-

---

(1) V. « Rapport de l'assemblée des délégués de l'U. S. A. M. à Hérissau en 1894 ».

tral de l'apprentissage en Suisse, auquel se rattachant par leur origine les Conférences d'offices cantonaux d'apprentissage de la Suisse romande et du Tessin (1).

Après la période de désorganisation de 1914, la crise économique qui y a succédé a fait voir combien une organisation rationnelle des métiers était utile au développement économique du pays : les sociétés d'arts et métiers se sont développées, l'instruction professionnelle a pris un grand essor, des journaux se sont créés, plusieurs cantons ont révisé leurs lois sur l'apprentissage, l'orientation professionnelle a pris et prend chaque jour une importance plus considérable. Bref, le problème a revêtu depuis l'intervention du législateur à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un aspect tout nouveau. Cette évolution se poursuit encore actuellement, et nous espérons pouvoir montrer au cours de ce travail quelles seront les améliorations futures à apporter par les ans au régime actuel.

## § 2 — POSITION DU PROBLÈME

Avant d'entreprendre l'étude des dispositions cantonales, il nous a paru utile — la Suisse étant un Etat fédéral — de donner quelques précisions sur les pouvoirs respectifs du gouvernement fédéral et des autorités cantonales en la matière qui nous occupe. Nous signalerons ensuite très brièvement comment le législateur fédéral est intervenu et quelle est la portée de ses prescriptions.

---

(1) Nous ne faisons que signaler ici ces deux organismes importants ; nous reviendrons plus en détail sur cette question dans notre troisième partie.

**1° De la compétence respective du pouvoir fédéral et des autorités cantonales.**

Les sources du droit fédéral se trouvent dans la Constitution fédérale du 29 mai 1874; c'est cette constitution, qui en fixant les attributions de la Confédération, délimite les sphères respectives du droit cantonal et du droit fédéral.

L'art. 64 de la Constitution fédérale autorise la Confédération à légiférer dans tous les domaines du droit civil. Le titre dixième du livre cinquième intitulé : « Droit des Obligations » du Code civil suisse du 10 décembre 1907, édicté en vertu de cet article, constitue la source des dispositions du droit civil relative à la réglementation du travail.

L'article 34, alinéa premier, de la Constitution fédérale donne à la Confédération le droit d'édicter des prescriptions uniformes sur le travail des enfants dans les fabriques, sur la durée du travail des adultes, sur la protection à accorder aux ouvriers contre l'exercice des professions insalubres ou dangereuses, et l'art. 34 *ter*, qui nous intéresse particulièrement, a étendu cette attribution à la petite industrie en disposant que « La Confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers » (1).

Dans le domaine de la réglementation du travail comme dans tout autre, les attributions constitutionnelles des cantons n'ont pour limiter que celles de la Confédération : ils ont le droit de légiférer en premier lieu sur toutes les matières que la Constitution ne réserve pas expressément à la législa-

---

(1) Nous passons naturellement sous silence les pouvoirs accordés par la Constitution au gouvernement fédéral en matière de réglementation du travail lorsqu'ils n'intéressent pas notre sujet : tel le droit de légiférer sur la construction et l'exploitation des chemins de fer, sur les postes, etc...

tion fédérale, en second lieu, sur tout ce qui relève du droit fédéral, tant que la Confédération de son côté ne fait pas usage de son pouvoir.

Les domaines respectifs du droit fédéral et du droit cantonal étant ainsi théoriquement tracés, voici comment s'est établie pratiquement à l'heure actuelle la délimitation du champ d'application des deux pouvoirs (1).

La législation fédérale régit seule la matière du contrat de travail, et partiellement la réglementation de la protection ouvrière. En cette dernière matière, en effet, le droit fédéral ne s'applique qu'aux ouvriers de fabriques et au personnel des entreprises de transport et de communication (2).

Ainsi donc, en résumé : en ce qui concerne la protection ouvrière proprement dite, le champ d'application fédérale actuellement se détermine par la notion d' « entreprises de transport et de communications » et de « fabrique », tandis que le personnel de tous les autres établissements relève des prescriptions cantonales, ceci jusqu'au moment où une loi fédérale sur les arts et métiers prévue par l'art. 34 *ter* ci-dessus mentionné aura été introduite.

L'apprentissage est donc régi avant tout par les lois cantonales; il existe toutefois quelques dispositions que nous allons signaler, qui anticipent simplement sur la réglementation générale de l'apprentissage qui interviendra dans le domaine fédéral.

---

(1) V. la Suisse Economique et Sociale, Tome I, Titre 2, Section 2<sup>e</sup> (Publiée par le Département Fédéral de l'Economie Publique, décision du Conseil Fédéral du 28 avril 1928).

(2) Il y a pour être exact encore deux cas particuliers où s'applique le droit fédéral : V. les lois fédérales du 26 juin 1902 concernant le paiement des salaires et amendes, et la loi du 31 mars 1922 sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers.

## 2° La loi sur les fabriques et le Code civil.

Le législateur n'a pas encore fait usage des droits que lui confère l'art. 34 *ter*, mais il a par contre en vertu de l'art. 34, alinéa premier, élaboré la « loi sur les fabriques » du 23 mars 1877, révisée le 18 juin 1914. Nous mentionnons cette loi car, les dispositions de protection ouvrière qu'elle renferme s'appliquent également aux apprentis employés dans les fabriques, en entendant ce mot au sens de l'article premier de la loi. D'après cet article premier, « un établissement industriel peut être qualifié de « fabrique », s'il occupe plusieurs ouvriers hors de leur logement, soit dans les locaux de l'établissement et sur les chantiers qui en dépendent, soit au dehors à des travaux en corrélation avec l'exploitation industrielle ».

Le titre IV de la loi consacrée au travail des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers, contient huit articles relatifs à l'âge d'admission, au travail et au repos des jeunes gens de moins de dix-huit ans, que nous signalerons au cours de notre travail (1).

Ainsi donc les dispositions de cette loi font règle pour ce qui concerne cette partie de la protection ouvrière, et les prescriptions cantonales n'y peuvent apporter aucune dérogation.

De même, les prescriptions cantonales ne sauraient modifier les articles 319, alinéa 3, 325 et 337 que le Code fédéral

---

(1) Les articles 70 à 78 de la loi sur les fabriques auxquels nous faisons allusion ont été eux-mêmes modifiés par la loi fédérale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers du 31 mars 1922.

des obligations consacre à l'apprentissage (1), et qui sont relatifs au contrat d'apprentissage et aux obligations qui en découlent pour l'employeur.

Enfin, si nous mentionnons encore l'article 421 chiffre 12, du Code civil suisse, exigeant le consentement de l'autorité tutélaire pour la passation du contrat d'apprentissage, nous aurons examiné les principales dispositions fédérales relatives à la question dont nous nous occupons.

Nous nous contenterons pour le moment de signaler ces textes; nous pensons qu'il sera préférable pour l'unité de notre travail de les exposer plus en détail au fur et à mesure que nous les rencontrerons dans l'étude qui va suivre.

---

---

(1) Les articles 338, 341, 342, 344 et 350 s'appliquent également aux apprentis, bien qu'ils n'y fassent pas expressément allusion.



## *PREMIÈRE PARTIE*

# **De la protection des apprentis**

---

## **CHAPITRE PREMIER**

### **Le contrat d'apprentissage**

---

On comprendra facilement l'importance du contrat d'apprentissage, si l'on songe qu'il est la base de toutes les obligations et de tous les devoirs réciproques des parties contractantes. Le caractère obligatoire qu'il revêt, s'explique par le fait que sans lui, l'apprentissage est une simple relation de fait; on a même pu dire, qu'on ne peut parler d'apprentissage sérieux en Suisse avant cette base solide que lui ont maintenant assurée tous les cantons. Sa nécessité est d'autant plus grande, que certaines législations n'ont pas déterminé les devoirs des parties contractantes, ce qui explique les efforts de l'U. S. A. M. pour la vulgarisation d'un contrat-type uniforme pour toute la Suisse.

Suivant la méthode classique, nous étudierons les conditions de fond, puis les conditions de forme de ce contrat, en faisant précéder cette étude de quelques précisions sur sa nature juridique et ses principaux caractères. Nous terminerons ce chapitre par une section consacrée à la dissolution du contrat.

## SECTION I

### NATURE JURIDIQUE ET CARACTÈRE DU CONTRAT

Bien que le droit cantonal régitte d'une façon générale le domaine de l'apprentissage, c'est au Code des obligations qu'il faut recourir pour déterminer la nature juridique du contrat en question.

Le Code fédéral des obligations traite des différents genres de contrat de travail, en prenant ces mots au sens large, mais ne réglemente pas la matière sous une forme générale. *Lato sensu*, on peut dire qu'il y a contrat de travail, lorsqu'une personne promet à une autre contre rémunération, son travail pour un temps déterminé ou non, ou un produit de travail ou encore l'accomplissement d'un acte ou d'une suite d'actes.

En vertu de l'art. 319 C. O., les règles du contrat de travail (louage de services) s'appliquent par analogie au contrat d'apprentissage; ce dernier n'est donc pas considéré par le Code comme une variété de louage de services, mais bien comme un contrat d'une espèce particulière, et cette différence se comprend fort bien.

A vrai dire, il semble qu'il existe une ressemblance entre la situation créée par les deux espèces d'actes: il y a dans l'un et l'autre cas, d'un côté prestation de services pour un temps déterminé ou non, et de l'autre contre-prestation. Mais en réalité, c'est l'objet du contrat qui diffère profondément: le contrat d'apprentissage est conclu non pas pour une prestation de travail à fournir par l'une des parties et à rémunérer par l'autre, mais en vue de l'instruction professionnelle à acquérir par l'une, et à enseigner par l'autre.

Ce contrat apparaît donc avec un caractère particulier, puisqu'il porte sur la prestation à fournir par l'employeur sous forme d'enseignement professionnel (1). Quant au travail de l'employé, ici l'apprenti, il est, en général, de peu de valeur, de telle sorte que souvent les contrats au lieu de prévoir une rémunération en faveur de l'apprenti, en stipulent une en faveur du maître (denier d'apprentissage), élément qui fait totalement défaut dans le contrat de louage de travail (2).

Ainsi au point de vue juridique, ce contrat offre des caractères *sui generis*. Il ne convient pas de montrer ici qu'il ne se confond pas avec l'échange, le mandat ou le contrat d'enseignement, et si nous avons insisté sur ce caractère, c'est qu'il présente une certaine importance au point de vue du sujet qui nous occupe.

En effet, avant l'art. 319 (V. *supra*, page 19) de la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil, d'aucuns soutenaient que le contrat d'apprentissage rentrait dans le droit général des obligations, et plus spécialement dans le contrat de louage de services, matière réglementée déjà par le Code fédéral des obligations; il en résultait que les cantons ne pouvaient légiférer dans ce domaine.

C'est bien l'objection qui fut présentée au Grand Conseil du canton de Neuchâtel lorsqu'il voulut promulguer sa loi de 1890. La réglementation du contrat d'apprentissage, n'appartenait-elle pas à la compétence législative de la Confédé-

(1) Art. 337 C. O.

(2) Ces explications concordent bien avec la définition que donne l'art. 1 de la loi de 1895 du canton de Fribourg : « Le contrat d'apprentissage, .... est celui par lequel une personne exerçant une profession industrielle ou commerciale, prend l'engagement de l'enseigner à une autre qui est tenue, en retour, à des prestations déterminées ».

ration ? La question était controversable ; les mêmes discussions s'élevèrent lors de l'introduction de législations semblables dans les autres cantons (1).

Sans insister sur ces controverses qui ne présentent plus qu'un caractère historique, nous allons faire une analyse très sommaire du contrat en question, afin de préciser sa nature et de confirmer le caractère *sui generis* que lui reconnaît le législateur fédéral.

1° C'est d'abord un contrat synallagmatique parfait : les parties contractantes s'obligent, en effet, les unes envers les autres (V. infra « Devoirs des patrons et des apprentis »).

2° C'est un contrat à titre onéreux et commutatif ; chacune des parties est astreinte à donner ou à faire quelque chose ; les parties n'entendent fournir ces prestations que comme l'équivalent de ce qu'elles donnent ou de ce qu'elles font.

3° C'est un contrat nommé : l'art. 319 C. O. en fait foi, en outre, la plupart des législations cantonales en donnent une définition.

4° C'est un contrat un et non solennel : il possède l'unité, et il est un tout complet ayant une existence absolument indépendante des autres contrats. C'est un acte non solennel, mais qui cependant doit être soumis à certaines formes spéciales, notamment la forme écrite et qui doit contenir certaines mentions, tous points sur lesquels nous reviendrons plus loin.

---

(1) V. motion du 4 avril 1895 déposée au Conseil des Etats, et les discours prononcés per MM. Bossy, Richard et Ruffy dans la séance du Conseil d'Etat du 12 juin 1895. V. également *Bulletin sténographique officiel de l'assemblée fédérale suisse* (année 1895) pages 181 et ss.

Outre ces éléments, qui sans doute existent à l'état isolé dans d'autres contrats, mais dont la réunion est nécessaire pour qu'on soit en présence d'un contrat d'apprentissage, il en existe d'autres qui lui sont particuliers.

5° Il est conclu généralement entre un majeur et un mineur : le fait de l'intervention habituelle d'un mineur est très caractéristique et explique la législation protectrice que nous avons à étudier.

6° Il doit assurer l'instruction professionnelle, théorique et pratique de l'apprenti. C'est là le trait caractéristique du contrat d'apprentissage, si bien qu'on a pu dire qu'il était un contrat d'enseignement professionnel. Toutes les mesures législatives cantonales vont tendre à parfaire cette instruction, soit par l'établissement de cours professionnels, soit par des examens, ou encore par des sanctions à l'égard des maîtres négligents (V. infra).

7° Il doit contribuer à la formation morale, religieuse et intellectuelle de l'apprenti. Assurer la formation technique du jeune homme, voilà comme nous venons de le dire le but principal du contrat, mais n'oublions pas qu'il s'agit dans la plupart des cas d'un mineur dont le développement intellectuel et moral ne saurait passer à l'arrière-plan ; c'est ce que nous montrerons en étudiant les devoirs des patrons.

## SECTION II

### CONDITIONS DE FOND

#### § 1<sup>er</sup> — Conditions générales.

Dans la brève analyse que nous venons d'esquisser, nous avons fait remarquer que parmi les caractères mention-

nés, plusieurs étaient empruntés à d'autres contrats (caractère consensuel, synallagmatique, à titre onéreux, etc...), alors que d'autres au contraire lui appartenaient en propre. Il en est de même pour les conditions de fond, certaines présentant un caractère général, d'autres spéciales, exclusivement attachées au contrat d'apprentissage. Etudions sommairement les premières.

Les conditions habituelles de la validité des contrats, à savoir : consentement, capacité, cause et objet, s'appliquant ici :

Le consentement des parties est requis en première ligne : les parties doivent s'entendre d'une façon précise sur la nature du contrat; les règles sur l'erreur sur la personne, la violence, le dol, trouvent ici leur application normale.

L'objet, ainsi que nous l'avons signalé dans la section I, consiste pour le maître à enseigner sa profession, et pour l'apprenti à fournir une certaine somme de travail, ou éventuellement une certaine somme d'argent (denier d'apprentissage).

La cause, est pour le maître le travail de l'apprenti, auquel peut s'ajouter le denier d'apprentissage, et pour l'apprenti, c'est la connaissance du métier à acquérir.

Bref, jusqu'ici c'est l'application pure et simple du droit commun. Il n'en est plus de même quant à la capacité des parties.

## **§ 2. — Capacité des parties.**

Parmi les éléments particuliers au contrat étudié, nous avons signalé le fait qu'il est conclu entre un majeur et un mineur. Nous avons donc deux points à étudier : la capacité du maître et la capacité de l'apprenti.

*La capacité du maître.*

Sous l'ancien régime, les capacités requises chez le maître d'apprentissage présentaient un caractère plus rigoureux que de nos jours. Non seulement, il fallait qu'il possédât la maîtrise, acquise par un examen et la confection du chef-d'œuvre, mais il devait remplir des conditions de résidence et d'établissement assez strictes.

Les législations des cantons romands contiennent relativement à la capacité des patrons peu de prescriptions positives; d'une façon générale, a qualité de maître, la personne qui se charge conventionnellement de l'instruction professionnelle de l'apprenti; il n'est pas nécessaire qu'elle accomplisse elle-même cette tâche, elle peut la confier à un représentant capable.

Les textes se contentent d'énumérer les causes qui mettent obstacle au droit d'engager des apprentis. Sont privés de ce droit :

1° Ceux qui ont subi une condamnation pour crime ou pour délit contre les mœurs;

2° Ceux qui sont privés de l'exercice de l'autorité paternelle ou de leurs droits civiques.

Ces deux conditions sont reproduites textuellement dans la loi fribourgeoise (1). Nous les retrouvons dans d'autres législations (Vaud, Valais et Genève), augmentées d'une troisième réserve :

3° Ne peuvent engager des apprentis, les personnes qui ne possèdent pas les connaissances suffisantes de leur profes-

---

(1) Loi 1895, art. 6.

sion ou des garanties suffisantes pour diriger l'apprentissage (1).

Quant au point de savoir ce qu'on entend par « une connaissance suffisante de leur métier ou profession », le législateur vaudois donne les précisions nécessaires à cet égard. Il décide que (2) :

« Au sens de l'art. 4 nouveau, lettre C, sont considérés comme ayant une connaissance suffisante de leur métier ou profession :

a) Les patrons en possession d'un certificat de fin d'apprentissage ou d'un diplôme d'une école de commerce, ou d'arts et métiers, ou d'un diplôme jugé équivalent.

b) Les patrons ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus, mais qui ont formé des apprentis dont la majorité ont subi avec succès l'examen de fin d'apprentissage ».

L'art. suivant prévoit que les patrons auxquels ne s'applique pas l'art. 2, et qui désirent tout de même enseigner des élèves, doivent en demander l'autorisation au département de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, qui à son tour pourra consulter les associations professionnelles intéressées.

Quant au canton de Fribourg, les art. 24 à 29 de son règlement du 13 octobre 1900, prévoient l'institution d'examens pour ceux qui veulent s'adonner à la formation des apprentis; les candidats à ces examens doivent posséder un

---

(1) Vaud, loi du 22 novembre 1911, art. 4, lettre C.  
Valais, loi du 21 novembre 1903, art. 6.  
Genève, loi du 9 mars 1927, art. 57.

(2) V. art. 2 de l'arrêté d'application du 29 janvier 1926 de la loi du 4 février 1925 revisant la loi du 22 novembre 1911.

diplôme de fin d'apprentissage et avoir travaillé ensuite comme ouvrier pendant deux ans.

En outre, lorsqu'une enquête aura prouvé que le maître ne possède pas une connaissance suffisante de sa profession, le droit de recevoir des apprentis pourra lui être retiré provisoirement. C'est généralement au préfet ou au Conseil d'Etat (dans le canton de Genève) qu'appartient ce droit; contre cette décision est ouvert un recours au Conseil d'Etat.

M. Savoy fait justement remarquer, combien la mise en mouvement de ces mesures est délicate, et combien peu souvent elles sont appliquées.

### *La capacité de l'apprenti.*

La réglementation coutumière ne paraît pas s'être intéressée à l'âge requis pour entrer en apprentissage, pas plus qu'à l'instruction élémentaire que devait posséder l'enfant.

Il n'en est plus de même aujourd'hui : la plupart de nos législations envisagent l'apprenti comme un mineur. Tous les cantons romands, sauf Fribourg, en donnent une définition légale. Citons celle du législateur neuchâtelois : « Est réputé apprenti au sens de l'apparente loi, tout mineur (1) de l'un ou l'autre sexe occupé dans l'industrie, le commerce ou les métiers pour y apprendre une profession exigeant un stage de plus de trois mois; la qualité d'apprenti se perd après l'examen de fin d'apprentissage ».

Etant la plupart du temps mineur, l'apprenti ne peut conclure seul son contrat qui devra être signé par le détenteur de la puissance paternelle, ou le tuteur. L'art. 325 C. O.

---

(1) La loi vaudoise dit : .... toute personne, mineure ou majeure (loi du 22 novembre 1911, art. 1.

dispose : « Les contrats d'apprentissage passés avec des mineurs ou des interdits ne sont valables que s'ils ont été faits par écrit, et signés tant par l'employeur que par le détenteur de la puissance paternelle, ou par le tuteur avec l'approbation de l'autorité tutélaire ». Le Code civil suisse contient une disposition analogue déjà mentionnée : Art. 421. Titre XI : le consentement de l'autorité tutélaire est nécessaire : . . . . 12, pour passer un contrat d'apprentissage.

La loi vaudoise stipule même que le père ou la mère qui signe le contrat, garantit au patron le fidèle accomplissement des devoirs légaux et contractuels de l'intéressé, disposition prudente, destinée évidemment à parer à l'absence de garanties légales de l'accomplissement de ses devoirs par l'apprenti.

Quant à l'âge requis, il coïncide avec l'âge légal de la libération scolaire (généralement 14 ans) fixé par les lois cantonales sur l'instruction primaire.

Signalons enfin pour terminer que les lois vaudoises et genevoises exigent encore de l'apprenti au moment de son entrée un certificat médical attestant qu'il a les aptitudes physiques nécessaires pour la profession à laquelle il se destine (2).

### SECTION III

#### CONDITION DE FORME

##### § 1<sup>er</sup>. — De la forme écrite.

Tant que l'apprentissage n'a été qu'une simple relation fait, les parties n'étaient tenues à aucune obligation

---

(2) Loi vaudoise du 22 novembre 1911, art. 7 et 18.  
Loi genevoise du 9 mars 1927, art. 10.

stricte; le jeune homme engagé chez le maître d'état pouvait quitter sa place d'un moment à l'autre, il était employé à une foule de travaux variés sans être soumis à une formation méthodique; il manquait à l'institution de l'apprentissage un fondement solide.

Les associations professionnelles et les sociétés d'utilité publique aménèrent les pouvoirs cantonaux, puis le pouvoir fédéral à réformer ces abus. L'art. 325 C. O., comme nous l'avons vu, n'exige la forme écrite que pour les contrats concernant les mineurs et les interdits; mais la loi fédérale sur le travail dans les fabriques l'impose à tous les apprentis de fabriques, majeurs ou mineurs, sans distinction (1). Les législations cantonales n'ont fait qu'accentuer ce mouvement en rendant la forme écrite obligatoire dans tous les cas (2).

Il est aisé de juger la portée de cette obligation : en théorie générale, la forme écrite peut être exigée pour la validité, pour la constatation officielle ou pour la preuve d'un contrat.

Nous n'avons pas à envisager la question de la forme écrite requise pour la validité de l'acte, puisque sans elle il n'y a pas de contrat, et que la question ne se pose plus.

La production de l'acte écrit peut être requise pour la constatation officielle du contrat, de telle sorte que même en l'absence d'un écrit le contrat d'apprentissage pourra être prouvé, mais cette absence constitue une contravention. La loi prévoit des amendes (par exemple Fribourg de 1 à 50 francs), ou bien se contente de mentionner que ces infrac-

---

(1) Loi fédérale du 8 juin 1914 sur le travail dans les fabriques, art. 77.

(2) On peut signaler l'art. 5 de la loi vaudoise du 4 février 1925, qui dispose que, même convenu entre parents et enfants tout apprentissage doit être réglé par un contrat écrit sur formulaire officiel.

tions sont passibles de peines de police (Genève, art. 65). La constatation officielle du contrat pourra avoir pour but le contrôle des mentions incluses dont nous aurons à parler dans notre paragraphe 2.

En troisième lieu, la forme écrite est requise en vue de la preuve. A cette question s'en rattache une autre très voisine : le contrat étant la base même de l'apprentissage, le législateur n'a pas voulu que seuls le patron et l'apprenti soient en possession d'un exemplaire; il a trouvé nécessaire d'en remettre un entre les mains de personnes spécialement désignées à cet effet : c'est la question du dépôt.

Les législations des cinq cantons romands ont toutes prévu que le contrat devait être établi en plusieurs exemplaires dont l'un devait être remis à une autorité compétente.

La loi vaudoise exige trois exemplaires (1) dont l'un est déposé au greffe municipal qui l'enregistre et le remet à la commission d'apprentissage, les autres étant conservés par le patron et l'élève ou son représentant.

Dans le canton du Valais les contrats sont enregistrés par la commission cantonale; quant au législateur fribourgeois il en prévoit le dépôt au secrétariat communal qui l'adresse à l'office central des apprentissages.

Seul le canton de Neuchâtel ne contient aucune disposition législative à ce sujet; mais le contrôle de l'apprentissage est alors assuré au moyen de rôles nominatifs que les autorités compétentes doivent tenir constamment à jour (1).

---

(1) V. exposé des motifs du projet de loi du canton de Vaud, par le Professeur BERNEY, pages 49 et ss.

(2) V. arrêté concernant le rôle des apprentis du 6 janvier 1893.

## § 2. — Contrat-type et mention au contrat.

Quelques législations énumèrent avec plus ou moins de détail les clauses devant figurer au contrat; toutefois le résultat pratique obtenu est partout sensiblement le même, puisque dans tous les cantons romands nous rencontrons des formulaires-types avec clauses identiques, mis gratuitement à la disposition des intéressés.

Le contenu du contrat deviendra de plus en plus dépendant des « contrats-types », tels qu'ils sont prévus par l'art. 324 du C. O. Les contrats-types sont ceux qui affectent une collectivité, c'est-à-dire qui règlent les conditions de travail devant être observées entre des personnes appartenant à des groupements ou à des catégories données. Ils sont établis par le Conseil fédéral ou les autorités cantonales, après avis des groupements professionnels intéressés. Sauf convention contraire faite par écrit, leur teneur est réputée exprimer la volonté des parties, le législateur s'étant proposé de suppléer ainsi aux lacunes que peuvent présenter les conventions individuelles.

Il résulte d'une enquête faite auprès de tous les cantons, que la grande majorité d'entre eux n'ont fait usage de la faculté que leur confère l'art. 324 C. O., qu'en ce qui concerne l'apprentissage.

Depuis de nombreuses années, l'U. S. A. M. s'efforce de baser le rapport d'apprentissage sur un contrat-type aussi uniforme que possible pour toute la Suisse. Ce formulaire a été retouché nombre de fois et transformé entièrement en 1926. L'analyse de ce document donne un excellent résumé des différents contrats-types en vigueur dans les cantons.

Le nouveau formulaire contient les rubriques suivantes :

I. — Les parties et la désignation de la profession  
(Art. 1).

II. — La durée de l'apprentissage et du temps d'essai  
(Art. 2 et 3).

III. — a) Prescriptions sur le logement, l'entretien et la pension quand l'apprenti a la nourriture et le logis chez son patron.

Art. 4. — Obligation du maître d'apprentissage de donner une nourriture saine et un bon logement à l'apprenti.

Prescriptions sur l'achat d'habits et de linge.

Art 5. — Fixation de l'indemnité à payer pour la nourriture et le logis.

b) Prescriptions sur le salaire, quand l'apprenti paie lui-même le logis, la nourriture, les habits et le linge.

Art. 6. — Echelle de salaire à l'heure, par jour, par semaine ou par demi-année.

IV. — Obligations du maître d'apprentissage.

Art. 7. — Les prescriptions sur la formation de l'apprenti édictées par chaque association professionnelle dans son règlement d'examen peuvent figurer ici.

V. — Obligations de l'apprenti (Art. 8).

VI. — Durée du travail, jours de vacances.

Art. 9. — Fixation de la durée du travail et prescriptions en cas d'empêchement occasionnel de travailler.

Art. 10. — Prescription spéciale sur le travail dans la profession considérée.

Art. 11. — Vacances de l'apprenti.

## VII. — Fréquentation de l'école.

Art. 12. — Fréquentation des écoles des arts et métiers ou de la classe professionnelle.

## VIII. — Assurance contre les accidents et la maladie.

Art. 13. — Assurance par la soumission à la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents, ou assurance auprès de sociétés privées et paiement des primes.

Art. 14. — Assurance contre la maladie et paiement des primes.

## IX. — Prescription sur les outils.

Art. 15. — Acquisition des outils.

X. — Perte de temps pendant la durée de l'apprentissage.

Art. 16. — Prescription concernant le remplacement du temps perdu pendant la durée de l'apprentissage.

XI. — Examen de fin d'apprentissage, examen intermédiaire, examen scolaire.

Art. 17. — Examen final d'après les prescriptions cantonales.

Art. 18. — Prescription professionnelle sur les examens intermédiaires.

XII. — Différends. Rupture du contrat et conséquences.

Art. 19. — Instance compétente en cas de différend.

Art. 20. — Résiliation du contrat pour cause majeure.

Art. 21. — Prescription sur le paiement du salaire d'apprentissage ou indemnité en cas de résiliation.

Art. 22. — Résiliation en cas de non observation du contrat par l'une des parties et les indemnités qui en découlent.

Art. 23. — Prescription spéciale concernant l'instance compétente pour liquider les différends.

XIII. — Nombre de contrats.

Art. 24. — Prescription concernant le nombre des formulaires de contrats à remplir.

XIV. — Remarques spéciales.

Ainsi sur la durée d'un apprentissage commencé dans un autre endroit, etc...

Le contrat une fois conclu et établi en trois exemplaires, doit être daté et signé par le maître, l'élève, et le représentant légal de celui-ci. Après quoi il reste à remplir les formalités du dépôt mentionnées plus haut.

#### SECTION IV

##### DE LA DISSOLUTION DU CONTRAT

Les parties peuvent, en principe, fixer librement la durée de l'apprentissage. Mais pratiquement, celle-ci est déterminée par les clauses du contrat-type, ou tout au moins fixée par les associations professionnelles. On trouvera tous les renseignements relatifs à la durée de l'enseignement dans les remarquables « Programmes », établis pour plus de cent professions par les Offices cantonaux d'apprentissage de la Suisse romande et du Tessin, ainsi que dans les tableaux publiés par l'U. S. A. M. Lorsque ces normes ont été consa-

créées par la loi ou les règlements, elles deviennent naturellement obligatoires.

Comme tous les contrats, celui que nous étudions, est soumis aux causes d'extinction et de résolution prévues par la partie générale des obligations.

L'arrivée du terme fixé est le mode d'extinction normal des obligations des parties.

Les défauts du consentement (erreur, violence, dol), le défaut de capacité, d'objet et de cause, sont les causes de résolution tirées de la partie générale des obligations.

Certains cas peuvent faire difficulté. En règle générale, le décès du maître met fin à l'apprentissage; toutefois, les ayants-cause peuvent en assumer la continuation; on présuamera même pour les apprentissages faits dans les grands établissements, que cette continuation était dans l'intention des parties.

Le congé donné soit par l'un soit par l'autre des contractants, n'est pas, en principe, une cause d'extinction du contrat; mais la plupart des lois prévoient qu'au début de l'apprentissage un certain temps, sera considéré comme temps d'essai (par exemple : quatre semaines à Fribourg; deux mois à Genève, etc...), pendant lequel les parties sont libres de renoncer au contrat, soit sans autre, soit après un délai de congé de deux à trois jours.

Si aucune loi ne prévoit la possibilité de mettre fin à l'engagement pris, par un congé donné par le maître ou l'apprenti, ceux-ci peuvent par contre par un accord commun rompre en tout temps le contrat. Mais dans ce cas l'autorité de surveillance doit en être avertie et pourra toujours intervenir.

L'autorité de surveillance interviendra encore dans les

cas de résiliation pour justes motifs. D'après l'art. 352 C. O., sont considérés comme « justes motifs », toutes les circonstances qui, pour des raisons de moralité ou en vertu des règles de la bonne foi, autorisent l'une des parties à ne plus exécuter le contrat.

Le juge, ici l'autorité de surveillance, jouit d'un large pouvoir d'appréciation, mais d'une manière générale on pourra dire qu'il y a « justes motifs », lorsqu'une des conditions essentielles qui ont amené la conclusion du contrat viendra à faire défaut (1).

Certaines législations, telle celle du Valais, se contentent de faire mention dans leurs contrats-types de la possibilité pour les parties contractantes de se départir pour justes motifs, alors que d'autres, telle celle du canton de Genève, donnent une énumération complète des causes de résiliation à invoquer devant l'autorité compétente (2).

Mentionnons enfin pour terminer, la faculté de résolution du contrat par une décision judiciaire prise à la réquisition des parties ou de l'autorité de surveillance, ainsi que la possibilité déjà signalée, de déclarer dans certains cas le maître déchu du droit d'engager des apprentis.

---

(1) Cf. POZZI. — Begriff und Anwendung der « wichtigen Gründe » im schweizerischen Zivilgesetzbuch, *thèse*, Berne, 1917.

(2) Loi du 9 mars 1927, art. 3.

## CHAPITRE II

### Devoirs des Patrons

---

Il n'est pas suffisant de réglementer la forme et le contenu du contrat d'apprentissage, ou même la capacité des parties en jeu pour protéger efficacement les intérêts du mineur. Les relations de maître à élève étant établies sur la base d'une confiance réciproque, il importe au premier chef que le patron soit capable et sérieux. La tâche qu'il assume est trop délicate pour que le législateur puisse s'en désintéresser.

Les devoirs généraux des patrons esquissés par l'art. 337 du C. O. sont précisés et développés par les lois cantonales.

Le maître s'engage d'abord à enseigner l'apprenti, et de cette obligation vont en naître d'autres auxquelles nous avons déjà fait allusion : ce sont les devoirs qui ont pour but de développer chez l'enfant les qualités intellectuelles, morales ou religieuses. Lorsque nous aurons analysé ces obligations, nous n'aurons pas épuisé la matière qui nous intéresse ; il nous restera à étudier un point important : c'est la façon dont le patron peut faire travailler ses apprentis, laquelle n'est pas abandonnée à son arbitraire : c'est la question de la réglementation du travail des apprentis, qui fera la matière de notre section II.

## SECTION I

### OBLIGATIONS GÉNÉRALES

#### § 1<sup>er</sup>. — Devoir de formation et d'instruction professionnelle

Le premier devoir que tous les textes imposent au maître est d'enseigner dûment l'art, le métier, ou la profession qui font l'objet du contrat. Comme le dit la loi valaisane, cet enseignement doit être graduel et complet.

L'enseignement doit être graduel, c'est-à-dire que l'apprenti doit être mis au courant de son métier d'une façon rationnelle qui variera suivant les difficultés en jeu. Il en résulte que le temps nécessaire sera très variable selon les professions envisagées. La commission suisse des apprentissages, principale section de l'U. S. A. M., après avis des associations professionnelles intéressées (1), a établi avec beaucoup de soin des tableaux indiquant pour toutes les professions la durée du temp d'apprentissage, après laquelle il est possible de subir l'examen final. Signalons encore les « Programmes d'apprentissage et d'examen » déjà mentionnés, élaborés par les Offices cantonaux, point sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus longuement dans notre troisième partie. Ces programmes établis actuellement pour 104 professions renseignent jeunes gens et parents sur la profession envisagée, et guident les maîtres pour les connaissances qu'ils doivent enseigner.

Ces mêmes programmes ont pour but d'amener l'ensei-

---

(1) Cf l'annexe des « Instructions selon décision de la Commission suisse des apprentissages de l'Union suisse des Arts et Métiers du 4 février 1924 ».

gnement à être complet et méthodique, et les examens prouvent si ce résultat a été atteint.

Les lois ont pris, en outre, des précautions pour empêcher les patrons d'abuser de leur autorité; on peut mentionner les art. 14 et 15 de la loi genevoise du 9 mars 1927, qui interdisent au maître d'employer l'apprenti à des travaux au-dessus de ses forces, et surtout à d'autres travaux que ceux stipulés dans le contrat (tels des travaux domestiques, etc...), cette dernière disposition se retrouvant dans les cinq cantons.

Enfin relativement au devoir de formation professionnelle, nous ne faisons que mentionner l'obligation par le patron d'astreindre l'apprenti à fréquenter les cours appropriés, obligation que nous retrouverons plus loin.

## § 2. — Autres devoirs des patrons.

Nous répartirons pour la commodité de l'exposé les obligations patronales ne concernant pas directement la formation professionnelle, sous deux chefs : A) devoirs moraux et religieux du patron; B) obligations diverses.

### A) *Devoirs moraux et religieux des patrons.*

Nous avons à signaler ici plutôt que des dispositions législatives précises, ce qu'on pourrait appeler les vœux du législateur. La loi fribourgeoise les résume assez bien en disant que « le maître doit se comporter vis-à-vis de l'apprenti en bon père de famille » (1), c'est-à-dire qu'il devra surveiller la conduite, les mœurs du jeune homme, veiller à ce qu'il ne reçoive pas des mauvais conseils, avertir les pa-

---

(1) Loi fribourgeoise, 1895, art. 7.

rents, le cas échéant, etc.... Il devra lui fournir, si l'apprenti vit chez lui, un logement sain, un lit pour lui seul, une bonne nourriture. Il devra pourvoir à ses soins et lui fournir les secours médicaux.

Sans entrer dans le détail de ces différentes prescriptions, citons encore l'obligation pour le patron de laisser à son apprenti le temps nécessaire à son instruction religieuse (1), ainsi que l'obligation de respecter le repos dominical (V. section II).

#### B) *Obligations diverses.*

Il reste encore à signaler un certain nombre de dispositions qui tracent des devoirs incombant aux patrons, dispositions assez disparates, et par là même difficiles à classer; nous allons résumer les plus intéressantes.

Nous avons signalé dans notre section II qu'en cas d'incapacité des patrons ou après enquête de l'autorité compétente, on pouvait leur interdire d'engager de nouveaux apprentis. Le législateur a pensé qu'à cette mesure répressive, il était sage d'en ajouter une préventive, et dans les deux cantons de Vaud et de Genève, nous trouvons des mesures limitant le nombre d'apprentis dans une entreprise donnée. Mais alors que l'art. 59 de la loi vaudoise se contente simplement d'indiquer que jamais le nombre d'apprentis engagés ne doit être supérieur au nombre d'ouvriers et de patrons, la loi genevoise qui contient une prescription semblable est beaucoup plus précise : elle énumère quantité de dérogations, consacrant un certain nombre d'articles à chaque profession ou métier, voire même aux différentes spécialités de chaque

---

(1) Lois fribourgeoise, art. 8; neuchâteloise, art. 10; vaudoise, art. 12; valaisane, art. 17; genevoise, art. 13.

profession (banques, magasins, imprimeries, dessinateurs, lithographes, phototypeurs, etc...).

Ces dispositions qu'on peut qualifier de secondaires, nous paraissent au contraire importantes, car elles sont un exemple caractéristique d'un mouvement que nous aurons à signaler : la tendance qu'ont les lois et règlements à tenir compte de la diversité des métiers, et à s'inspirer des normes conclues par les associations professionnelles (1).

Avant d'abandonner la question de la formation des apprentis, il nous paraît intéressant d'indiquer dans une courte digression l'opinion de M. Dusseillier, vice-président du Conseil d'Etat de Genève (2).

M. Dusseillier est un partisan convaincu de l'apprentissage obligatoire ; l'Etat pour assurer l'instruction professionnelle des enfants devra développer les institutions existantes, de telle sorte que l'auteur en vient à l'obligation pour tous les patrons de former des apprentis. Il propose même une formule à cet égard : 1 apprenti pour 3 ou 5 ouvriers, 2 apprentis pour 5 à 8 ouvriers, etc..., en laissant bien entendu une certaine latitude à l'autorité pour lui permettre d'exclure les patrons inaptes.

Cette thèse intéressante compte un assez grand nombre de partisans ; nous en parlerons plus longuement dans notre troisième partie.

Si nous revenons à des textes positifs, on peut encore signaler parmi les obligations des maîtres, celle, très sage,

---

(1) Cf. La Suisse économique et sociale, T. I., p. 503 (édité par le Département Fédéral de l'Economie Publique).  
V. note (2) de la page suivante.

(2) Cf. La brochure « Orientation professionnelle », conférences données les 24 et 25 septembre 1920 à l'Aula de l'Université de Genève (édité par l'A. S. C. A. P. A., Genève).

que prévoit la loi genevoise : c'est l'institution d'un pécule appartenant à l'apprenti. Sur les sommes qu'il lui alloue, le patron en retiendra une partie qu'il versera dans une caisse autorisée par l'Etat (sur un livret au nom du mineur), et qu'il conservera jusqu'à l'expiration du contrat (1).

Parmi les dépenses auxquelles est tenu le patron, on peut citer la moitié du montant de la prime contre les accidents du travail, lorsque les apprentis sont au bénéfice des lois fédérales de 1881 et de 1887 ou de la loi sur les fabriques, ou lorsque cette assurance est obligatoire comme dans le canton de Vaud (2).

Enfin, clôturons cette énumération en citant l'obligation de délivrer un certificat attestant la durée et la nature de l'apprentissage, avec en cas de refus du patron la latitude pour l'élève de s'adresser à l'office des apprentissages (Fribourg) ou à la commission des apprentissages (Vaud).

## SECTION II

### OBLIGATIONS RELATIVES A LA JOURNÉE DE TRAVAIL

La réglementation de la journée de travail est une question importante dont s'est occupé le pouvoir central. La loi sur les fabriques révisées en 1914, et la loi de 1922 sur l'emi-

- 
- (1) Actuellement la plus grande partie des apprentis sont payés; en 1921, dans le canton de Neuchâtel; sur 1.141 contrats, il y en avait 522 assurant aux apprentis le paiement d'un salaire, 508 stipulant un engagement au pair, et 112 prévoyant le paiement au maître d'un denier d'apprentissage. Cf. « Annuaire suisse des arts et métiers », 1921, 2<sup>e</sup> année, pages 28 et ss.
- (2) Signalons en passant que tout le chapitre II de la loi est consacré à l'énumération d'une cinquantaine de professions dispensées de l'obligation de l'assurance, en général toutes professions présentant peu de risques d'accidents.

ploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers, sont venues réglementer la matière en ce qui concerne les apprentis des fabriques (1).

Après avoir spécifié que les jeunes gens de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés ni au travail de nuit, ni au travail du dimanche (art. 71), la loi énumère tout une série de travaux auxquels il est interdit d'employer les mineurs de dix-huit ans et de seize ans (2).

L'art. 337 C. O. dispose à l'alinéa 3 : « Dans la règle, l'apprenti ne peut être employé ni au travail de nuit, ni au travail du dimanche ». Il s'agit ici de dispositions d'ordre public, lesquelles ne font qu'anticiper sur la réglementation générale qu'interviendra un jour dans le domaine fédéral (V. appendice). Les prescriptions cantonales demeurent réservées dans la mesure où elles ne sont pas contraires au droit fédéral (art. 77 de la loi des fabriques) ; ce sont elles que nous allons maintenant résumer.

Le nombre d'heures maximum de travail quotidien diffère suivant les cantons ; il varie, en général, entre dix et onze heures : à Fribourg, il est fixé à onze heures par jour, à Neuchâtel s'appliquent les dispositions de la loi sur les fabriques, à Genève à dix heures, exceptionnellement à onze heures y compris le temps nécessaire à l'enseignement religieux, primaire, professionnel, etc... ; la loi vaudoise prévoit même que le travail doit être interrompu au milieu de la journée par une pose d'une heure et demie au moins.

A cette série de dispositions, s'en ajoute une autre con-

---

(1) Pour la définition du terme « fabrique » v. introduction § 2.

(2) V. art. 188 de l'ordonnance concernant l'exécution de la loi sur le travail des fabriques du 3 octobre 1919, avec les modifications apportées en date des 12 août 1921 et 7 septembre 1923.

cernant le travail de nuit et le repos dominical. L'article 72 de la loi des fabriques stipule que pour les jeunes gens de moins de dix-huit ans le repos de nuit aura dans tous les cas une durée de dix heures consécutives, et comprendra l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin. Les cantons romands interdisent aux patrons, conformément au Code des obligations, de faire travailler la nuit leurs apprentis; d'une façon générale, est considérée comme travail de nuit, tout travail fait entre huit heures du soir et cinq heures du matin. Quant au repos dominical, il est assuré aux apprentis; ces derniers peuvent toutefois être employés aux travaux du dimanche autorisés par la loi, qui dans les divers cantons réglemente la matière avec un grand luxe de détails que nous passons sous silence.

Toutes ces dispositions, dont nous venons de présenter un aperçu très général, sont assouplies et s'adaptent aux nécessités économiques par le fait que de nombreuses dérogations y ont été apportées. La plupart des lois énumèrent une liste de professions qui sont dispensées d'observer les dispositions réglementant la journée de travail. On peut signaler la législation du canton de Neuchâtel, comptant de nombreux arrêtés rendus à la suite de requêtes d'associations professionnelles et de syndicats, concernant la durée du travail dans diverses professions et la réglementant minutieusement (pâtisseries, boulangers, vendeurs, etc...), (1) ainsi que celle du canton de Genève (1) qui compte cinq arrêtés récents du 27 mars 1928 ayant le même but. Dans les cantons de Vaud et du Valais, les textes permettent aux commissions

---

(1) V. à la fin de l'ouvrage l'énumération chronologique de ces différents arrêtés.

cantonaux d'apprentissage d'exempter les patrons lorsque les circonstances l'exigent, de l'observation des dispositions signalées plus haut, mais dans ces cas-là, ces mêmes textes obligent les maîtres à accorder aux intéressés un temps minimum de repos, ainsi que celui nécessaire à leur instruction religieuse, complémentaire, ou professionnelle.

---

## CHAPITRE III

### Surveillance de l'Apprentissage

---

L'application du droit ouvrier exige dans une large mesure l'intervention des pouvoirs publics, car les peines que prononce le juge le cas échéant, ne sauraient être que l'« ultima ratio », c'est-à-dire un moyen extrême d'atteindre la fin voulue, la mise en œuvre normale étant assurée par une surveillance adéquate.

En matière d'apprentissage surtout, l'application du droit cantonal est délicate : elle se heurte souvent à l'inertie des patrons, et quant aux apprentis, le projet de la loi vaudoise fait justement remarquer « qu'étant pour la plupart des mineurs civilement incapables, l'on ne peut guère compter sur eux pour faire entrer en vigueur des dispositions nouvelles ». La surveillance apparaît donc comme une institution maîtresse en la matière, nécessitant une sérieuse organisation, sans laquelle les dispositions les plus sages risquent de demeurer lettre morte.

Dans les cinq cantons, la haute surveillance appartient à un dicastère du gouvernement cantonal (département, inspection, direction). A côté de ces autorités supérieures que nous retrouvons dans tous les cantons, il y a des organes qu'on peut répartir en deux catégories : ce sont dans les cantons de Fribourg, de Neuchâtel et du Valais, les autorités com-

munes, et dans les cantons de Vaud et Genève, des commissions *ad hoc*. Il y a donc là deux systèmes qui seront étudiés dans deux sections différentes.

## SECTION I

### *Premier système*

#### **SURVEILLANCE PAR AUTORITÉS COMMUNALES**

Dans ce système, l'autorité de surveillance sous la haute direction du Gouvernement est dévolue en principe à l'autorité communale, avec faculté pour celle-ci de déléguer ses pouvoirs à des commissions spéciales. C'est le système adopté par les cantons de Fribourg, Neuchâtel et du Valais.

Dans ces trois cantons la haute surveillance est confiée à un département de l'autorité exécutive supérieure, fonctionnant sous le nom d'Office central ou Secrétariat des apprentissages.

Dans le canton de Fribourg, le règlement du 13 octobre 1900 consacre une partie de son chapitre premier au fonctionnement de « l'Office central des apprentissages et du travail » dont les membres sont nommés par le Conseil d'Etat. L'Office surveille l'application dans le canton tout entier des dispositions légales sur la protection des apprentis et des ouvriers; il désigne un délégué qui remplit les fonctions d'inspecteur, et qui accomplira en fait les fonctions qui incombent à l'office.

Parmi ces fonctions, on peut citer les plus importantes : l'Office établit le règlement des examens, il surveille les cours professionnels, il formule les modèles normaux des contrats et examine les conditions de ceux qui sont conclus. Il contrôle l'emploi des revenus de tous les fonds d'apprentissage

existants; enfin, l'inspecteur sert d'intermédiaire entre les commissions locales et la direction compétente (1).

Dans le canton de Neuchâtel, nous trouvons pour assurer la haute surveillance un mécanisme analogue. Il existe une sous-commission de la Chambre cantonale de Commerce, de l'Industrie et du Travail, et le décret du 18 février 1895 a institué un préposé aux examens et à la surveillance des apprentissages, sous le nom d'inspecteur cantonal des apprentissages, rattaché à la Chambre précitée, et fixé à La Chaux-de-Fonds (2).

Cet inspecteur est également le président des commissions chargées de la surveillance des apprentis de commerce, organisée d'une façon un peu différente de celle des apprentis de l'industrie (3).

Dans le Valais enfin, la surveillance est confiée à un Secrétariat cantonal sous la surveillance du Département de l'Instruction publique.

Le Secrétariat a des attributions très étendues, dont les principales sont de surveiller, d'encourager et de promouvoir les institutions qui entrent dans sa compétence.

L'inspectorat joue donc dans la surveillance un rôle de premier plan; comme le dit M. Savoy, auquel nous avons en partie emprunté le plan général du présent chapitre (4) « l'institution de l'inspectorat est la base de l'organisation et de la surveillance dans la majorité de nos cantons ».

---

(1) Pour les détails relatifs à l'activité de l'office et de l'Inspecteur, v. les article 1 à 8 du 13 octobre 1900.

(2) V. les articles 12 et 14 de la loi du 22 novembre 1899 sur les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Chambre cantonale du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

(3) Loi du 25 février 1913 concernant la surveillance des apprentis du commerce.

(4) *Loc. cit.*, page 259.

Mais à côté de ces organes supérieurs qui se retrouvent sous une dénomination un peu différente dans la majorité des lois, il y a un autre organe, l'autorité communale, qui fonctionne dans les cantons de Fribourg, de Neuchâtel et du Valais, et qui forme la caractéristique du système que nous étudions.

D'après le titre III de la loi fribourgeoise, les apprentis sont placés dans chaque localité sous la surveillance de l'autorité communale. Cette surveillance peut aussi être exercée par une société de patronage autorisée par le Conseil d'Etat, ou par des sociétés d'arts et de métiers, des syndicats professionnels, ou des associations (art. 12); mais, qu'elle soit dévolue au conseil communal ou aux sociétés de patronage, elle s'exerce par les soins d'une commission communale dite « commission locale des apprentissages et du travail » (article 13).

Le programme d'activité que le règlement trace à ces commissions est très vaste : elles cherchent à perfectionner l'apprentissage du commerce et de l'industrie dans leur cercle respectif. Elles facilitent aux parents et aux tuteurs le bon choix des patrons; elles servent d'intermédiaire entre les intéressés; elles jouent le rôle de bureau de placement (article 14). D'une façon elles veillent à la stricte application de la loi et des règlements; pour ce faire elles ont le droit de visiter en tout temps, et le doivent au moins une fois par trimestre, les apprentis dans les ateliers où ils travaillent pour contrôler la marche de l'instruction. Elles reçoivent les plaintes ou réclamations, font les observations qui leur paraissent

sent justifiées et avertissent le cas échéant les représentants du mineur (1).

Le système de surveillance adopté par le canton de Neuchâtel offre de nombreuses analogies avec celui que nous venons d'exposer. Dans chaque commune, un préposé communal est désigné pour enregistrer les contrats et veiller à la bonne marche de l'apprentissage; dans les localités où les patrons et les ouvriers sont organisés en syndicats, ceux-ci pourront être sur leur demande (par arrêté du Conseil d'Etat) investis de la mission de surveiller, sous le contrôle de l'autorité communale, les apprentis qui se rattachent à la profession; ils devront toutefois justifier qu'ils représentent la majorité au moins des intéressés. Si aucune surveillance n'a été organisée par les syndicats, les conseils de prud'hommes pourront l'exercer, toujours sous la surveillance de l'autorité communale.

Il convient d'insister sur l'action syndicale en matière de surveillance. Les dispositions que nous venons de mentionner ont été renforcées par un arrêté du 17 décembre 1920. Cet arrêté précise le mode d'action des syndicats, et énumère pour de nombreuses professions ceux qui ont qualité pour agir, ainsi que les limites géographiques de leur rayon de surveillance. Il faut remarquer que ce texte n'enlève pas aux représentants des conseils communaux la surveillance des apprentissages, mais il indique simplement que les délégués des syndicats doivent être des collaborateurs et des conseillers techniques. Ainsi, la partie administrative est confiée à

---

(1) Pour compléter l'énumération des différents organes de protection, il faut encore mentionner les commissions de protection de l'enfance (loi du 8 février 1913), qui s'intéressent également aux mineurs placés en apprentissage.

des organes permanents, tandis que la partie professionnelle est du ressort des gens de métier qui exercent leur action en venant chez le patron, à l'improviste ou non, contrôler la marche de l'apprentissage ; on les appelle des « visiteurs » (1).

Le cadre restreint de cet ouvrage ne nous permet pas de nous étendre davantage sur ce sujet (2), mais il était impossible de passer sous silence cette organisation originale, et dont il nous paraît que l'exemple mériterait d'être suivi. Les organes de protection ont ainsi le grand avantage d'avoir à leur disposition des personnes vraiment qualifiées pour apprécier la marche de l'instruction et juger des résultats.

Dans le canton du Valais enfin, la surveillance est assurée dans chaque localité par l'autorité communale qui nomme à cet effet une commission de trois à cinq membres. Ces attributions sont semblables à celles des commissions fribourgeoises que nous avons énumérées plus haut.

## SECTION II

### *Deuxième système*

#### **SURVEILLANCE PAR CORPS SPÉCIAUX**

Ce deuxième système est caractérisé de la façon suivante : l'autorité supérieure à la haute direction, et elle est secondée dans sa tâche par des commissions locales et des conseils de Prud'hommes.

Dans le canton de Vaud, l'article 25 de la loi du 22 novembre 1911 dispose : « l'apprentissage est placé sous la

---

(1) Nous retrouvons cette institution dans le canton de Genève (V. infra).

(2) Pour plus de détail sur cette institution cf. « Le rôle des visiteurs des apprentis dans le canton de Neuchâtel, par Arnold KOHLY » (édité par l'A. S. C. A. P. A.).

surveillance des commissions et du conseil cantonal des apprentissages.

Les Commissions des apprentissages seront organisées sous le contrôle du Département de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce qui peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

Ces commissions sont nommées par le Conseil d'Etat ».

Ainsi l'organe supérieur est représenté par un conseil cantonal qui est chargé d'étudier les améliorations à apporter à la protection des apprentis de l'organisation des examens, d'attributions contentieuses et qui se composent :

a) Du chef du Département de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, président.

b) De six membres, et de deux membres nommés par le Conseil d'Etat pour quatre ans.

La surveillance organisée par les commissions *ad hoc* nommées par le Conseil d'Etat, est en tous points semblable à celle exercée par les commissions communales précitées, nous ne nous y arrêtons donc point.

Il nous reste à esquisser les traits saillants de la législation du dernier canton romand se rattachant au système que nous exposons, le canton de Genève. D'après l'art. 32 de la loi du 9 mars 1927, le Département du Commerce et de l'Industrie est secondé dans sa tâche par la commission centrale des prud'hommes et par des commissions d'apprentissage. Leur organisation générale, à laquelle a été consacrée deux longs règlements peut se résumer comme suit :

Chaque conseil de prud'hommes choisit dans son sein une commission de surveillance chargée de veiller à la stricte exécution des contrats et à l'instruction professionnelle des apprentis. La commission est composée de quatre prud'hom-

mes patrons ou maîtres, et de quatre prud'hommes ouvriers ou employés.

D'une façon générale, la commission qui seconde dans sa tâche la commission centrale des prud'hommes, a pour but la surveillance générale de l'apprentissage; la besogne est répartie entre les divers membres et chaque patron, ainsi que chaque élève, sont avisés par le Département du nom et du domicile du commissaire sous la surveillance duquel ils sont placés. Chaque commissaire est tenu de visiter au moins deux fois par année les apprentis placés sous sa garde, et doit faire un rapport qui est transmis à la commission. Ces visiteurs spécialistes sont des gens de la pratique qui peuvent fournir aux patrons tous les renseignements concernant l'évolution des procédés industriels.

La commission centrale des prud'hommes qui centralise tous les renseignements est composée de deux délégués par groupe, un patron et un ouvrier, pris dans les commissions péciales à chaque groupe. Outre ce rôle de collaboration, elle donne son préavis sur le choix des membres des jurys d'examen et adresse chaque année au Conseil d'Etat un rapport sur son activité.

En résumé, le système genevois apparaît donc comme celui dans lequel nous trouvons comme organe de surveillance les prud'hommes, ou plus exactement une collaboration entre la commission centrale des prud'hommes et la commission des apprentissages sous la haute surveillance du Département du Commerce et de l'Industrie.

En guise de conclusion, on peut dire qu'il est assez difficile de décider quel est parmi ces systèmes le plus heureux; les résultats obtenus dépendent avant tout de la façon dont la

loi est appliquée, façon qui elle-même est liée à la personnalité des dirigeants.

Toutefois, nous attirons l'attention sur le système neuchâtelois, dans lequel l'intervention syndicale nous paraît particulièrement heureuse; s'il ne donne pas toujours des résultats aussi parfaits qu'ils pourraient l'être, il ne nous semble pas que puisse en être discuté le principe lui-même qui est une des meilleures solutions du problème exposé.

---

## CHAPITRE IV

### Juridictions et sanctions

---

Après avoir organisé des mesures de surveillance, le législateur a prévu des pénalités pour rendre celles-ci plus efficaces, ainsi que des organes spéciaux chargés de les prononcer ou de trancher les litiges, car le plus grand nombre des causes de résiliation des contrats d'apprentissage étant tirées du domaine tutélaire, il est normal que leur appréciation soit soustraite au juge naturel (1).

Ces dérogations au droit commun se justifient aisément (2) : « les relations juridiques entre patrons et apprentis présentent un caractère familial et tutélaire qui les distingue absolument d'autres relations d'affaires établies par des contrats; . . . les démêlés judiciaires prennent très vite un caractère d'aigreur et de formalisme incompatible avec les relations d'affection réciproque qu'implique l'apprentissage ».

L'appréciation de ces litiges a été soustraite au juge ordinaire pour être déferée tantôt au pouvoir exécutif et judiciaire, tantôt à l'exécutif seul, tantôt au judiciaire seul. Après

---

(1) Il est évident que si les cas de résiliation découlent des causes générales prévues par le Code fédéral des obligations, les tribunaux ordinaires seront compétents et appliqueront les règles ordinaires de procédure. Nous n'envisageons dans ce chapitre que le cas où les motifs de résiliation sont tirés de lois spéciales à l'apprentissage.

(2) V. l'exposé des motifs de l'art. 36 de la loi vaudoise.

avoir passé rapidement en revue ces systèmes et leurs applications, nous dirons quelques mots des sanctions et pénalité.

## SECTION I

### DES JURIDICTIONS

Parmi les cantons se rattachant au système qui donne compétence à l'exécutif et au judiciaire, on peut citer comme exemple le canton de Vaud.

Nous trouvons ici les organes de surveillance investis de fonctions juridictionnelles.

Toute personne qui a une réclamation à formuler en avise le président de la commission qui essaie de concilier les parties soit directement, soit dans une audience de conciliation. Si celle-ci échoue, le jugement est rendu séance tenante si les parties en font la réquisition écrite et signée, à défaut de quoi le président fixe la date et l'heure de la séance du jugement, qui dans tous les cas doit être précédée d'une nouvelle tentative de conciliation. Toutes les contestations relatives à l'apprentissage sont donc portées devant les commissions d'apprentissage, qui jugent sans recours lorsque la valeur du litige ne dépasse pas 200 francs; — lorsque cette valeur excède 200 francs — mais ne dépasse pas 500 francs — les parties peuvent recourir au conseil cantonal des apprentissages, enfin, au delà de 500 francs —, le litige est porté devant l'autorité judiciaire compétente, conformément aux règles de la loi sur l'organisation judiciaire.

L'exposé des motifs de l'art. 36 du projet vaudois, auquel nous avons déjà fait allusion, justifie pleinement ce sys-

tème : « la solution des contestations que soulève le contrat est juridiquement simple, mais nécessite par contre des connaissances professionnelles et technique spéciales; pour comprendre ces questions, il faut être du métier ».

Ces considérations ont engagé d'autres législateurs à adopter un système mixte : ce sont tantôt les conseils de prud'hommes, là où ils existent, et tantôt les commissions d'apprentissage ou justice de paix qui sont compétents.

Quant à la législation en vigueur dans le canton de Genève, elle est très simple : toutes les contestations civiles relatives aux conditions d'engagement des apprentis et ouvriers mineurs sont jugées par les tribunaux de prud'hommes. La procédure à suivre est réglée par la loi organique sur les conseils de prud'hommes.

Le système valaisan, assez spécial pour être signalé, diffère sensiblement des types que nous venons d'esquisser. Intervient seule l'autorité exécutive ainsi que le stipule l'article 7 du règlement du 13 mai 1904. C'est un système qui déroge, comme le fait remarquer M. Lambrecht, aux notions juridiques admises ordinairement en matière civile.

## SECTION II

### SANCTIONS

L'inobservation des dispositions légales, indépendamment de la résiliation du contrat, peut donner lieu à des dommages-intérêts. Les autorités chargées de l'application de la loi disposent de sanctions pénales, d'autant plus nécessaires, que l'application des dispositions cantonales, ainsi que nous

l'avons déjà signalé, se heurte souvent à l'inertie et au mauvais vouloir des intéressés.

Il existe deux sanctions : l'une générale, l'autre spéciale.

La sanction pénale habituelle consiste en une amende ou en une peine de prison, cette dernière n'intervenant qu'à titre exceptionnel. Nous ne voulons pas entrer dans le détail des différentes lois; signalons seulement que les cantons fixent en général un maximum et un minimum (à Neuchâtel par exemple, les contraventions seront punies d'une amende de 10 francs à 500 francs; à Fribourg, le législateur classe les infractions en trois catégories et les punit selon le degré de gravité).

Quant aux sanctions spéciales à la matière que nous étudions, nous avons déjà eu l'occasion de les rencontrer en exposant les règles relatives à la capacité du maître (1).

Nous avons signalé entre autre les dispositions genevoise et fribourgeoise qui interdisent aux patrons d'engager des apprentis, ou même leur retirent ceux qui travaillent chez eux, lorsque les maîtres négligent la formation professionnelle ou enfreignent les dispositions législatives. Quant à l'apprenti qui quitte sans motif son patron, il peut être ramené par la force publique, ou même interné dans une maison de discipline pour durée n'excédant pas un an.

---

(1) V. première partie, chapitre I, section II, § 2.

## DEUXIÈME PARTIE

# Du développement professionnel

---

Il est aisé d'indiquer les liens de transition qui rattachent la deuxième partie de ce travail à la première. Nous nous sommes efforcés jusqu'à maintenant de montrer quelles ont été les principales dispositions législatives ayant trait à la protection du mineur ; mais ce n'est là évidemment qu'une face du problème. Il ne suffit pas pour former un bon apprenti, de prendre une série de mesures protectrices à son égard, il en faut d'autres d'un ordre plus positif : celles qui lui permettent, ou même qui l'obligent d'acquérir une connaissance aussi parfaite que possible du métier ou de la profession à apprendre.

C'est en application de ces idées que chaque canton possède des textes importants relatifs à l'enseignement professionnel, auquel nous consacrons un chapitre. Cet enseignement étant organisé, il est nécessaire d'établir un contrôle pour juger des connaissances acquises par le candidat, et ajourner les incapables : c'est la question que nous développerons en étudiant les examens d'apprentissage. Enfin, il nous a paru utile avant d'aborder ces deux points d'indiquer dans un court chapitre, la façon dont le jeune homme doit se comporter pendant son stage, et quelles sont les facilités qui lui sont accordées pour parfaire son éducation technique.

## CHAPITRE PREMIER

### Droits et devoirs de l'apprenti

---

#### SECTION I

##### DROITS DE L'APPRENTI.

(4) Il y a très peu de choses nouvelles à dire relativement aux droits (entendus au sens strict) conférés aux apprentis; ils apparaissent, en effet, comme la contre-partie des devoirs imposés aux patrons. Nous les résumons donc, en disant que l'élève peut exiger du maître qu'il respecte tous les devoirs généraux dont nous avons parlé plus haut.

B) Indépendamment de cette catégorie de droits, il est d'autres mesures dont l'apprenti peut demander l'application; ce ne sont plus des droits à proprement parler, mais plutôt des mesures de faveur.

C'est ainsi que plusieurs cantons ont créé un fond cantonal des apprentissages; nous nous réservons d'y revenir plus tard en parlant des cours professionnels. Pour le moment nous mentionnons seulement l'utilisation des fonds pour l'allocation de subsides destinés à payer le denier d'apprentissage (1).

---

(1) V. section I, chapitre 2, première partie.

En passant, remarquons dans le canton de Genève la « Loi pour faciliter l'apprentissage des mineurs des deux sexes » du 22 novembre 1922, allouant au Conseil d'Etat un crédit de 15.000 francs — pour la création de bourses, ainsi que l'existence de plusieurs œuvres dues à l'initiative privée. Il résulte d'une statistique déjà assez ancienne que dans les cinq cantons romands, on compte cinquante institutions, sociétés et fondations secourant les apprentis (1).

D'une façon générale ont droit à des subsides, les fils de parents indigents, natifs ou domiciliés dans le canton et ayant terminé avec succès leur école primaire. Ces subsides sont généralement considérés comme des prêts d'honneur, remboursables dès que les bénéficiaires sont en mesure de le faire; toutefois certains cantons ont prévu qu'il pouvait être accordé des subsides à titre de dons sans remboursement (2).

Dans le même ordre d'idée on peut encore mentionner l'octroi de bourses accordées dans certaines conditions, ou de primes, auxquelles ont droit les candidats à l'issue des examens.

## SECTION II

### DEVOIRS DE L'APPRENTI

Il était équitable d'offrir aux patrons certaines garanties légales comme juste compensation des obligations qu'on leur impose. Il est évident que plus ces garanties seront effectives,

---

(1) Nous aurons aussi l'occasion de parler dans notre chapitre 2 des bourses fédérales.

(2) L'art. 60 de la loi fribourgeoise y met pour condition que les apprentis en question devront déclarer : a) se vouer à un métier trop délaissé dans le canton ou dont l'introduction serait utile ou désirable; b) se perfectionner dans une école spéciale afin de se livrer plus tard à l'enseignement dans une école-atelier du pays.

plus les patrons se trouveront portés à engager des apprentis.

Les obligations qui incombent à ces derniers sont à peu près les mêmes dans les cinq cantons.

D'après tous les textes, leurs obligations essentielles consistent en devoir au travail et à l'obéissance.

Une seconde charge qu'on retrouve dans tous les cantons, a trait à la fréquentation des cours professionnels, fréquentation qui a été rendue partout obligatoire (nous n'insistons pas sur cette question qui sera traitée plus longuement au chapitre suivant).

Enfin, les textes ont prévu une autre clause pour mettre fin à de nombreux abus qui étaient une des causes de la décadence des apprentissages : elle stipule qu'il est interdit à l'apprenti de quitter son patron sans justes motifs (Seule la loi neuchâteloise ne contient pas de disposition à cet égard). Nous avons déjà signalé une sanction de cette obligation (1); plusieurs cantons en introduisent une autre sous forme d'indemnité pécuniaire au patron, dont le montant est prévu dans le contrat, et qui croît à mesure que l'on approche de la fin du temps d'enseignement. En effet, plus on approche de ce moment, « plus le travail de l'apprenti devient rémunérateur, mais plus aussi ce dernier est tenté de secouer le joug que lui impose le contrat, pour aller ailleurs gagner sa vie comme ouvrier avec les connaissances qu'il a déjà acquises. Trop souvent, les parents encouragent cette tendance et, pressés de voir le jeune homme se suffire à lui-même, le retirent de chez le patron avant terme ».

---

(1) V. première partie, chapitre IV, section 2.

## CHAPITRE II

### L'Enseignement professionnel <sup>(1)</sup>

---

L'enseignement professionnel, est celui qui, associant tout à la fois les connaissances théoriques et pratiques a pour but de préparer aux carrières agricoles, industrielles et commerciales.

Dans le présent chapitre, adoptant la définition qu'en a donnée M. Savoy, nous entendrons par l'enseignement professionnel, « les cours théoriques donnés soit dans un établissement d'instruction, soit dans une école-atelier » (2).

En considération de l'importance de cette question, nous consacrerons une première partie à un bref exposé historique précédé de quelques remarques précisant le problème; puis nous étudierons les questions que soulève l'organisation des cours professionnels dans les différents cantons; enfin une troisième section sera consacrée aux subventions aux cours, fournies soit par le gouvernement fédéral, soit par les gouvernements cantonaux.

---

(1) L'enseignement professionnel et l'apprentissage sont de plus en plus souvent précédés d'une opération préliminaire, dont le but est d'indiquer au jeune homme la profession pour l'étude de laquelle il est le plus doué : c'est l'orientation professionnelle.

Tout en étant une question connexe à celle que nous étudions, elle n'entre pas directement dans le sujet de ce travail, d'autant qu'elle n'est consacrée nulle part législativement. Nous ne lui accorderons donc pas ici une section spéciale, mais nous reviendrons sur la question dans notre troisième partie.

(2) SAVOY, *loc cit.*, page 425.

## SECTION I

### GÉNÉRALITÉS ET HISTORIQUE

L'apprentissage à l'atelier avec l'enseignement professionnel à l'école est le type d'instruction le plus répandu en Suisse. Comme le dit M. Debolo « l'école et l'atelier ont l'un et l'autre leur utilité propre, leur domaine respectif, et ne sauraient se remplacer » (1). C'est par l'atelier que le jeune homme connaîtra toutes les parties de la profession à laquelle il se destine; il sera en contact direct avec le métier, il s'initiera progressivement à ses difficultés.

Cela, l'atelier seul peut le lui apprendre; mais cette formation technique, bien qu'elle soit la première et la plus importante, n'est pas suffisante. Tous les patrons ne sont pas *a priori* des maîtres parfaits; bien souvent, l'habitude, la routine, mettent obstacle à l'introduction de perfectionnements dans les ateliers, et l'enseignement est souvent négligé (2).

L'école est le moyen de maintenir et de compléter cette éducation faite à l'atelier, de briser cette routine, d'introduire le progrès. A l'école en particulier, incombe la tâche de former les cadres de l'industrie, l'armée des « sous-officiers » du travail. En outre, pour toutes les professions exigeant des connaissances d'une certaine étendue, ou pour les-

---

(1) DEBOLO « L'apprentissage à l'atelier », Paris, 1906, pages 30 et ss.

(2) V. la brochure intitulée « Les cours professionnels nécessaires aux apprentis », par J. EGGERMANN, secrétaire du Département du Commerce et de l'Industrie à Genève, pages 19 et 20.

quelles l'emploi du dessin ou de connaissances artistiques est nécessaire, le rôle de l'école est prépondérant (1).

Selon la remarque de M. Savoy, l'école, n'a pas ici la signification ordinaire de ce mot : c'est un organisme comportant l'étude d'un ensemble de branches dont l'étendue varie suivant les professions, comprenant l'étude du dessin, de la comptabilité, de l'économie politique, nécessitant des musées, des expositions, etc...

On accordera une place plus ou moins large à l'atelier ou à l'école selon les professions. Comme le dit une circulaire de l'U. S. A. M., « favoriser uniquement l'un de ces deux modes d'enseignement ne conduirait à rien de bon, et il est très difficile d'affirmer *a priori* quel est le meilleur système » (2).

De nombreux faits prouvent que l'organisation de l'enseignement à côté de l'atelier est le seul système rationnel pour compléter l'apprentissage (3). C'est ce qui ressort aussi de l'historique de la question en Suisse.

Si le développement systématique de l'enseignement professionnel est de date assez récente, les écoles professionnelles ne sont pas une nouveauté en Suisse. Avant la suppression des corporations, une école de dessin s'ouvrait à Genève, mouvement qui fut suivi particulièrement par la Suisse allemande.

Jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ces institutions n'existaient

---

(1) Cf. rapport de l'A. S. C. A. P. A., Genève, 1920, page 53 « L'apprentissage à l'école », par M. Dufour, directeur de l'Ecole des Arts et Métiers à Genève.

(2) V. supplément à la circulaire n° 136 (année 1893).

(3) C'est également la conclusion d'une courte étude sur « L'apprentissage à l'atelier » aimablement élaboré à notre intention par le B. I. T.

qu'à l'état sporadique, et c'est seulement à partir de cette époque que nous voyons le mouvement prendre un essor assez important (1).

Les sociétés d'utilité publique qui se fondèrent dans plusieurs villes y contribuèrent puissamment. En 1840, à la suite de la constitution du « Zollverein » allemand déjà mentionné, le rapport présenté par la commission à la Diète suisse, recommandait pour venir en aide au commerce et à l'industrie « la création d'écoles spéciales, en partie comme préparation à toute carrière industrielle, en partie pour l'enseignement approfondi d'une branche industrielle quelconque ».

Mais ces efforts pour intéressants et importants qu'ils soient, ne sont pas encore coordonnés systématiquement. En 1862, date de l'exposition de Londres, le mouvement se précisa, et ce n'est qu'en 1883, au moment de l'exposition nationale suisse combinée avec l'enquête industrielle de la même année, que la cause va enregistrer un progrès capital : à la suite de cette enquête, les Chambres fédérales vont décréter l'arrêté de 1884 qui est le premier texte fédéral concernant l'enseignement professionnel. Comme on l'a fait remarquer, la date de 1884 fait époque dans l'histoire industrielle de la Suisse.

L'enquête de 1883, qui s'effectuait en adressant un questionnaire à tous les cantons, faisait en résumé apparaître les résultats suivants :

Le canton de Fribourg ne possédait aucune école professionnelle.

Dans le canton de Vaud, fonctionnait une école indus-

---

(1) Sur la situation des métiers et de l'enseignement professionnel avant 1879. V. « Denkschrift des schweiz. Gewerbevereins, Berne, 1904,

irienne cantonale; en outre, il existait des cours annuels, tels que des cours de comptabilité et de dessin.

Des cours semblables étaient offerts aux jeunes artisans du Valais.

Le canton de Neuchâtel était avec celui de Genève, le plus favorisé. Le premier comptait quatre écoles d'horlogerie réputées, l'école de dessin et de modelage à Neuchâtel et l'école d'art à La Chaux-de-Fonds. L'enseignement professionnel avait donc déjà reçu d'importants développements dans ce canton. Le rapport du gouvernement de Neuchâtel soulignant ce fait ajoute, « on peut affirmer aujourd'hui qu'une industrie quelconque trouvera toujours ses plus heureux et ses plus dangereux concurrents, dans les pays et dans les villes où l'éducation technique a été amenée au plus haut degré, et où sont organisées avec le plus de succès les écoles professionnelles ».

Enfin à Genève, mentionnons l'école d'horlogerie et des arts industriels, cette dernière étant cantonale, ainsi que plusieurs écoles commerciales et de dessin.

Si nous résumons les renseignements financiers de l'époque concernant la question, nous voyons que les dépenses s'élevaient à 616.603 francs, dont francs 256.641, étaient couverts par les subsides cantonaux (1).

Ce court aperçu de la situation de l'enseignement professionnel à la veille de l'arrêté de 1884 nous a paru utile, afin de pouvoir mieux comparer les changements survenus après la mise en application du texte précité.

---

(1) Cf. la statistique de Grob, vol. VI, cité par le Conseil fédéral dans son enquête.

## SECTION II

### LES COURS PROFESSIONNELS (1)

#### § 1<sup>er</sup> — De l'organisation et du développement.

L'enseignement professionnel en Suisse est d'une diversité qui dérouté la classification précise. La décentralisation qui le caractérise a produit des résultats particulièrement heureux, et ainsi que le fait remarquer M. le Docteur Jaccoud, recteur du collège de Fribourg, « si la Suisse était unifiée, nos établissements d'instruction ne pourraient à leur gré remanier leur programme et leur organisation pour y introduire les réformes qu'ils jugent nécessaires ».

Pour la clarté de l'exposé, nous adopterons la division tripartite suivante qui offre le moins d'imprécision : nous distinguerons l'enseignement élémentaire, moyen et supérieur.

L'enseignement professionnel élémentaire a pour but d'inculquer une instruction générale, ainsi que les capacités et les connaissances ayant particulièrement trait à l'exercice d'une profession manuelle, mais qui ne sauraient entrer dans le programme de l'école élémentaire, ni être enseignées dans la règle par l'atelier.

Il est représenté par les écoles professionnelles de perfectionnement, les écoles d'artisans et les écoles de dessin.

---

(1) Cette section sera divisée en deux paragraphes : § 1 De l'organisation et du développement ; § 2 De la fréquentation. — En stricte logique, le premier paragraphe ne devrait être exposé que dans la troisième partie de ce travail, consacrée au résultat des lois ; mais il nous a paru que l'exposé des législations cantonales serait dépourvu de tout intérêt s'il n'était précédé de renseignements sur les écoles qui font précisément l'objet de ces prescriptions cantonales. C'est ce qui explique la place de ce premier paragraphe.

L'enseignement professionnel moyen a pour but de former par une instruction ou des exercices appropriés, des « techniciens » du degré moyen, possédant les connaissances nécessaires à l'exercice d'une profession ou d'une industrie et capables d'en secondar les progrès; en un mot, cet enseignement forme les contre-maitres de l'usine, les « sous-officiers » de l'armée industrielle.

Il est représenté par les technicums, les écoles d'horlogerie, de mécanique, des beaux arts, des métiers, etc...

Enfin, l'enseignement professionnel supérieur a pour but, par l'étude approfondie d'une branche de l'activité humaine de former des « techniciens » chefs : ingénieurs, agronomes, chimistes, etc... Il ne présente plus avec l'apprentissage des rapports assez nets pour que nous puissions nous en occuper ici.

Nous allons étudier l'enseignement du degré élémentaire et du degré moyen.

A) La tâche et le but du premier se trouvent résumés dans une brochure du Département suisse de l'économie publique (1); l'école professionnelle de perfectionnement développe l'instruction professionnelle en ce sens qu'elle constitue le complément technique et commercial de l'apprentissage pratique; elle doit chercher aussi à faire de la jeunesse des citoyens et des hommes probes et droits.

Les programmes de ces écoles s'établissent sur la base du plan d'étude général suivant :

A) Branches d'enseignement professionnel.

Technologie.

---

(1) V. « Guide pour les écoles professionnelles de perfectionnement » édicté par le Département suisse de l'Economie publique en janvier 1915.

Calcul professionnel avec géométrie appliquée.

Dessin.

1° Dessin préparatoire :

- a) Dessin à main levée ;
- b) Dessin linéaire ;
- c) Dessin de projection.

2° Dessin professionnel :

- a) Dessin spécial à main levée ;
- b) Dessin technique.

B) Branches d'enseignement commercial :

Langue (composition commerciale, correspondance commerciale, lecture).

Calcul commercial.

Comptabilité professionnelle.

c) Branche d'enseignement civique :

Géographie suisse et économie publique.

Histoire suisse, étude de la constitution et des lois.

Le programme pourra encore comprendre d'autres branches comme l'algèbre, la mécanique, l'électrotechnique, etc... En outre à côté de l'enseignement théorique on pourra instituer des cours pratiques de travaux d'atelier.

Il doit être consacré à cet enseignement au moins 240 heures par année (160 heures pour les apprentis dispensés du dessin). Pour les jeunes gens, les matières seront réparties en trois années d'enseignement, correspondant à la durée moyenne de l'apprentissage ; pour les jeunes filles à deux ans.

Les matières à enseigner dans les diverses branches et les méthodes appliquées, doivent s'adapter au but professionnel pratiqué visé par les cours, au temps limité dont on dispose, ainsi qu'au degré d'instruction de l'élève. Le choix des matières est délicat : il faut éviter le danger de pratiquer un

enseignement qui se borne à compléter quelque peu l'instruction primaire. Les différentes branches doivent s'enchaîner autour de l'enseignement professionnel proprement dit ; grâce à cet enchaînement, seules les questions indispensables à l'éducation technique formeront l'objet des cours, et l'enseignement de chaque branche subira une forte concentration, concentration qui est indispensable, vu le nombre restreint des heures de leçon.

Il y a lieu toutefois de vouer une attention toute spéciale à l'enseignement du dessin dans les écoles professionnelles. Tous les élèves dont la profession exige des connaissances en dessin, devront participer aux cours, qui revêtiront un caractère pratique et s'adapteront aux exigences des différentes professions. Cet enseignement est divisé en deux phases : celle du dessin préparatoire et celle du dessin professionnel, que le Guide précité détaille avec soin.

Il convient encore de signaler le développement pris ces dernières années par les écoles de perfectionnement de l'économie domestique. Elles ne doivent pas être confondues avec de simples écoles de couture ou des cours de répétition : en se basant sur les connaissances déjà acquises, elles tendent à donner à la jeune fille une bonne formation ménagère pour la tenue de la maison, tout en exerçant sur elle une influence morale et en développant ses facultés intellectuelles.

L'école de ménage et de perfectionnement devant être organisée d'après les besoins locaux et les exigences du milieu, elle le sera différemment dans les grands centres industriels, dans les villes et dans les villages.

Enfin, dans les localités importantes, on peut créer indépendamment des écoles, des cours professionnels qui permettront aux élèves d'acquérir une connaissance plus appro-

fondie de leur profession. Ces cours, comme les différentes branches des écoles, seront enseignés les jours ouvrables, et dans la règle avant huit heures du soir.

Parmi les nombreuses villes possédant des établissements professionnels élémentaires, on peut citer : Fribourg, Genève, Neuchâtel, etc... (V. à la fin du chapitre).

B) L'enseignement professionnel moyen tend à former cette classe intermédiaire entre l'ouvrier et l'ingénieur qu'on a appelé le « technicien ». L'instruction donnée aux élèves doit être telle, qu'ils puissent par un travail personnel arriver à une situation plus élevée.

Ce degré d'enseignement est représenté en Suisse par plusieurs types d'écoles, dont le plus important est celui qu'on a nommé « Technicum », qui a d'abord pris naissance en Suisse allemande et s'est ensuite développé en Suisse romande.

Le règlement organique du Technicum de La Chaux-de-Fonds déclare dans son article premier que cet établissement est destiné à former : a) des techniciens instruits, entraînés à la pratique; b) des techniciens exercés possédant les connaissances théoriques nécessaires; c) des ouvriers spécialisés à certains travaux; d) des ouvriers pour les industries relevant de l'art.

Il a aussi pour but de favoriser l'étude des arts et du dessin et prend sous sa direction les cours aux apprentis externes conformément à la loi.

Le Technicum de La Chaux-de-Fonds comprend les sections suivantes :

1° L'école d'horlogerie;

2° L'école de mécanique;

3° L'école d'art.

Dans chacune de ces sections, à côté des cours professionnels proprement dit, on donne aux élèves un complément d'instruction relatif à leur profession : à l'école d'horlogerie, en plus des cours techniques on enseigne l'algèbre, la trigonométrie, la géométrie, la cosmographie, etc...; à l'école de mécanique, on trouve des cours de français, de chimie, de droit industriel, etc...; à l'école d'art, on réserve des heures à l'instruction générale, à l'histoire des styles, etc...

A la tête de chacune de ces sections est placé un directeur technique qui est chargé de l'administration générale, ainsi que de veiller à l'observation des règlements, au maintien de l'ordre et de la discipline, et d'élaborer avec les professeurs les programmes d'études. La durée de celles-ci, qui dans la section d'horlogerie varie de deux à cinq ans selon la spécialité choisie, est en moyenne de quatre ans dans les sections de mécanique et d'art.

A Fribourg (1), le technicum comprend une école technique et une école de métiers.

La première comprend de nombreuses sections : 1° école électromécanique; 2° école du bâtiment; 3° école des géomètres; 4° école pour maîtres de dessin.

L'école des métiers a les sections suivantes : 1° école-atelier de mécanique; 2° école-atelier de menuiserie et ébénisterie; 3° école de chefs de chantiers; 4° école d'arts décoratifs; 5° section féminine avec école-atelier d'apprentissage pour broderies, dentelles, lingerie fine.

On peut donc se rendre compte que cette organisation permet à tous les artisans de trouver la section qui convient

---

(1) V. « Le technicum de Fribourg », par L. GENOUD, directeur du Technicum à Fribourg (Annuaire de l'U. S. A. M., 2° année, p. 66).

le mieux aux aptitudes de leurs fils, et qu'en même temps qu'une forte instruction théorique (1), l'élève recevra une bonne formation pratique.

Enfin, comme le fait remarquer M. Loison (2), pour les jeunes gens que les parents ne voudraient pas laisser livrés à eux-mêmes, l'école possède une maison où la direction sait allier à une sage discipline, un esprit qui comprend la jeunesse. En conséquence, le Technicum de Fribourg offre aux parents soucieux de l'avenir de leurs enfants toutes les garanties, tant au point de vue moral qu'intellectuel.

On trouve des technicums dans les villes romandes suivantes : à Fribourg, à La Chaux-de-Fonds, au Locle, et à Genève (3); les villes ne possédant pas de technicums, mais où existent des écoles de mécanique et horlogerie sont : Couvet, Fleurier, Sainte-Croix, Le Chenit et Yverdon.

Ces dernières écoles entrent difficilement dans la classification que nous avons adoptée : elles ne donnent pas aux élèves une instruction aussi générale et approfondie que les technicums (enseignement professionnel moyen); d'autre part, leurs programmes ne s'adressent pas en même temps à plusieurs professions, comme celui des écoles profession-

---

(1) L'instruction générale y tient une large place : on y enseigne à fond l'allemand, et le corps professoral donne tous ses soins à une excellente formation morale des élèves, qui est complétée par l'éducation donnée dans la Maison de famille placée sous la direction de l'aumônier du Technicum. — Cf. l'art. mentionné dans la note ci-dessous.

(2) Cf. « Artisan et Commerçant » *Revue économique romande*, n° 16, du 31 août 1924, pages 186-187.

(3) A vrai dire, il n'y a pas d'établissement à Genève portant le nom de Technicum, mais bien une Ecole des arts et métiers. Créée en 1909, elle a groupé sous une seule et même direction quatre écoles spéciales jusqu'alors indépendantes, à savoir : l'Ecole des métiers, l'Ecole des arts industriels, l'Ecole de mécanique, le Technicum.

nelles de perfectionnement (enseignement professionnel élémentaire).

C'est pourquoi M. Savoy distingue un degré intermédiaire d'enseignement professionnel, « caractérisé surtout par l'atelier-école ayant uniquement, ou presque uniquement un programme professionnel, laissant de côté la formation générale de l'apprenti » (1).

Ce degré intermédiaire comprend les écoles d'horlogerie et de mécanique mentionnées plus haut (2); l'école de vannerie de Fribourg; l'école de céramique de Chavannes-Remens; des cours spéciaux dans les cantons de Genève et de Vaud pour apprentis-jardiniers, apprentis-cuisiniers, etc...

L'enseignement professionnel on le voit est devenu très complexe; puissamment stimulées par les subsides fédéraux et cantonaux, les écoles se sont multipliées, les cours se sont spécialisés. Nous donnerons à la fin de ce chapitre le tableau des instituts de formation professionnelle de la Suisse romande d'après les rapports de l'U. S. A. M. (la classification est celle qu'on trouve dans ces rapports, mais ne correspond pas aux distinctions que nous avons adoptées).

On a souvent reproché à ces organismes leur manque de pratique et leur tendance à se cantonner indéfiniment dans des programmes bien établis, ennemis de toute évolution. Ces reproches qui furent mérités, ont perdu beaucoup de leur valeur, car on s'est efforcé de rendre les programmes aussi modernes et aussi vivants que possible.

L'institution des visiteurs, dont nous avons déjà parlé,

---

(1) SAVOY, *loc. cit.*, page 471.

(2) Ces écoles sont surtout répandues en Suisse romande, pays de l'horlogerie, tandis que la Suisse allemande préfère compléter l'apprentissage par des cours professionnels.

tend à réaliser le premier de ces desiderata. Quant à combattre la routine pour faire des écoles des organismes vivants, on s'y est efforcé, d'abord en assurant la meilleure coordination possible entre l'enseignement théorique et les travaux d'ateliers, et ensuite en réformant l'enseignement théorique (1).

L'école s'est peu à peu transformée de telle sorte qu'elle est appelée à jouer un rôle considérable dans l'évolution industrielle. Les résultats atteints, l'importance économique grandissante de cette institution ont appelé l'intervention du législateur, en vue d'en assurer une fréquentation effective; c'est d'elle qu'il nous reste encore à parler.

## § 2. — De la fréquentation

Nous étudierons les dispositions des lois cantonales assurant une fréquentation régulière des cours professionnels; elles sont fort importantes, mais comme elles sont toutes calquées les unes sur les autres, leur exposé est assez succinct.

Dès qu'un nombre suffisant d'élèves se seront annoncés, il est prévu que des cours professionnels seront organisés par les communes avec le concours de l'Etat, et que la

---

(1) Ainsi, dans la section de mécanique de l'Ecole de Genève, on fait fabriquer par l'élève de première année l'outillage qu'il utilisera en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année, et dont il lui sera fait cadeau à la sortie s'il a bien travaillé, système qui donne des résultats excellents. — On a aussi réformé l'enseignement théorique en séparant en deux catégories les élèves forts et les élèves moins avancés, le travail d'atelier restant pour tous le même. On a ainsi ouvert la porte de l'école à beaucoup d'apprentis qui ne pouvaient aborder un programme théorique au-dessus de leurs moyens, et on a réalisé une grande homogénéité des classes. — V. pour plus de détails la conférence de M. DUFOUR, Directeur de l'Ecole des arts et Métiers à Genève, dans « Orientation professionnelle », Genève 1921, pages 13 et s.s., édité par l'A. S. C. A. P. A.

fréquentation en sera obligatoire pour tous les apprentis pendant la durée de l'apprentissage.

On trouve toutes les prescriptions y relatives, soit dans les obligations des patrons (qui doivent astreindre les apprentis à la fréquentation), soit dans les devoirs des apprentis, ou encore dans des dispositions spéciales consacrées à la question.

Le caractère obligatoire et gratuit des cours professionnels est donc admis par tous les cantons romands; on y ajoute généralement une disposition par laquelle on dispense de cette obligation les jeunes gens qui ont déjà accompli le programme d'une école professionnelle, ou qui justifient par un examen qu'ils possèdent déjà les connaissances nécessaires (1).

Les commissions chargées de la surveillance ont aussi pour tâche de veiller à ce qu'il soit satisfait à ces prescriptions, des certificats de fréquentation, des feuilles d'absences, etc... leur facilitant la besogne.

Les patronats d'apprentissage étant parfois embarrassés, en présence de la diversité des cours, pour indiquer ceux qui conviennent à telle spécialité, le Département du Commerce et de l'Industrie du canton de Genève a établi un tableau des cours nécessaires aux apprentis de chaque profession (2).

Ces principes étant établis, il s'agit de régler l'importante question de l'horaire des cours.

La loi neuchâteloise (article 3) répond à cette question

- 
- (1) ... ou encore pour raison de santé, ou celui dont le domicile est à plus de 4 kil. du siège des cours, etc.
- (2) V. ce guide dans « Vorträge gehalten an der X. Jahresversammlung des Verbandes der Schweiz. Lehrlingspatronate — den 14. Okt. 1911 in Lausanne ».

par la disposition suivante (qu'on retrouve dans tous les cantons) : « les cours professionnels de perfectionnement sont donnés partout où les circonstances le permettent pendant les heures de travail et avant huit heures du soir » (1). Les considérants dans l'arrêté fribourgeois qui vise le même but, justifient cette disposition : « lorsque les apprentis sont occupés tous les soirs, ils n'ont plus de loisirs et souffrent d'un vrai surmenage qui ne peut qu'exercer une influence fâcheuse sur leur développement intellectuel, moral et physique. D'autre part, il faut convenir que les leçons données entre huit et dix heures du soir, après une journée de travail, sont fatigantes pour maîtres et élèves, et beaucoup moins fructueuses que si elles étaient données le jour ».

On fait donc au patron une obligation d'accorder à l'élève sur sa journée de travail le temps nécessaire pour suivre les cours, et ce, sans retenue de salaire. Toutefois la loi valaisane dispose (article 17) : « sauf convention spéciale entre les parties, le patron ne saurait être astreint à concéder plus de cinq heures par semaine, soit deux cent cinquante heures par an pour la fréquentation de ces cours », et le législateur neuchâtelois ajoute que le temps consacré à ces cours est compris dans celui prévu au contrat d'apprentissage, le nombre quotidien des heures de travail ne pouvant dépasser les maxima fixés par la loi fédérale sur les fabriques.

Telles sont les dispositions cantonales essentielles concernant l'enseignement professionnel ; il en est d'autres, qui ont trait aux demandes de subsides et dont nous allons parler dans la section suivante.

---

(1) Le loi valaisane n'admet de dérogation à cette règle qu'en vertu d'une autorisation expresse du Département de l'Instruction publique (art. 3 de l'arrêté du 25 sept. 1918).

## ADDENDUM

---

### INSTITUTS DE FORMATION INDUSTRIELLE

(Suisse romande)

(Il n'est pas tenu compte ici de la formation professionnelle commerciale et féminine)

#### **A) Ecoles de perfectionnement industriel, Ecoles d'arts et métiers et écoles de dessin**

*Canton de Berne* : Ecoles d'arts et métiers à : Bienne, Choindez, Delémont, Moutier, Neuveville, Porrentruy, Saignelégier, Saint-Imier, Sonvilier, Tavannes, Tramelan.

*Canton de Fribourg* : Fribourg, Cours professionnels d'adultes à Broc, Bulle, Châtel-Saint-Denis, Chevrilles, Chiètres, Drogens, Estavayer-le-Lac, Fribourg, Montet, Morat, Romont, Schmitten, Tavel.

*Canton de Genève* : Genève, Ecole des arts et métiers; Académie professionnelle; Cours professionnels industriels.

*Canton de Neuchâtel* : Ecoles professionnelles de dessin à Cernier, Couvet, Saint-Aubin-Sauges. Ecoles professionnelles à Fleurier, Les Ponts-de-Martel. Cours professionnels pour apprentis à Neuchâtel, Travers.

*Canton du Valais* : Cours professionnels pour apprentis à Brigue, Martigny, Monthey, Naters, Saint-Maurice, Sierre, Sion, Viège.

*Canton de Vaud* : Cours professionnels à Aigle, Aubonne, Château-d'Oex, Lausanne, La Sarraz, Montreux, Morges, Sainte-Croix, Vallorbe, Vallée de Joux, Vevey, Yverdon. Cours de dessin professionnel à l'Abbaye, Bex, Lucens, Nyon, Payerne, Renens, Romainmôtier.

### **B) Ecoles professionnelles et cours**

*Canton de Berne* : Bienne, Technicum cantonal; Saint-Imier, Ecole d'horlogerie et de mécanique: Porrentruy, Ateliers d'apprentissage pour horlogers.

*Canton de Fribourg* : Fribourg, Technicum cantonal, Ecole de vannerie.

*Canton de Genève* : Genève, Ecole d'horlogerie. Cours pour apprentis-jardiniers.

*Canton de Neuchâtel* : La Chaux-de-Fonds, Technicum. Couvet, Ecole de mécanique. Fleurier, Ecole d'horlogerie et de mécanique. Le Locle, Technicum. Neuchâtel, Ecole de mécanique et d'horlogerie, Ecole professionnelle et ménagère des restaurateurs.

*Canton du Valais* : Saint-Nicolas, Cours de sculpture.

*Canton de Vaud* : Lausanne, Cours professionnels des coiffeurs, confiseurs, ébénistes, menuisiers, relieurs, typographes. Cours pour apprentis-jardiniers à Lausanne, Montreux, Nyon, Yverdon. Cour-Lausanne, Cours pour les apprentis-cuisiniers, Ecole professionnelle de la Société suisse des hôteliers. Lausanne, Ecole cantonale de dessin, Ecole des métiers. Lucens, Nyon, Cours de dessin et de technologie. Payerne, Cours de dessin et de technologie. Renens-Gare, Cours de dessin pour jeunes gens. Cours de dessin

à Romainmôtier. Chavanne-Renens, Ecole de céramique. Le Chenit, Ecole d'horlogerie de la Vallée. Sainte-Croix, Ecole de petite mécanique. Vevey, Ecole des arts et métiers. Yverdon, Ecole professionnelle pour mécaniciens et mécaniciens-électriciens.

### **C) Ecoles de Beaux-Arts**

*Canton de Berne* : Bienne, Ecole d'arts décoratifs (Technicum).

*Canton de Fribourg* : Fribourg, Ecole d'arts et métiers du Technicum.

*Canton de Genève* : Genève, Ecole des beaux-arts.

*Canton du Valais* : Saint-Nicolas, Cours de sculpture ; Vallée de Conches, cours de boissellerie.

### **D) Collections de musées**

*La Chaux-de-Fonds* : Musée d'horlogerie, Musée historique.

*Fribourg* : Musée cantonal des arts et métiers.

*Genève* : Musée des arts décoratifs.

*Lausanne* : Musée d'art industriel.

*Neuchâtel* : Musée pédagogique.

*Sion* : Musée industriel.

### SECTION III

#### LES SUBVENTIONS AU COURS

##### § 1<sup>er</sup> — Les subventions fédérales.

L'article 34 de la loi fédérale sur l'organisation de l'administration fédérale dispose : « le Département de l'économie publique a dans ses attributions : .... 5) le développement de l'enseignement professionnel (enseignement industriel, commercial et d'économie domestique). L'extension de la législation ».

Voyons comment on l'a favorisé.

En 1884, le Conseil fédéral se trouva en face de deux projets : l'un consistait à faire dresser un programme détaillé pour l'enseignement professionnel; c'était la création de l'école par la Confédération. L'autre autorisait une simple subvention que l'Etat s'engageait à octroyer aux établissements créés ou à créer; c'était donc uniquement un moyen de développement des institutions existantes.

Les Chambres votèrent le second arrêté, car « il conduisait plus rapidement au but, et parce que l'amélioration de l'enseignement professionnel était extrêmement urgente » dit le Message du Conseil fédéral du 20 mai 1884.

La définition des établissements à subventionner ainsi que le but visé résultent de l'art. 1 et 2 de l'arrêté en question.

Art. 1. — En vue d'améliorer l'enseignement professionnel, la Confédération subventionne les établissements déjà installés ou qui seront créés à cet effet. Toutefois, lorsqu'un établissement poursuivra en même temps un autre

but, tel que l'instruction générale par exemple, le subside fédéral ne sera accordé qu'en faveur de l'enseignement professionnel.

D'après l'art. 2, sont considérés comme établissements destinés à l'enseignement professionnel : « Les écoles d'artisans, les écoles professionnelles de perfectionnement et de dessin, seules ou jointes à l'école primaire, les établissements industriels et techniques supérieurs, ainsi que les écoles d'arts et métiers, les collections d'échantillons, de modèles et de matériel d'enseignement, les musées industriels ».

L'arrêté précise que les subsides fédéraux peuvent atteindre la moitié de la somme des frais supportés annuellement par les cantons, communes, corporations et particuliers. Les cantons devront naturellement fournir tous les renseignements relatifs à l'emploi des sommes octroyées; en outre, les prestations actuelles des cantons, des communes, des corporations et des particuliers ne doivent pas se trouver diminuées par les subsides que la Confédération allouera.

Le budget de la Confédération prévoyait annuellement un crédit de francs 150.000, en faveur du perfectionnement de l'enseignement professionnel; actuellement ce subside se monte à 2.642.716 francs (année 1927 (1)).

Cet arrêté de 1884 qui marque le point de départ du mouvement d'essor de l'enseignement professionnel, fut suivi de l'arrêté du 20 décembre 1895 marquant une application extensive du texte précité : la Confédération s'engage, en effet à subventionner les entreprises en établissements créés en vue de développer l'enseignement de l'économie domes-

(1) Dans ce chiffre n'est pas comprise la subvention fédérale à l'enseignement professionnel commercial qui se monte actuellement à près de 2 millions  $\frac{1}{2}$ . V. le « Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1927. — Département de l'Economie publique ».

tique et de l'instruction professionnelle à donner à la femme.

Ces deux arrêtés furent complétés par un important règlement d'exécution (17 novembre 1900).

La première partie arrête les conditions à observer pour les demandes de subventions fédérales. Elles doivent être formulées au Département fédéral de l'industrie par l'intermédiaire des gouvernements cantonaux. Sans entrer dans les détails très complexes du texte, il faut toutefois distinguer le cas où la demande est formulée pour la première fois, et celui où elle émane d'un établissement déjà subventionné.

Dans la première hypothèse, la demande doit contenir un certain nombre de renseignements concernant l'organisation, l'exploitation et les conditions financières, renseignements qui varient selon la nature de l'établissement (1).

Dans le cas où la demande est formulée par une institution déjà subventionnée, celle-ci doit contenir un rapport sur la marche, la fréquentation et les résultats des cours, ainsi que des précisions relatives au budget.

Quant au mode de calcul des subventions, les articles s'y rapportant peuvent se résumer de la façon suivante : les subventions de la Confédération peuvent s'élever jusqu'à la moitié des sommes allouées annuellement par les cantons ; elles ne doivent pas être affectées aux frais de l'administration générale, au loyer, à l'entretien du mobilier, etc...

Le règlement prévoit encore les formalités à remplir par les candidats aux bourses fédérales ainsi que les charges qu'ils doivent assumer.

Analogues à ces textes, sont les arrêtés du 15 avril 1891

---

(1) V. art. 2 du règlement pour l'exécution des arrêtés fédéraux ci-dessus mentionnés, du 17 novembre 1900.

dont le but principal est d'indiquer que « les établissements d'enseignement commercial sont considérés comme rentrant dans la catégorie des établissements qui, au terme de l'arrêté fédéral du 27 juin 1884, peuvent recevoir les subventions de la Confédération », et un règlement d'exécution du 22 janvier 1909. Ces deux textes ne présentant pas avec ceux dont nous avons parlé plus haut de différences notables, nous nous contentons simplement de les signaler.

## § 2. — Les subventions cantonales.

Dans la plupart de nos lois, nous trouvons des dispositions en vertu desquelles l'Etat s'engage à subventionner les cours organisés par les communes. Nous ne saurions analyser séparément toutes ces dispositions qui présentent entre elles une grande similitude.

Citons seulement à titre d'exemple le règlement du 15 novembre 1905 concernant les écoles et les cours professionnels du canton du Valais. Après avoir déterminé ce qu'il faut entendre par cours professionnels, le règlement précise les renseignements que doivent contenir les demandes de subventions formulées par les communes : ce sont ceux que nous avons signalés au paragraphe précédent, auxquels s'ajoutent encore des précisions relatives à l'organisation et aux dispositions financières.

Le subside cantonal, qui pourra atteindre le tiers des dépenses effectives, une fois octroyé, les établissements subventionnés doivent adresser chaque année au Département de l'Instruction publique des rapports circonstanciés et des comptes détaillés ; ces établissements sont, en outre, soumis à des inspections prévues dans le règlement du Secrétariat des apprentissages.

## CHAPITRE III

### Les Examens

---

En Suisse, ce fut la Société des Arts et Métiers de Bâle, qui, la première en 1877 commença à décerner des diplômes aux apprentis présentant une pièce d'épreuve exécutée dans les ateliers du maître, et pouvant en établir exactement le coût de production.

L'U. S. A. M. s'intéressa vivement à cette institution qu'elle s'efforça de perfectionner et d'unifier. Elle établit le premier règlement en 1888 qui fut depuis lors révisé plusieurs fois (les dernières modifications importantes datant de 1923).

Peu à peu, de facultatifs qu'ils étaient, les examens devinrent obligatoires dans les cinq cantons romands. Cette transformation n'a été ni rapide, ni aisée; elle fut hâtée par l'intervention de deux grandes associations, l'Union suisse des Arts et Métiers déjà mentionnée, et la Société suisse des Commerçants. Les examens entrèrent ainsi d'une manière progressive dans les mœurs de la population, et finirent par prendre le caractère obligatoire.

Leur importance grandissante a engagé les divers cantons à les réglementer au moyen de dispositions qu'on peut grouper sous deux chefs : celles qui fixent le rôle que jouent les directions d'examens, et celles qui précisent l'organisation technique de ces examens. Ce sont ces deux points que nous allons passer en revue.

## SECTION I

## LES DIRECTIONS D'EXAMENS

§ 1<sup>er</sup>. — Direction centrale et directions cantonales.

La direction unique des examens professionnels cantonaux est confiée à la Commission Suisse des Apprentissages nommée par l'Union suisse des Arts et Métiers (1). Le secrétariat de cette union constitue l'Office central, chargé d'exécuter les travaux nécessaires ainsi que de toute la correspondance.

La Direction de l'U. S. A. M. est chargée de l'administration du crédit annuel accordé par les autorités fédérales pour subventionner les examens de fin d'apprentissage. La distribution et le paiement en est effectué par la Commission suisse des apprentissages.

L'Union élabore aussi un règlement sur les examens qu'elle envoie à toutes les directions d'examens; il est recommandé à ces dernières d'en faire application et d'utiliser les devoirs établis par la Commission suisse dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux prescriptions cantonales.

De même la Commission se charge d'établir les normes d'apprentissage dont nous avons parlé plus haut; enfin, la direction centrale, afin de se rendre compte de l'organisation et des résultats des épreuves organisées par les institutions cantonales, se fera représenter par des délégués compétents. Il est donc nécessaire de communiquer en temps utile

---

(1) Cf. « Instructions relatives aux examens professionnels d'apprentissage en Suisse, selon décision de la Commission suisse des apprentis de l'Union suisse des Arts et Métiers » du 4 février 1924.

à l'Office central, le lieu et la date des examens, ainsi que la liste des participants.

Ces communications devront être faites par les directions cantonales. Nous n'avons pas à insister sur la composition de ces dernières, car nous retrouvons ici les organes de surveillance investis des charges de l'organisation.

## § 2. — Des obligations des directions cantonales.

Aussitôt, nommées, les directions cantonales, ainsi que nous venons de le signaler, doivent communiquer leur adresse à l'Office central, après quoi elles feront connaître par la presse locale et professionnelle, et par voix d'affiches les délais, la date et l'endroit des épreuves. Les patrons devront s'occuper de l'inscription de leurs apprentis, ainsi que les directions des écoles des arts et métiers (1).

Sans entrer dans le détail des formalités administratives, il faut mentionner cependant qu'au moment de la réception des inscriptions, les directions doivent en contrôler le contenu exact, en particulier en ce qui concerne la question de l'admissibilité aux examens.

Sont admissibles, tous les apprentis qui peuvent établir :

a) Que la durée de leur apprentissage concorde avec les normes prescrites pour chaque profession ;

b) Qu'ils ont, au moment de l'examen accompli les 5/6<sup>e</sup> au moins de leur apprentissage ;

Les cantons de Fribourg et du Valais ajoutent (2) :

---

(1) Pour le détail des formalités d'inscription, voir comme exemple l'art 16 du règlement neuchâtelois du 27 mai 1892.

(2) Règlement fribourgeois du 1<sup>er</sup> décembre 1900, art. 4. — Règlement valaisan du 26 octobre 1926, art. 7.

c) Qu'ils ont suivi régulièrement les cours professionnels pendant la durée de l'apprentissage ;

et assimilent à ces apprentis :

d) Les jeunes ouvriers ou ouvrières dont l'apprentissage fait en Suisse est achevé depuis un an (deux ans pour le Valais) au plus.

Le canton de Genève fait une même assimilation en ce qui concerne les élèves d'un certain nombre d'écoles, telles l'Ecole des arts et métiers, l'Ecole d'horlogerie, l'Ecole d'horticulture, etc...

Après avoir accompli ces formalités et prononcé l'admission des candidats, la Commission de direction des examens a une tâche importante à accomplir : celle qui consiste à nommer les personnes qui rempliront le rôle d'expert. Les modalités de nominations varient selon les cantons (à Genève ce sont les commissions de surveillance qui transmettent une liste de jurés au Département du Commerce et de l'Industrie ; à Neuchâtel, ce sont les syndicats professionnels, pour les apprentis placés sous leur surveillance, etc...

Si les modalités varient, le principe reste le même, et les jurys devront dans la règle être composés suivant les cantons de deux à cinq experts, dont un patron et un ouvrier doivent toujours être choisis dans la profession à laquelle appartient l'élève. Les maîtres qui ont déjà eu l'occasion de former des apprentis ou qui peuvent prêter leur atelier personnel, doivent jouir d'une préférence ; pour les métiers féminins, on trouvera des femmes compétentes.

En ce qui concerne le choix des experts pédagogiques, il est préférable de s'adresser aux maîtres d'écoles de perfectionnement ou de métiers, et pour le dessin aux maîtres de la branche ou aux « techniciens ».

A côté de ces tâches qui sont essentielles, les directions ont la haute mission de surveiller et d'organiser la marche générale des examens.

## SECTION II

### ORGANISATION DES EXAMENS

D'une façon générale, d'après les cadres tracés par l'U. S. A. M., tout participant doit subir au moins les examens suivants : l'examen pratique, l'examen théorique, l'examen scolaire (1).

L'examen pratique se fera dans un atelier et consistera dans l'exécution de travaux d'épreuves prescrits par les experts professionnels ou par les directions, et exécutés sous leurs yeux (2).

Ces épreuves d'habileté professionnelle doivent s'étendre sur un jour entier au moins et dans la règle sur deux ou trois jours ouvrables. La Commission suisse a du reste fixé pour chaque métier la durée minimale réglementaire de ces épreuves (3).

Chaque participant accomplira devant les experts quelques travaux simples; on peut se rendre compte de cette façon de ce que l'élève est capable d'effectuer lorsqu'il est réduit à ses propres moyens.

L'appréciation de son travail se décomposera en plusieurs postes comportant chacun une note, à savoir : résultat

- 
- (1) V. « Règlement sur les examens de fin d'apprentissage en Suisse », décision du Comité central de l'U. S. A. M. du 29 janvier 1923.  
(2) Des brochures dont nous reparlerons contenant les programmes des examens ont été établies par les Conférences des Offices cantonaux de la Suisse romande et du Tessin.  
(3) V. annexe des « Instructions » déjà citées, du 4 février 1924.

qualitatif; résultat quantitatif; maniement des outils; dessin de l'ouvrage.

Conjointement avec l'examen pratique, les candidats devront passer un examen oral ou écrit portant sur les connaissances théoriques; cette épreuve comprend l'épreuve théorique proprement dite et l'examen des connaissances scolaires.

Le premier comporte notamment : la connaissance des matières premières employées dans la profession envisagée, leur origine, leurs différentes propriétés, etc...; les outils, leur fabrication, les méthodes de travail; le problème des salaires; des prix de production, des prix de vente. Il est évident que les experts adapteront dans la mesure du possible les questions aux caractéristiques de l'entreprise dans laquelle l'apprenti a travaillé.

Quant à l'examen scolaire (1), il porte sur les branches suivantes : langue maternelle (composition, lecture); calcul (calcul mental, calcul professionnel); tenue des livres (comptabilité professionnelle); dessin professionnel pour ceux des métiers où cette branche entre en ligne de compte.

Des certificats contenant la moyenne des notes sont communiqués à ceux des candidats qui ont passé l'examen avec succès, et les résultats sont publiés dans les Feuilles Officielles des cantons.

Aux examens de fin d'apprentissage, nous pouvons assimiler ceux des maîtres d'apprentissage prévus par quelques législations, et que nous avons signalés en passant. D'après les articles 24 et suivants du règlement fribourgeois, les candidats à ces examens doivent établir qu'ils ont obtenu

---

(1) Cet examen a été supprimé dans certains cantons.

un diplôme de fin d'apprentissage et qu'ils ont travaillé ensuite comme ouvrier pendant deux ans.

L'organisation des examens des apprentis du commerce est semblable à celle que nous avons signalée, avec cette différence naturellement, que les épreuves ne porteront que sur les branches dont la connaissance est reconnue nécessaire à l'activité commerciale d'une maison industrielle, d'une banque, d'une compagnie, etc...

Les programmes d'études et d'examen sont établis par la Société suisse des Commerçants qui est l'institution mère en matière d'apprentissage commercial.

Les diplômes qu'elle décerne parleront en faveur de l'assiduité au travail et de la persévérance de celui auquel ils ont été délivrés. La valeur de ces écrits, comme pièce attestant les capacités professionnelles, est du reste reconnue plus en plus par les chefs des maisons de commerce, en ce sens, que pour les places à pourvoir, les jeunes gens porteurs de diplômes obtiennent la préférence sur les autres

---

### TROISIÈME PARTIE

## Résultats et coopération aux Lois

---

Après avoir exposé l'ensemble des mesures relatives à l'apprentissage, il s'agit d'envisager l'œuvre pratique obtenue par les lois étudiées.

Cette tâche n'est pas toujours aisée : il existe, en effet, des résultats qui échappent aux données mathématiques exactes, aux descriptions rigoureuses. Ainsi, il est difficile de montrer les progrès réalisés dans l'habileté professionnelle, les améliorations constatées dans les rapports entre patrons et apprentis, etc...

D'autre part, certains résultats ont déjà été signalés au cours de notre exposé, de telle sorte que nous ne pouvons revenir sur ces points, dont certains sont fort importants, telle par exemple la question des cours professionnels dont l'organisation et le développement actuels ont été étudiés plus haut.

Il est pourtant une question déjà signalée sur laquelle nous allons revenir assez longuement : nous avons eu maintes fois l'occasion de mentionner l'action qu'exerçaient sur les pouvoirs publics les sociétés et associations professionnelles telles l'U. S. A. M. les Offices cantonaux d'apprentissage, l'A. S. C. A. P. A. Leur importance est trop considérable pour que les allusions que nous y avons faites soient suffisantes à la démontrer ; c'est à quoi viendra remédier le chapitre que nous intituleons « coopération aux lois ».

## CHAPITRE PREMIER

### Résultats

---

Le relèvement des métiers et des connaissances professionnelles chez les artisans et commerçants — but principal des lois sur l'apprentissage — peut être constaté de multiples façons.

I. — En premier lieu, le nombre d'apprentis indique clairement la faveur dont jouit l'institution étudiée. Depuis plusieurs années ce nombre augmente régulièrement ; c'est là, à la fois un heureux effet des sacrifices importants consentis par les autorités fédérales et cantonales et nombre d'organisations d'utilité publique et professionnelles en faveur de l'apprentissage, et la preuve que tous les efforts faits en Suisse pour engager la jeunesse à apprendre un métier ont rencontré plein succès.

Les fluctuations du nombre d'apprentis en Suisse romande apparaissent clairement en consultant les tableaux relatifs aux examens, que nous reproduisons plus loin.

De ces statistiques, il ressort que ce nombre a toujours été croissant. Cette progression, n'atteindra son apogée, que lorsque la théorie de l'apprentissage obligatoire qui compte

en Suisse des adeptes toujours plus nombreux (1), entrera dans sa réalisation pratique.

Les partisans de cette théorie demandent aux autorités législatives de décréter que l'enfant, le jeune homme ou la jeune fille iront à l'école (professionnelle ou de métiers) jusqu'au moment où ils connaîtront un métier.

On voit le rôle primordial que jouerait l'orientation professionnelle dans cette réforme, car un moment se présentera pour tous les enfants de savoir dans quelle branche des écoles officielles ou des entreprises privées ils devront entrer.

Si l'on admet que les apprentis classés dans les entreprises privées continuent à y demeurer, que l'Etat laisse la plus grande liberté aux parents en se contentant d'obtenir la garantie de l'instruction professionnelle, que l'Etat enfin paie un modeste salaire dès les premiers mois d'apprentissage, on conviendra que la réforme proposée est moins révolutionnaire qu'elle ne le paraît au premier abord.

Cette théorie semble du reste en harmonie avec les tendances actuelles : on constate que plusieurs associations professionnelles prévoient la clause d'apprentissage dans leurs conventions, ce qui pratiquement conduit à rendre l'apprentissage obligatoire pour un certain nombre de professions. Les jeunes gens ne possédant pas la carte de sociétaire (accordée seulement à ceux qui prouvent leurs connaissances du métier) ne peuvent se placer chez les patrons se rattachant aux groupements professionnels.

II. — L'augmentation du nombre d'apprentis a eu pour résultat indirect de faire passer au premier plan la question

---

(1) Cf. La Conférence déjà citée de M. DUSSEILLER « L'apprentissage obligatoire ».

de l'orientation professionnelle à laquelle nous avons déjà fait allusion (1).

Sous le nom d'orientation professionnelle et de bureau d'orientation, on comprend toutes les institutions et prescriptions servant : a) à reconnaître les aptitudes professionnelles ; b) à montrer les différentes exigences des professions ; c) à répartir les forces d'après ces données, en prenant comme principe : chaque homme doit avoir la place qui correspond le mieux à ses aptitudes (2).

L'orientation professionnelle embrasse un domaine très vaste ; nous ne l'envisageons ici qu'au point de vue de notre sujet, et surtout en temps qu'elle permet le placement des apprentis. Cette façon de faire permet à cette institution de donner son plein rendement, et de réaliser le placement conformément au point de vue psychologique et pédagogique (3).

Même envisagée d'une façon aussi restreinte, la tâche du conseiller d'orientation reste grave et difficile : il ne s'agit pas de tenir simplement un répertoire des offres et des demandes, « communiquer des adresses n'est pas faire du placement ».

- 
- (1) La bibliographie relative à l'orientation professionnelle est très copieuse. Parmi les auteurs qui se sont occupés de la question en Suisse, on peut mentionner : CLAPARÈDE, BOVET, WALTHER, SUTTER, CARRARD, STOCKER, etc... Il ne saurait être question de mentionner ici la liste des ouvrages traitant de la question ; on trouvera une bonne bibliographie à la fin de l'« Annuaire suisse des Arts et Métiers » années 1926-1927, et surtout dans les différents « Rapports » édités par l'A. S. C. A. P. A.
- (2) Nous ne saurions entrer ici dans la technique de l'orientation professionnelle. Consulter à cet égard le livre classique de FONTÈGNE : « L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes », Neuchâtel, 1921.
- (3) Cf. « Comment organiser l'orientation professionnelle et le placement des apprentis à la ville et à la campagne », conférence de M. TANNER, secrétaire de l'Office cantonal des apprentissages à St-Gall, reproduite dans le rapport de l'A. S. C. A. P. A. Genève, 1920.

Le conseiller doit connaître les professions à fond, l'état du marché, la capacité de l'apprenti. Intermédiaire entre celui-ci et le patron, il lui est possible d'influer sur la mentalité de l'un et de l'autre (1); il doit non seulement placer des jeunes gens doués pour la profession à laquelle on les destine, mais encore rechercher des patrons spécialement qualifiés à former des apprentis, et les engager à se soumettre à cette lourde tâche.

Le travail de l'orientation professionnelle, du placement et de la protection des apprentis est devenu véritablement une profession spéciale qui s'est particulièrement développée en Suisse allemande (2).

Les pays romands, quoique moins avancés, ont suivi le mouvement; dans plusieurs cantons se sont créés des cabinets d'orientation professionnelle qui s'occupent de la détermination des aptitudes et du placement des jeunes gens.

A Fribourg le système fonctionne depuis quatre ans, et on place en moyenne 90 à 120 apprentis par an.

Dans le canton de Vaud, une élève de l'Institut Rousseau de Genève a créé un cabinet d'orientation en 1921. En 1923, il fut rattaché au « Secrétariat vaudois de l'enfance », et il entra en rapports étroits avec les directions d'écoles du canton, d'où il résulta une « préorientation » des élèves des écoles de Lausanne.

Le bureau prit contact avec plusieurs associations professionnelles, et son action se trouva grandement facilitée par la réunion à Lausanne en 1924 de l'assemblée annuelle de

---

(1) « L'apprentissage est plus une affaire d'éducation que de réglementation » dit M. O. STOCKER dans une conférence faite à Lausanne en 1925.

(2) Bâle dépense annuellement pour ce travail 21.000 francs; Zurich 29.000 francs.

l'A. S. C. A. P. A. Dès après cette assemblée, l'institution bénéficia dans le canton de Vaud d'un grand regain de popularité, qui se traduisit en 1926 par la création à la Direction des écoles d'un bureau officiel subventionné par la commune qui s'occupe activement de la détermination des aptitudes et du placement des jeunes gens et des jeunes filles.

Bien que le canton de Neuchâtel ne possède pas encore de bureau officiel (il existe à Neuchâtel un bureau privé), les autorités et la population s'intéressent à cette question importante. Preuve en est que le Technicum, de La Chaux-de-Fonds et la Fabrique Dubied de Couvet, ont depuis trois ans fait appel au Docteur Heinis de l'Institut J. J. Rousseau, pour lui demander l'examen psychotechnique des candidats désireux d'entrer dans ces établissements.

Au mois de janvier 1928, le Docteur Heinis appelé par la commune de La Chaux-de-Fonds, offrit une série de consultations où il « testait » les élèves des écoles primaires. Le fait que deux fois plus d'élèves y participèrent que l'année précédente, prouve que l'idée a atteint le grand public.

Devant ces résultats favorables, les organisations professionnelles et les groupements intéressés se sont déclarés favorables à l'institution d'un cabinet d'orientation professionnelle scientifique avec expert psychologique itinérant. La direction de l'Institut J. J. Rousseau a, en outre, offert son concours pour l'organisation rationnelle de l'Office de Neuchâtel, travail qui est actuellement en bonne voie d'accomplissement.

Ce même problème a été heureusement résolu à Genève, où l'Office privé des apprentissages, fondation subventionnée par l'Etat, a conclu un arrangement pour l'examen des jeunes gens avec les deux grandes institutions scientifiques

spécialisées dans la question : l'Institut J. J. Rousseau et l'Association suisse pour l'organisation rationnelle du travail (A. S. O. R. T.). En particulier l'Institut Rousseau (Ecole de science de l'éducation) fondée en 1912 et dirigée par M. Pierre Bovet, a créé une section d'orientation professionnelle qui est à la tête du mouvement scientifique et dont les travaux font autorité en la matière (1).

Ce court tableau suffit à montrer l'extension qu'a prise en Suisse l'institution de l'orientation professionnelle; c'est un auxiliaire de l'apprentissage qui rend actuellement des services précieux dans les régions où elle s'est le plus développée (2).

III. — Très voisine de l'orientation professionnelle, est la question du préapprentissage.

La « Formation professionnelle » en publia en 1917 la définition suivante, adoptée par une sous-commission de « l'Association française pour le développement de l'enseignement technique » :

Le préapprentissage est une éducation à laquelle est soumis l'enfant, dans le but de rechercher ses aptitudes et de faire naître ses inclinations en lui donnant le goût du travail manuel, sans négliger un complément de culture intellectuelle, de manière à développer en lui toutes les qualités du véritable artisan qui sont indispensables au travailleur moderne (3).

---

(1) L'« Institut J. J. ROUSSEAU » de Genève et l'« Institut psychotechnique » de Zurich dirigé par M. CARRARD qui s'inspire surtout des méthodes allemandes, sont les deux grandes écoles qui étudient les méthodes scientifiques d'orientation professionnelle en Suisse.

(2) A l'inverse de l'apprentissage, l'orientation professionnelle est née en Suisse allemande, et y a trouvé un terrain très favorable à son développement.

(3) V. dans la même publication en 1919, la définition proposée par le projet de loi BELLOM.

L'école, si elle sait vraiment observer les enfants, peut apporter sur cette question des renseignements extrêmement utiles, tant au point de vue des jeunes gens qu'elle peut aiguiller sur des métiers très variés, qu'au point de vue psychologique au choix d'une profession (1).

En 1921-1922, pendant la crise de chômage, un nombre considérable de jeunes gens quittant l'école primaire ne put être placé en apprentissage. Pour parer aux dangers du chômage, certaines villes ont créé des classes de préapprentissage. Avec le concours des autorités scolaires des ateliers furent formés qui recevaient des jeunes gens devant obligatoirement subir un enseignement de trente-deux heures par semaine, dont vingt consacrées à des travaux pratiques à l'atelier. Ces classes, fondées provisoirement, continuèrent à fonctionner avec succès, en particulier en Suisse romande (2).

D'une façon générale, les efforts de réalisation pratique tentés à ce sujet en Suisse romande ont été modestes (3), et si nous signalons ce mouvement, c'est plus en raison de la polémique qu'on y consacre que des résultats obtenus.

On peut toutefois signaler un effort d'adaptation dans les écoles primaires (par la modification des travaux manuels) et l'institution à Lausanne de classes de redoublement qui constituent un timide essai de transition entre l'école et l'atelier.

Mentionnons encore les écoles ménagères ouvertes ré-

---

(1) V. les conclusions auxquelles est arrivé une conférence réunie en vue de cette question dans « Berufsberatung und Berufsbildung » Bulletin de placement des apprentis n° 8, du 7 juin 1924, page 30.

(2) A Bâle notamment, certains employeurs ne veulent engager un apprenti que si ce dernier a fréquenté au préalable ses classes de préapprentissage.

(3) Il en est autrement en Italie, où l'on a tenté des expériences très intéressantes : Cf. UGO PIZZOLI « La scuola popolare ». En France, on peut citer comme exemple l'atelier-école de préapprentissage de la rue des Epinettes, à Paris.

cemment aux jeunes filles ayant achevé l'école obligatoire, mais encore sans occupation, en particulier celle de Lausanne. Dans cette dernière ville a eu lieu en 1928 un cours de pré-apprentissage pour maçons organisé par le Département vaudois de l'Industrie et du Commerce avec la collaboration technique de la Fédération vaudoise des entrepreneurs (1).

IV. — Une évolution non moins importante a marqué le développement des examens d'apprentissage. C'est « le grand moteur » qui doit améliorer la situation de l'apprenti; nous avons vu que tous les cantons romands l'ont rendu obligatoire, les statistiques qui y sont relatives donnent donc des renseignements précieux (2).

Indépendamment du fait de l'obligation qui a naturellement assuré une plus forte participation à ces épreuves, il faut signaler ainsi que le fait M. Jaccard, inspecteur des apprentissages du canton de Neuchâtel, que « l'opinion publique s'est familiarisée avec la pratique des examens qui sont actuellement admis et même recherchés par les maîtres d'apprentissage, qui désirent la consécration de leur enseignement, aussi bien que par les apprentis, qui envisagent le diplôme délivré à la suite de cette épreuve comme une lettre de recommandation, leur facilitant l'entrée dans la carrière pratique ouverte devant eux ».

Le tableau ci-dessous donne une vue générale de la participation aux examens de 1877 à 1926 :

*(Voir tableau page suivante)*

(1) Les 39 candidats inscrits furent mis au bénéfice du contrat d'apprentissage et reçurent un modeste salaire journalier. La ville de Lausanne mit gratuitement à leur disposition chantiers, outillage, etc... Cette expérience s'est révélée très encourageante; les 39 candidats sont entrés ensuite comme apprentis chez des patrons qualifiés, puisque « n'étant que « dégrossis », ils ont encore tout à apprendre de leurs aînés ». V. la revue « Artisan et Commerçant », année 1928, n° 12, page 106.

(2) Actuellement les cantons d'Appenzell et Soleure sont les seuls où les examens demeurent facultatifs.

# Participation totale aux examens p

| CANTONS            | 1877-1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 | 1905 | 1906 | 1907 | 1908 | 1909 |
|--------------------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Fribourg . . . . . | 706       | 106  | 140  | 239  | 174  | 181  | 211  | 168  | 150  | 166  | 160  |
| Vaud . . . . .     | 248       | 269  | 209  | 121  | 175  | 106  | 107  | 98   | 138  | 145  | 182  |
| Valais . . . . .   | —         | —    | 7    | 19   | 31   | 41   | 47   | 94   | 107  | 91   | 83   |
| Neuchâtel . . . .  | 1588      | 225  | 215  | 282  | 243  | 261  | 284  | 270  | 239  | 318  | 280  |
| Genève . . . . .   | 602       | 205  | 238  | 204  | 247  | 251  | 278  | 254  | 236  | 254  | 259  |

# s de fin d'apprentissage de 1877-1926

| 1913 | 1914 | 1915 | 1916 | 1917 | 1918 | 1919 | 1920 | 1921 | 1922 | 1923 | 1924 | 1925 | 1926 | Total  |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--------|
| 165  | 200  | 142  | 135  | 141  | 143  | 162  | 245  | 270  | 337  | 371  | 345  | 410  | 373  | 6.340  |
| 507  | 423  | 738  | 589  | 657  | 696  | 746  | 762  | 880  | 787  | 957  | 913  | 1055 | 1104 | 13.532 |
| 88   | 96   | 80   | 69   | 70   | 79   | 79   | 74   | 115  | 137  | 121  | 139  | 147  | 161  | 2.215  |
| 502  | 570  | 427  | 495  | 557  | 459  | 487  | 540  | 568  | 589  | 544  | 531  | 674  | 681  | 13.615 |
| 272  | 287  | 282  | 313  | 303  | 348  | 367  | 453  | 495  | 610  | 703  | 670  | 623  | 688  | 10.231 |

Il ressort de ces chiffres que le nombre d'apprentis participant aux examens professionnels a été croissant, et ce d'une façon continue de 1877 à nos jours. On remarquera dans certains cantons tels Neuchâtel ou Vaud par exemple, une brusque élévation du nombre des candidats (Neuchâtel en compte 280 en 1909 et 51 en 1910, Vaud 224 et 479 en 1912). Cette élévation correspond exactement à la date de promulgation de la loi rendant les examens obligatoires (1). Cette constatation permet de réfuter l'assertion fréquemment répétée, que par suite de l'intervention du législateur la formation des apprentis est en décroissance.

Nous soulignerons encore la forte participation du canton de Vaud; ce canton d'après le délégué de l'Union est l'un de ceux qui sont le plus avancé dans le domaine de l'apprentissage (2).

Le résultat des examens dans les divers cantons ressort de la statistique suivante :

*(Voir tableau page suivante)*

On voit d'après ce tableau qu'il est impossible d'indiquer en pourcentage, même approximativement, la moyenne générale des candidats ajournés. Les grandes différences qu'on constate dans ce pourcentage (par exemple à Fribourg 2 % et à Genève 13 %), proviennent évidemment de la préparation plus ou moins sérieuse des candidats, mais aussi des appréciations du jury qui varient beaucoup de cantons à cantons.

Les résultats que nous venons d'indiquer, constituent des indications très précieuses au point de vue du relèvement des

---

(1) Neuchâtel, loi du 19 mars 1909; Vaud, loi du 5 décembre 1911.

(2) V. rapport de la Commission suisse des apprentissages, année 1926, page 45.

# Résultats des examens professionnels de fin d'apprentissage de printemps et d'automne 1926

## RÉSULTATS DES EXAMENS

| CANTONS       | TRAVAIL D'ATELIER |      |           |             | CONNAISSANCES PROFESSIONNELLES |      |           |             | INSTRUCTION SCOLAIRE |      |           |             |
|---------------|-------------------|------|-----------|-------------|--------------------------------|------|-----------|-------------|----------------------|------|-----------|-------------|
|               | Très bien         | Bien | Suffisant | Insuffisant | Très bien                      | Bien | Suffisant | Insuffisant | Très bien            | Bien | Suffisant | Insuffisant |
| Fribourg .... | 243               | 427  | 25        | 8           | 204                            | 434  | 39        | 6           | 189                  | 455  | 27        | 2           |
| Vaud... ..    | 242               | 730  | 107       | 25          | 473                            | 754  | 130       | 47          | ?                    | ?    | ?         | ?           |
| Valais.....   | 60                | 73   | 25        | 3           | 40                             | 67   | 46        | 8           | 28                   | 59   | 62        | 12          |
| Neuchâtel.... | 178               | 366  | 89        | 48          | 229                            | 313  | 99        | 40          | 127                  | 322  | 117       | 61          |
| Genève .....  | 429               | 228  | 160       | 85          | 180                            | 249  | 97        | 44          | »                    | »    | »         | »           |
|               | 822               | 4524 | 406       | 169         | 826                            | 4507 | 411       | 145         | 244                  | 536  | 206       | 75          |

métiers : en étudiant ces résultats, les pouvoirs publics, les organisations professionnelles, et en particulier les jurys d'examens peuvent se rendre compte des lacunes qui existent dans la formation des élèves. Le développement des examens a donc amené comme corollaire des modifications dans la formation professionnelle des apprentis.

Ainsi dans les « Rapports annuels » que publie l'Inspectorat du canton de Neuchâtel, on trouve exposés les desiderata des syndicats professionnels qui s'affirment nettement après les résultats des examens : les couturières par exemple demandent aux experts de tenir compte du vœu exprimé que le travail imposé aux examens se rapporte mieux aux commandes à exécuter dans les ateliers; la Commission des fabricants de boîtes de montres émet le vœu que les diplômes soient délivrés moins facilement, la Fédération des typographes, après les résultats des épreuves de 1926, recommande la limitation du nombre des apprentis, etc, etc... Il suffit de feuilleter les brochures précitées, pour se rendre compte de l'influence de ces remarques (réorganisation des cours, des heures de travail, introduction de nouveaux procédés, etc...).

Il apparaît donc que l'examen de fin d'apprentissage a été un des facteurs les plus importants pour le perfectionnement de l'instruction ouvrière. Depuis qu'il a revêtu le caractère obligatoire une amélioration très sensible s'est produite chez les ouvriers dont la capacité et les connaissances professionnelles ont été augmentées.

V. — Le développement qu'ont pris les institutions d'apprentissage se traduit du reste par des résultats plus immédiatement tangibles, lorsqu'on envisage le côté financier de la question.

Si nous remontons dix ans en arrière, nous constatons qu'en 1916 la subvention fédérale destinée à l'organisation des examens est portée de 44.000 francs à 55.000 francs. Elevée en 1920 à 70.000 francs, elle se monte en 1924 à 88.400 francs. A ce moment, pour parer à une crise menaçante dans le domaine des apprentissages, l'U. S. A. M. adressa une requête aux Chambres fédérales demandant une augmentation de crédit. Cette requête fut acceptée, et lors de la discussion du budget, les Chambres votèrent une subvention fédérale de 105.000 francs, chiffre qui s'est maintenu jusqu'en 1927.

La répartition de cette subvention aux cantons pour 1926 s'est faite conformément aux propositions de la Commission suisse, après acceptation de ces dernières par la direction de l'U. S. A. M. La somme totale ainsi distribuée s'élève pour l'année 1927 à 88.685 francs (contre 84.156 francs en 1925). Voici quelle a été la répartition de la subvention fédérale aux cantons romands en 1926, avec, à titre de comparaison, les chiffres constatés en 1918.

|                         | 1926      | 1918     |
|-------------------------|-----------|----------|
| Fribourg . . . . . fr.  | 1.936 35  | 633 50   |
| Vaud . . . . . fr.      | 6.615 »»  | 3.643 85 |
| Valais . . . . . fr.    | 823 60    | 368 50   |
| Neuchâtel . . . . . fr. | 4.103 »»  | 2.364 40 |
| Genève . . . . . fr.    | 3.440 »»  | 1.566 »» |
| Totaux . . . . . fr.    | 16.917 95 | 8.576 25 |

Pour permettre de se rendre compte des sacrifices importants que s'imposent les pouvoirs en vue de favoriser les institutions de l'apprentissage, nous dresserons encore le tableau ci-dessous qui donne un résumé des recettes et des dépenses occasionnées aux cantons par les examens de fin d'apprentissage.

*Voir tableau page suivante*

# Recettes et dépenses des examens professionnels cantonaux, année 1926

| CANTONS        | RECETTES                            |                            |                       |           | DÉPENSES                                                        |                                |          |           | Excédent<br>ou<br>déficit |
|----------------|-------------------------------------|----------------------------|-----------------------|-----------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------|----------|-----------|---------------------------|
|                | Intérêts<br>et recettes<br>diverses | Subventions<br>des cantons | Autres<br>subventions | TOTAL     | Frais<br>de voyage<br>et autres<br>pour experts<br>et apprentis | Frais<br>d'adminis-<br>tration | Primes   | TOTAL     | Dépenses<br>par candidat  |
| Fribourg.....  | —                                   | 4.286 95                   | 2.730 »               | 7.016 95  | 4.000 40                                                        | 3.046 85                       | —        | 7.046 95  | 48 80                     |
| Vaud.....      | —                                   | 21.866 »                   | —                     | 21.866 »  | 48.755 40                                                       | —                              | 3.440 90 | 21.866 »  | 49 80                     |
| Valais.....    | —                                   | 2.517 »                    | —                     | 2.517 »   | 2.397 »                                                         | 420 »                          | —        | 2 517 »   | 45 65                     |
| Neuchâtel..... | —                                   | 42.993 35                  | —                     | 42.993 85 | 41.087 »                                                        | 75 30                          | 1.831 55 | 42.993 85 | 19 40                     |
| Genève.....    | —                                   | 47.600 «                   | 1.725 40              | 19.325 40 | 6.826 20                                                        | 6.846 90                       | 498 50   | 14.171 60 | + 5.445 50                |

On remarquera l'inégalité des subventions cantonales : dans les trois cantons de Vaud, Valais et Neuchâtel, elles sont calculées très simplement de la façon suivante : le canton paie les frais qui dépassent la subvention fédérale.

Les cantons romands ont encore prévu dans la loi ou dans des règlements, l'institution de fonds en faveur de l'apprentissage, et accordent des primes, des prêts ou des sub-sides à fonds perdu, auxquels nous avons déjà fait allusion (1); en outre, nombreuses sont les institutions privées ou charitables qui se consacrent actuellement à encourager et à favoriser le développement de l'industrie nationale.

Tels sont, tracés à grands traits, quelques-uns des résultats les plus caractéristiques de l'œuvre législative. Toutefois, si nous nous bornions à cet exposé, ce tableau ainsi présenté serait bien incomplet.

Il est en effet, des sujets que nous n'avons pas abordés pour ne pas alourdir notre exposé, et d'autre part il n'était pas possible de présenter toutes les réformes dans la classification que nous avons adoptée pour introduire le maximum de clarté dans ce chapitre. Il est donc nombre d'améliorations qui n'entrent pas dans les cadres que nous avons tracés; il en est aussi d'autres qui n'ont pas encore trouvé leur réalisation, et n'existent qu'à l'état de tendance.

Le tableau demande donc à être complété; c'est le but que cherche à remplir notre chapitre deuxième en exposant l'œuvre de coopération des grandes associations professionnelles.

---

(1) Au 31 décembre 1927, le Fonds cantonal des apprentissages neuchâtois se montait à 20.643 fr. 10.

## CHAPITRE II

### Coopération aux Lois

---

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que les lois, et surtout les ordonnances d'exécution tiennent de plus en plus compte de la diversité des professions, et s'inspirent des normes établies pour chacune d'elles. Ce fait tient entre autre à l'action qu'exercent sur le législateur les sociétés et associations professionnelles.

A vrai dire, ces organismes sont tout à la fois la cause et la conséquence des dispositions législatives.

Ils en sont la cause, car bien souvent c'est sous la pression et à l'instigation de telle association que fut votée la loi. Ainsi, c'est ensuite de la campagne menée par l'U. S. A. M., que les cantons ont décrété obligatoire l'examen de fin d'apprentissage.

D'autre part, la création de ces sociétés est la conséquence des mesures législatives, en ce sens, qu'elle a souvent pour principal objectif d'assurer une mise en œuvre plus efficace ou plus adéquate d'une loi déjà existante. Un exemple typique nous est fourni par les Offices cantonaux de la Suisse romande, qui furent créés en vue de faciliter l'application de la loi et pour étudier en commun les problèmes qu'elle pouvait soulever.

Ces organismes sont fort nombreux (1), et leur étude dépasserait les limites de cet ouvrage. Nous signalerons les trois principaux (2), auxquels nous consacrerons à chacun une section; leur organisation et leur mode d'action sont variés, mais tous ont pour but de provoquer, de compléter, de réformer ou de seconder les lois de l'apprentissage.

## SECTION I

### L'ASSOCIATION SUISSE DE CONSEILS D'APPRENTISSAGE ET DE PROTECTION DES APPRENTIS (A. S. C. A. P. A.)

Les mêmes idées qui ont poussé à la constitution de l'Union suisse dans le domaine des arts et métiers, ont présidé à la formation d'une association dans le domaine de l'apprentissage: le préambule de la brochure jubilaire publiée par l'Association, ouvrage auquel nous nous référerons maintefois au cours de cet exposé, explique qu'« il était naturel qu'à l'instar de ce qui s'était fait dans d'autres branches de l'activité sociale, on en vint à grouper les efforts dispersés pour chercher à les coordonner, rassembler les expériences de chacun pour en faire profiter l'ensemble ».

C'est au patronage cantonal des apprentis du canton de Schaffhouse (et en particulier à son président M. le professeur Carl Jezler) que revient l'honneur de l'initiative de la

---

(1) Indépendamment de ceux que nous étudierons, on peut signaler: La Société suisse d'utilité publique, la Société suisse des commerçants, l'Association suisse pour l'enseignement professionnel, etc...

(2) L'A. S. C. A. P. A. Les Offices cantonaux d'apprentissage de la Suisse romande et du Tessin. L'U. S. A. M. La première étant l'institution centrale de l'apprentissage en Suisse, nous lui consacrerons un plus long développement qu'aux autres organismes.

première réunion à Zurich, le 1<sup>er</sup> mars 1902. Quinze cantons se firent représenter à cette première assemblée dont les délibérations limitèrent le champ de travail de l'Association durant sa première période d'existence, qui va de 1902 à 1916.

Examinons brièvement le programme général qui fut tracé lors de cette réunion.

On précisa l'utilité d'un organisme central pour tous les patronages; il devait permettre, après les périodes d'examens de concentrer les offres et demandes des apprentis. La publication d'un bulletin ferait connaître au dehors ces offres et ces demandes et faciliterait ainsi le placement des jeunes gens.

On insista également sur l'utilité de pousser à la création de nouveaux patronages dans la population, afin de répandre l'usage du contrat d'apprentissage; en un mot, on mit à l'ordre du jour tout un programme de propagande.

C'est à remplir ce programme général et à l'adoption des statuts, que se consacra l'Association durant ses premières années. Nous reproduisons ci-après ces statuts qui déterminent officiellement le titre, la constitution et le but du groupement :

« La Fédération suisse des patronats d'apprentissage » est une association qui réunit les divers patronats d'apprentissage et les institutions, autorités, sociétés, maisons de commerce et personnes qui ont voué leur activité aux apprentis.

La Fédération a pour but le développement des apprentissages par le moyen suivant :

1<sup>o</sup> Examen et discussion des questions importantes dans le domaine des apprentissages;

2° Publications dans la presse ;

3° Requêtes aux autorités ;

4° Publication d'un bulletin de placement en langues française et allemande ;

5° Appui donné aux institutions ayant pour objectif le développement des apprentissages et appartenant à la Fédération.

Ce rôle et ce programme d'activité étant ainsi tracés, voyons quels ont été les résultats durant cette première période.

Comme le signale M. Eggermann dans la brochure précitée, les assemblées générales fournirent aux fonctionnaires isolés dans leurs cantons l'occasion de se rencontrer avec des gens poursuivant la même tâche, avec lesquels ils purent échanger leurs vues et communiquer leurs expériences ; à ce seul titre, les assemblées ont déjà créé une certaine homogénéité entre les diverses parties du pays.

Mais il est plus : les assemblées ont fourni l'occasion d'entendre des conférences de spécialistes sur des questions intéressant l'apprentissage, conférences qui, ayant été imprimées par la suite, forment aujourd'hui une bibliographie intéressante. Ces communications ont aussi eu souvent pour effet d'ouvrir des horizons nouveaux aux auditeurs, et on peut citer telle loi cantonale qui tire son origine d'une conférence exposée à une assemblée générale (1). C'est ainsi qu'indirectement l'Association a contribué à l'adoption des lois sur l'apprentissage.

Elle exerça une action plus directe par la publication d'un bulletin de placement auquel nous avons déjà fait allu-

---

(1) V. l'exemple cité par M. EGGERMANN, page 13, *loc. cit.*

sion plus haut; ce fut l'origine du journal qui à partir de 1917 paru sous forme d'annexe à la « Schweizerische Gewerbezeitung ».

Quant aux autres publications de l'Association, nous renvoyons à la brochure déjà citée qui en donne la liste complète (1).

Si nous cherchons à résumer les caractères de cette première période, dans le détail de laquelle nous ne pouvons entrer, on peut dire qu'elle représente « une période de gestation, de formation ». L'Association s'est créée à un moment où les institutions officielles de l'apprentissage étaient faibles et mal organisées, où un petit nombre de cantons possédaient des lois, où des institutions émanant de l'initiative privée s'efforçaient de remédier à la carence des pouvoirs publics.

La Fédération suisse des patronats d'apprentissage, a eu le grand mérite d'opérer un rapprochement de toutes les personnalités; en un mot, elle a accompli une centralisation générale, elle a créé une force nouvelle dont nous allons maintenant étudier l'action durant la période d'après-guerre.

Les innovations apportées ne rencontrèrent pas toujours un accueil très favorable, notamment l'introduction des lois relatives à l'apprentissage se heurtèrent à une vive opposition (2).

---

(1) V. pages 14, 15 et 16.

(2) On alla jusqu'à reprocher un excès de zèle au législateur et à dire, qu' « il serait préférable de soulever la question d'éducation et de la résoudre en travaillant en commun, plutôt que d'attendre toute guérison par la simple existence d'une loi ». — « Je prétends que les mauvais apprentissages fleurissent maintenant comme autrefois, avec la seule différence qu'actuellement cela se passe sous la protection et la responsabilité de l'Etat. Nous surestimons la puissance de l'Etat et méconnaissons la psychologie humaine » dit M. O. STOCKER à la conférence de la onzième assemblée annuelle du 13 juin 1914, à Berne.

On discuta de la question à l'assemblée générale du 13 juin 1914 à Berne, où elle fut résumée dans un exposé de M. O. Stocker, de Bâle : *Sind wir mit der Lehrlingsgesetzgebung auf dem rechten Wege ?* » (Sommes-nous sur la bonne voie dans notre législation sur les apprentissages ?). L'auteur en arrivait à la conclusion que « la réglementation de l'apprentissage est nécessaire, mais l'Etat n'est pas l'instance capable de remplir cette tâche; c'est en première ligne de rôle des organisations professionnelles » (1).

La guerre vint interrompre ces discussions qui ne furent reprises que beaucoup plus tard, notamment en 1925 lors de l'assemblée générale à Saint-Gall, où l'on décida de s'unir et d'établir un programme de travail permettant à l'Association de prendre une plus vaste extension.

Au terme de l'ordre du jour (2) : « la Fédération suisse des patronats d'apprentissage considère l'éducation professionnelle comme une institution qui, malgré les changements survenus dans les modes de production, a conservé toute son importance, tant au point de vue éducatif qu'en matière d'économie publique ».

Puis, suit la résolution adoptée, indiquant en cinq points les moyens propres à faciliter la tâche fixée, moyens tous basés sur une application extensive des lois de l'apprentissage.

Ce programme eut beaucoup de succès : les diverses autorités, les personnalités officielles et officieuses, consentirent à grouper leurs efforts sous l'égide de l'Association; le nombre de ses membres augmenta rapidement, les associations professionnelles y adhérèrent.

(1) Cette conférence a été publiée par les soins de l'A. S. C. A. P. A.

(2) V. *Loc. cit.*, page 22 (texte allemand).

Le nom de « Fédération suisse des patronats d'apprentissage » eut été impropre à grouper ses nouvelles recrues ; cette appellation avait du reste été modifiée plusieurs années auparavant : en 1915, après des discussions assez laborieuses, on avait décidé d'adopter le nom d' « Association suisse de Conseils d'apprentissage et de Protection des apprentis » (Schweizerischer Verband für Berufsberatung und Lehrlingsfürsorge) (1).

Par la même occasion, on avait envisagé le développement à donner au journal de l'Association. En 1916, la « Schweizerische Gewerbezeitung » proposa, afin de toucher un plus grand nombre d'intéressés de publier dans un supplément de son propre journal la liste de places offertes. On accompagna cette publication d'articles relatifs à l'orientation professionnelle et aux apprentis, qui rencontrèrent une grande faveur auprès des intéressés, si bien qu'on abandonna la publication du bulletin de placement (Lehrstellen Anzeiger), et que le 1<sup>er</sup> janvier le journal prit le nom de « Berufsberatung und Berufsbildung » (Orientation professionnelle et formation professionnelle).

A côté de ce périodique rédigé en allemand, l'U.S.A.M. a également offert l'hospitalité de ses colonnes à une publication française « Artisan et Commerçant, qui depuis cette année s'appelle le « Journal suisse des Artisans et Commerçants ».

Ces deux journaux permettent à l'Association un contact étroit avec ses membres et constituent une bibliographie pré-

---

(1) Au moment d'imprimer, nous apprenons que le nom français de l'Association vient d'être transformé en celui de « Association suisse pour l'orientation professionnelle et la protection des apprentis » (A. S. O. P. P. A.) qui est la traduction exacte du titre allemand.

cieuse de l'apprentissage. Ils renseignent aussi les intéressés sur l'action de l'Association dont nous allons résumer l'œuvre ces dernières années.

1° Propagande pour l'orientation professionnelle.

Déjà en 1914, on avait lors de l'assemblée de Saint-Gall demandé aux cantons des renseignements sur l'état de l'orientation professionnelle, et en 1917 on résolu d'organiser des « cours d'instruction » (1), dont le premier se donna à Winterthour en 1917. Le mouvement était donné, d'autres cours suivirent à Bâle, à Genève, à Lausanne, etc... (2).

Indépendamment de ces cours officiels, il faut mentionner des conférences, des rapports, voire même des expositions organisées par l'Association (3).

Elle a aussi mené une vive propagande pour le « financement » des bureaux d'orientation par la Confédération. Après une enquête menée de concert avec l'Office fédéral du Travail, la direction de l'Association adressa au Département de l'économie publique un mémoire qui demeura sans effet. La question fut reprise en 1926 dans une motion adressée par le Conseiller national Eugster-Züst au Conseil fédéral :

« Le Conseil fédéral est invité à étudier la question et à donner son avis, à savoir : s'il n'est pas dans l'intérêt de la jeunesse et de l'économie nationale suisse d'encourager

---

(1) Indépendamment de l'Association, la Société suisse d'utilité publique poursuit le même but.

(2) Nous ne pouvons donner ici un aperçu des problèmes abordés lors de ces discussions. On les trouvera relatés tout au long dans les brochures précitées, ou encore résumées par M. STOCKER dans la brochure jubilaire déjà maintes fois citée.

(3) Notamment une exposition organisée en commun avec la fondation « Pro-Juventute ».

dans les cantons, et de les soutenir par des subsides fédéraux, l'orientation professionnelle et la formation des apprentis » (traduction).

2° Développement et transformation des forces ouvrières au moyen de l'orientation professionnelle.

L'Association s'efforça de faciliter la réalisation pratique du problème, au moyen de cours et de conférences pour les orientateurs professionnels, dont la première eut lieu à Lucerne en 1921 et la dernière à Locarno en 1927.

Tous les « orientateurs » faisant partie de l'Association forment à l'intérieur de celle-ci un groupement appelé « Conférence suisse des orientateurs professionnels ».

Son objectif principal doit consister à introduire l'unité dans le travail pratique et dans l'emploi des procédés techniques. La Conférence donne son avis sur toutes les questions qui lui paraissent intéresser l'orientation professionnelle ou sur celle qui lui sont soumises par l'Association (1).

3° Mesures financières.

L'Association a envisagé de plusieurs façons le côté financier de la question professionnelle. Elle a fait ces dernières années une vive propagande en faveur de l'assurance des enfants qui bénéficient de la formation professionnelle.

On a modifié le système de distribution des fonds cantonaux : l'Association a dressé une liste générale des fonds disponibles, et avec l'accord des cantons, on décida l'égalité de l'octroi des bourses, c'est-à-dire un partage uniforme des subsides, de telle sorte qu'aucun canton ou région ne se trouve favorisé au détriment de tel autre.

---

(1) M. STOCKER, secrétaire de l'A. S. C. A. P. A., souligne dans son rapport que cette « Conférence » est une organisation « à l'intérieur » et non pas « à côté » de l'Association.

L'insuffisance, voire le manque de ressources, suggéra l'idée de créer un fonds collectif suisse. La Société suisse d'utilité publique se mit à la tête du mouvement et les subsides par elle octroyés ont eu une action très heureuse.

Enfin, signalons que l'Association a eu à s'occuper de la question assurance-accident des apprentis, qui a soulevé souvent chez les parents une assez forte opposition.

#### 4° Encouragement au placement des apprentis.

La question du placement des enfants est primordiale pour les parents; nous avons déjà signalé que l'Association avait publié un bulletin qui facilitait la solution du problème, du moins sur le terrain cantonal. Sur le terrain fédéral, on en est arrivé à une solution très satisfaisante au moyen de l'intervention de l'Office fédéral du travail qui publie journallement le « Bulletin des Zentralen Arbeitsnachweisen », dans lequel sont insérées les places offertes et demandées. D'après ce système, les adresses des places vacantes ne sont pas communiquées à chacun, mais seulement au bureau du lieu de résidence de l'apprenti, ce qui évite des placements inconsiderés.

#### 5° Encouragements généraux à l'apprentissage.

D'une façon générale, l'Association met à l'ordre du jour de ses séances les questions les plus actuelles relatives à la formation professionnelle. Elle s'est efforcée de travailler de pair avec l'Office fédéral du travail (1); de même une certaine collaboration a été établie avec la Commission suisse des apprentissages de l'U. S. A. M. (2), bien que cette colla-

---

(1) En particulier pour la préparation de la loi fédérale sur la formation professionnelle.

(2) V. § 3, consacré à l'U. S. A. M.

boration ne soit pas encore méthodiquement organisée.

Le travail des membres de l'Association avec les bureaux cantonaux est toujours actif. A cette tendance unificatrice qui groupe les représentants des bureaux d'apprentissage, il faut ajouter celle qui a poussé les sociétés et associations professionnelles à adhérer à l'Association centrale.

La question du rapport de ces sociétés entre elles, et la manière dont s'organise le travail ont été précisées lors d'une assemblée générale à Lucerne en 1921 (1).

Signalons seulement, que l'utilisation de commissions ou de conférences spéciales (notamment la Commission spéciale pour les jeunes gens des professions commerciales), auxquelles assistent des représentants de l'Association, permet un travail en commun très efficace.

Nous n'avons pas ainsi épuisé la liste des interventions de l'Association, mais simplement précisé la sphère de son activité. Elle consiste en résumé, à s'occuper de tous les problèmes ayant trait à l'éducation, à l'apprentissage et à l'orientation professionnelle, que ces problèmes touchent les parents, les associations professionnelles, ou l'économie publique tout entière. Cette centralisation permet une grande unité d'action, et par la puissance et l'autorité qu'elle lui confère, elle place l'Association suisse de Conseils d'apprentissage et de Protection des apprentis au premier rang des grandes institutions économiques de la Suisse.

---

(1) V. à ce sujet la brochure : « Was erwarten die Berufsverbände von Berufsberatung ? » par Hans BOLLER, et une autre publication traitant le même sujet par M. P. JACCARD, inspecteur des apprentissages du canton de Neuchâtel.

## SECTION II

LES CONFÉRENCES DES OFFICES CANTONAUX  
D'APPRENTISSAGE  
DE LA SUISSE ROMANDE ET DU TESSIN

Par leur origine, les Conférences des Offices cantonaux d'apprentissage se rattachent étroitement à l'A. S. C. A. P. A. L'initiative de la première réunion avait été prise par trois représentants des cantons romands au cours d'une assemblée de l'A. S. C. A. P. A. tenue à Zurich. Cette première séance eut lieu à Lausanne le 28 décembre 1904, et était présidée par le délégué du canton de Fribourg; assistaient en outre, à la séance les délégués des cantons de Neuchâtel, Vaud, Valais et Genève.

Le président énonce comme suit le but que les Offices romands recherchent en se réunissant :

« Union dans l'application de nos lois d'apprentissage dans les cantons romands, et sur quels points elle peut porter ».

L'assemblée décide la constitution des Conférences, et le programme de travail adopté comporte :

1° L'établissement de programmes sur la base de ceux des cantons de Vaud et de Neuchâtel;

2° Elaborer sur la base de la loi sur les conseils de prud'hommes de Genève, une liste de métiers pour lesquels des programmes doivent être établis;

3° Répartir le travail entre les cinq cantons, de façon à le faire aboutir dans un délai rapproché;

4° Un délai jusqu'au 15 janvier 1905 est fixé pour que les Offices romands remettent au président la liste des mé-

tiers, en indiquant ceux pour lesquels un programme est déjà établi ;

5° La base uniforme des programmes en six rubriques est ensuite adoptée.

Les procès-verbaux des séances subséquentes constituent un dossier volumineux et intéressant, dont nous ne pouvons que donner un bref aperçu.

Les premières années les séances étaient assez fréquentes ; il s'agissait de publier rapidement les programmes réclamés par tous les métiers.

Chacun de ces programmes d'apprentissage consiste en une sorte de monographie d'un métier, c'est-à-dire un exposé aussi succinct et aussi complet que possible de l'ensemble des connaissances, qu'un jeune homme ou une jeune fille doit acquérir au minimum, pour connaître son métier dans un temps déterminé.

Le grand avantage de ces brochures est d'établir d'une manière objective et rationnelle un plan d'apprentissage, qui n'est plus abandonné à l'arbitraire du patron. A chaque métier est consacrée une brochure d'une douzaine de pages, dont le but est de renseigner les parents, les tuteurs et les apprentis, sur les conditions et les travaux de la profession envisagée ; elle est également utile aux maîtres d'état à l'égard des connaissances qu'ils doivent enseigner à leurs élèves.

Pour chaque programme une enquête étendue a été faite auprès des patrons et des professionnels, afin d'obtenir leurs observations et leurs conseils. Le programme d'apprentissage est divisé en plusieurs chapitres qui sont les suivants :

Notes préliminaires générales : Durée de l'apprentissage — Conditions de l'apprentissage — Contrat d'appren-

tissage — Marche de l'apprentissage — Répartition du travail — Cours professionnels obligatoires — Détails sur les examens de fin d'apprentissage — Liste des ouvrages à consulter pour chaque métier.

Il existe actuellement des guides pour 110 professions; ils ont été établis extrêmement soigneusement, soumis à la critique des gens du métier, et révisés périodiquement. Ils constituent ainsi une bibliographie tout à fait remarquable, qui permet de remédier à cette absence de règles qui caractérisent trop souvent la marche de l'apprentissage.

En particulier ces dernières années, le développement pris par l'orientation professionnelle a mis en valeur les publications des Offices romands, qui fournissent une contribution importante aux données nécessaires au choix des métiers (1).

Mais l'activité des Offices ne s'est pas bornée à l'établissement des programmes; toutes les questions relatives à la protection des apprentis, à leur enseignement, à leur orientation ont été étudiées en commun. A la suite de discussions approfondies, des rapports ont été transmis aux gouvernements cantonaux sur l'élaboration ou la revision des lois de l'apprentissage.

En un mot les membres des Offices se sont renseignés mutuellement, se sont encouragés dans leur tâche et ont formé entre eux un petit groupement que des relations très cordiales ont rendu précieux à tous ses membres.

---

(1) En France, des efforts analogues due à l'initiative privée ont été tentés : nous faisons allusion à la « Rose des Métiers » de M. MAUVEZIN. Mais ces courtes et schématiques analyses professionnelles ne sont en rien comparables aux minutieuses monographies des Offices romands.

Désirant provoquer chez les apprentis l'intérêt pour les questions professionnelles, les Conférences de la Suisse romande et du Tessin ont publié à leur intention le journal « La Jeunesse Professionnelle » dont treize numéros ont paru de 1920 à 1925 (1). Mais le manque de ressources (ce journal était tiré à 8.000 exemplaires et distribué gratuitement) a fait suspendre cette publication.

Créée spécialement en vue d'assurer une meilleure application de la loi, l'Union romande des Offices d'apprentissage a vu son champ d'action s'agrandir sans cesse; elle a apporté une solution des plus heureuses au difficile problème de l'extension des mesures légales de protection et de développement de l'apprentissage.

### SECTION III

#### L'UNION SUISSE DES ARTS ET MÉTIERS

(U. S. A. M)

Fondée le 16 novembre 1879 à Lucerne, l'Union suisse des Arts et Métiers a travaillé avec une grande activité à la protection et au développement des métiers. Son champ d'action est donc très vaste; nous ne saurions en donner ici même un aperçu, nous indiquerons seulement son action en matière d'apprentissage, qui est une des branches de son programme d'activité.

Dès les premières assemblées, tenues à Aarau, à Zoug, à Zurich, etc., on s'occupa de cette question, et le Comité cen-

---

(1) Cf. l'article de M. JACCARD dans la brochure jubilaire précitée, page 262.

tral ouvrit une enquête artisanale en 1883, dont les résultats furent transmis au Conseil fédéral, et qui lui permit de découvrir ce qui manquait à la formation professionnelle et d'y apporter remède (1).

C'est en 1891 que la Commission centrale, en sa qualité d'organe central de l'U. S. A. M., fut chargée par la direction, des examens suisses de fin d'apprentissage. Cette Commission a subi depuis lors bien des changements et des améliorations; elle a vu ses attributions grandir d'année en année, et finalement est devenue de toutes les sections la plus importante.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle déjà, un des principaux buts du « Gewerbeverband » fut l'élaboration d'une loi industrielle fédérale, et il n'y eut presque pas d'assemblée où l'on ne discutât de la question.

Après que l'Union eut été chargée par le Département fédéral, en 1893, d'une enquête sur les moyens d'améliorer et d'encourager l'apprentissage à domicile, on soumit au peuple suisse un projet de révision constitutionnelle permettant à la Confédération de légiférer en matière d'arts et métiers. Le rejet de ce projet, le 4 mars 1894, à une assez faible majorité, ne découragea pas les efforts de l'Union, qui elabora alors un projet de loi complet sur la question. Ce projet a été bien souvent remanié, le dernier texte en date étant celui du 5 juillet 1925 (2).

Depuis lors, l'U. S. A. M. a continué ses travaux : le

---

(1) V. le rapport de la Commission du Conseil National du 8 mars 1884 et celui de la Commission du Conseil des Etats du 3 mai 1884.

(2) V. la brochure « Projet de l'assemblée annuelle de l'U. S. A. M. » adopté le 5 juillet 1925 à Baden.

2 mars 1927 un échange de vues a eu lieu entre l'expert de l'Office fédéral du travail qui s'occupe de ces questions et les membres de la direction de l'Union.

Ces derniers sont ainsi en relations constantes, soit avec le pouvoir central, soit avec les gouvernements cantonaux. Ils jouent donc un rôle économique important qui a nécessité de nombreux remaniements dans l'organisation du groupement.

L'ancienne Commission centrale des examens fut remplacée par la Commission suisse des apprentissegés, qui a son tour a été complètement réorganisée en 1927. La direction a demandé à tous les groupements déployant une activité intéressant l'apprentissage de désigner eux-mêmes des représentants qualifiés pour siéger au sein de la nouvelle Commission (1).

Grâce à un contact étroit de l'Office central avec les associations professionnelles, on a réussi à rendre effective la collaboration entre ces dernières et la Commission suisse des apprentissegés. Mais dans le rapport de 1925, le président souhaite que cette prise de contact soit encore plus intime et plus efficace, car dit-il, « c'est à notre Commission qu'incombe la tâche d'assurer toutes les relations des associations professionnelles avec les Offices cantonaux chargés de l'exécution des lois cantonales d'apprentissage. Au lieu que chaque association s'adresse à diverses reprises à tous les gouvernements cantonaux pour une affaire spéciale, elle

---

(1) Tous les milieux consultés se sont déclarés d'accord à collaborer dans ce domaine. Parmi les organisations qui sont représentées dans la commission, on peut citer les Offices cantonaux d'apprentissage de la Suisse romande et du Tessin, l'A. S. C. A. P. A., l'Association suisse pour l'enseignement professionnel, etc...

peut avec profit faire appel à la Commission suisse des apprentissages et à son Office qui, les deux, sont en relations constantes avec les gouvernements cantonaux. Il est absolument indispensable que les associations se fassent un devoir d'établir leurs relations avec les diverses instances cantonales en passant par la Commission suisse des apprentissages. »

La tâche de celle-ci est précisément de coordonner tous les efforts, de leur imprimer une direction unique pour les renforcer et d'élaborer un programme général d'activité.

Outre l'action exercée par l'Union sur les pouvoirs publics ou groupements professionnels, il faut signaler les importants effets de son influence immédiate.

Dès sa fondation, l'U. S. A. M. a voué une attention toute spéciale aux œuvres de protection des apprentis, à une époque où l'on ne comptait encore que peu de bonnes volontés pour s'adonner à cette tâche. Dans son rapport de 1920, M. Léon Genoud, directeur du Musée industriel à Fribourg et président de la Commission, a pu écrire : « Notre secrétariat sert de plus en plus d'office central de renseignements pour tout ce qui a trait à l'apprentissage et à l'enseignement professionnel. »

Il n'est pas possible d'entrer dans le détail de l'activité de l'Union, nous signalerons les points les plus importants.

La question de l'examen de fin d'apprentissage est une de celle à laquelle il a été voué le plus de soins. L'U. S. A. M. peut justement revendiquer l'honneur d'avoir accompli une œuvre de pionnier dans ce domaine ; c'est sur son instigation qu'on institua les examens qui furent rendus peu à peu obligatoires. Il suffira de se reporter aux tableaux de la section I du présent chapitre pour se rendre compte du développe-

ment extraordinaire qu'a pris cette institution. Ce que cette statistique ne saurait rendre c'est l'effort constant de la Commission centrale en vue de l'unification de cette organisation.

On a cherché à atteindre ce but par l'intermédiaire de délégués aux examens de fin d'apprentissage; on recommande aussi aux directions compétentes d'appliquer aussi strictement que possible le « Règlement » du 29 janvier 1923 et les « Instructions » du 4 février 1924 que nous avons déjà étudiés.

Toutefois, comme dans la plupart des cantons les examens sont devenus une institution d'Etat, la compétence de l'Union a été réduite, de telle sorte que la Commission ne peut plus décider ou réglementer comme autrefois, mais elle doit se borner à donner des conseils concernant l'emploi des procédés d'examen rationnels. Elle est tenue de verser aux cantons les subsides fédéraux, sans même demander si ses conseils ont été suivis ou non.

Des efforts semblables ont été tentés, et avec beaucoup de succès, en vue de l'établissement et de la diffusion du contrat-type d'apprentissage (v. supra). Depuis de nombreuses années, l'U. S. A. M. s'efforce de baser le rapport d'apprentissage sur un contrat aussi uniforme que possible pour toute la Suisse (1) (question difficile à réaliser car les associations professionnelles ont pour la plupart créé des règlements et des contrats particuliers); elle n'a pas hésité à tenir compte des diverses propositions qui lui ont été faites pour les transformer complètement en 1926 (2). Elle a ainsi puis-

---

(1) En 1920, la vente du formulaire type de contrat d'apprentissage a atteint le nombre de 27.150.

(2) Cf. première partie, chapitre I, section III, § 2.

samment contribué à régler juridiquement les rapports d'apprentissage, en remédiant au manque de réglementation légale.

Ses réformes ne se sont pas limitées à ces points : diplôme, durée, enseignement professionnel, etc..., rien de ce qui touche à l'apprentissage ne lui est demeuré étranger. Elle s'est efforcée, tout en y apportant des perfectionnements d'introduire une plus grande uniformité dans toutes ses institutions, de généraliser dans toute la Suisse l'emploi de méthodes identiques : introduction de règlement d'examen, adaptation des divers contrats d'apprentissage au contrat-type, création de manuels d'étude pour l'enseignement technique, unification des devoirs d'examen, etc...

Les attributions de l'U. S. A. M. se sont trouvées sinon réduites, du moins partagées par l'intervention de l'A. S. C. A. P. A. La Commission d'apprentissage n'a pas renoncé à ses attributions, mais collabore avec l'association susmentionnée

L'annexe de la Schweizerische Gewerbezeitung, « Berufsberatung und Berufsbildung », est l'organe officiel de l'A. S. C. A. P. A., et dans l'organe français de l'U. S. A. M. (Artisan et Commerçant), paraissent régulièrement les communiqués de la dite association. On a ainsi abouti à une collaboration très réelle entre les deux organismes, collaboration qui s'est encore renforcée lorsque le président de la Commission des apprentissages est devenu membre de l'A. S. C. A. P. A. Au comité de cette dernière est venue s'ajouter une commission de sept membres qui a pour tâche d'étudier une réorganisation de l'A. S. C. A. P. A. deux délégués, représentant l'Union suisse au sein de cette com-

mission. Le contact entre les deux associations reste ainsi très étroit.

En collaborant de cette façon avec d'importants groupements économiques, l'U. S. A. M. n'abandonne pas la ligne de conduite qu'elle s'est tracée et ne sacrifie nullement son indépendance, comme d'aucuns le prétendent. Elle se trouve actuellement à un point important de son histoire, et doit prendre des résolutions de la plus haute importance.

On s'occupe en ce moment du jubilé que l'Union fêtera prochainement pour la célébration de son cinquantenaire, à l'occasion duquel seront éditées plusieurs brochures retraçant son activité, sa puissance actuelle et le rôle toujours plus important qu'elle sera appelée à jouer (1); elle travaille à transformer et améliorer la situation de l'artisan, et à « couronner cette transformation prospère de l'artisanat par une forte organisation corporative, qui asseoirait définitivement l'édifice indispensable de la classe moyenne » (2).

---

(1) L'action de l'Union se traduit aussi par l'importance de son effectif qui s'élève à 137.581 membres au 1<sup>er</sup> avril 1928, en sérieuse augmentation sur celui de l'année dernière. L'Union groupe en outre, 20 Associations cantonales, 84 Associations professionnelles suisses et 17 Chambres de Métiers, Musées industriels, Ecoles, etc.. La fortune de l'organisation centrale des Arts et Métiers s'élevait à fin 1927 à 1.094.900 francs. Pour plus de détails, voir « Journal suisse des artisans et commerçants » du 15 juin 1928, page 103.

(2) Cf. « Bulletin de la Foire suisse » n° 11, article de M. MULLER-CHIFFELLE.

## Appendice

### La Législation fédérale & l'Apprentissage

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle déjà, des efforts avaient été tentés pour faire intervenir la Confédération en faveur du développement de la formation professionnelle. Nous rappelons pour mémoire les textes déjà étudiés de 1884, de 1891 et de 1895.

Nous savons (v. pages 16 et 18 de l'introduction) qu'en 1908, le peuple suisse se prononça en faveur de l'insertion dans la Constitution fédérale d'un article 34 *ter* ainsi conçu : « Le Conseil fédéral a le droit de statuer des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers ».

A la fin de la même année les représentants des principales associations économiques arrêtaient, sous la direction du Département fédéral de l'Industrie, le programme de la législation prévu par l'article 34 *ter*. Le dit programme ayant été approuvé par ce Département, on entreprit les

---

(1) L'intervention du législateur fédéral dans le domaine des apprentissages est une question vivement discutée depuis des dizaines d'années. En raison du sérieux mouvement d'opinion qu'elle a soulevé et de l'importance capitale que revêtirait sa réalisation pratique, nous pensons bien faire en lui consacrant la fin de ce travail.

travaux préparatoires des diverses lois (1), les associations économiques, et en particulier l'U. S. A. M. ayant auparavant communiqué leurs vœux et désirs.

Malheureusement ces travaux furent remis d'année en année, si bien qu'en 1921, lors de la création de l'Office fédéral du Travail (2), ce dernier qui se trouvait alors compétent pour accomplir cette besogne, ne put plus utiliser les documents réunis, en bonne partie surannés.

Seul, le domaine des apprentissages et de l'instruction professionnelle, conservait des bases suffisantes pour asseoir les travaux prévus; aussi l'on décida de débiter par cette partie de la législation.

Parmi les nombreux mémoires adressés au Département de l'Industrie à ce sujet (3), celui qui constituait la base la plus solide pour l'établissement d'un avant-projet, était le « Projet du 9 juin 1918 de l'U. S. A. M. sur l'apprentissage et l'instruction professionnelle ».

Absorbé par d'autres tâches plus urgentes, l'Office fédéral du Travail ne put mener à bien l'œuvre qui lui incombait avant la fin de l'année 1923; à cette date un avant-projet fut publié et les intéressés furent priés de formuler les observations qu'il leur suggérerait (4).

---

(1) Ce fut le Docteur VON SALIS qui fut chargé de ces travaux préparatoires. V. page 5 de l'« Avant-projet et exposé des motifs d'une loi fédérale sur la formation professionnelle ».

(2) V. Arrêté fédéral du 8 octobre 1920 portant création de l'Office fédéral du Travail (Rons, XXVII, 49).

(3) Citons à titre d'exemple le « Projet » de la Fédération ouvrière suisse, les « Postulats » formulés par la Société suisse des Commerçants, les « Avis » de la Société suisse du Commerce, etc...

(4) L'Office fédéral fut ainsi amené à apporter des retouches à son avant-projet. Actuellement un nouveau texte est sur le chantier, il n'est malheureusement pas encore publié, le projet de 1923 demeurant ainsi le dernier en date.

## SECTION I

## DE L'INTRODUCTION D'UNE LOI FÉDÉRALE

§ 1<sup>er</sup> — Arguments en faveur.

On sait combien les membres d'un Etat fédéral sont jaloux de leur indépendance; c'est à ce point qu'on peut se demander si une législation fédérale en matière d'apprentissage est opportune, d'autant que l'avant-projet en question a soulevé de nombreuses objections. Nous pensons toutefois que celles-ci pourront être écartées, parce que les circonstances imposent une réglementation centralisée de la formation professionnelle.

En effet, du moment qu'il s'agit d'élever le niveau de la valeur des travailleurs, tous les cantons sont solidaires, car ils ne constituent pas des entités économiques indépendantes les unes des autres. Or, il s'en faut, bien qu'elles soient calquées les unes sur les autres, que les lois cantonales en matière d'apprentissage soient toutes parfaites, et l'on peut craindre que par suite d'une formation professionnelle insuffisante le pays ne soit débordé par l'étranger.

D'autre part, certains cantons comme Neuchâtel et Vaud qui éprouvent le besoin de reviser leur législation, ont insisté à maintes reprises sur l'intérêt qu'il y aurait à édicter dans le plus bref délai possible une loi fédérale sur l'apprentissage (1), la perspective de cette loi ayant déjà fait maintes fois suspendre les travaux de revision.

On ne peut demander aux Grands Conseils des diffé-

---

(1) V. le discours de M. KREBS, secrétaire de l'U. S. A. M. dans la conférence du 10 juin 1923.

rents cantons d'être universels, de telle sorte que beaucoup de lois, se ressentent d'une vue trop étroite de l'ensemble des professions, du manque de connaissances des exigences des différentes carrières. La Confédération au contraire pourra faire appel à des spécialistes qui lui éviteront des erreurs, et elle pourra profiter des expériences en cours.

A ce propos on peut signaler le fait que la division de la Suisse en cantons est extrêmement favorable au progrès social, parce qu'elle permet de faire sur des territoires restreints, des essais divers, concluants s'ils réussissent, mais n'entraînant pas grand dommage dans le cas contraire (1). C'est bien ce qui s'est passé en matière d'apprentissage, Neuchâtel ayant donné l'exemple en 1890; mais actuellement la cause est entendue, et l'on ne saurait reprocher à la Confédération de s'engager dans l'inconnu.

En outre des conflits peuvent surgir lorsque les dispositions cantonales entrent en contradiction avec le Code des Obligations, ou bien les unes avec les autres; dans certains établissements la réglementation de l'apprentissage est insérée dans des contrats collectifs de travail passés entre des associations professionnelles intercantionales; il est alors particulièrement gênant d'adapter les clauses du contrat collectif aux différentes dispositions cantonales; ce danger serait évité, ou du moins considérablement diminué par une législation fédérale.

L'établissement d'une telle législation ne mettrait pas en danger, ainsi qu'on l'a dit, l'autonomie cantonale en matière d'instruction publique. L'instruction publique ne sau-

---

(1) A l'inverse, des pays fortement centralisés comme la France, ne peuvent tenter des expériences nouvelles sans avoir à craindre de très graves inconvénients si ces innovations sont malheureuses.

rait être fédérale, car elle implique la culture, qui est une affaire de race, de langue, alors qu'au contraire la pratique de tous les métiers importants est dépourvue de caractère local et peut fort bien relever d'une autorité centrale.

A toutes ces raisons, ajoutons-en encore une dernière : ainsi que nous l'avons signalé, la question des apprentissages, est liée à celle de l'orientation professionnelle, institution qui ne peut se perfectionner que dans les grandes villes justifiant par leur population un conseil d'apprentissage permanent. Or, seule une législation fédérale pourra étendre à tout le pays le bénéfice du travail accompli dans les grands centres.

Tels sont quelques arguments qui militent en faveur de l'introduction d'une loi fédérale; nous n'en avons pas épuisé la liste, mais ceux que nous avons signalés suffisent à montrer que cette réforme est urgente et désirable.

## § 2. — De la constitutionnalité d'une telle loi.

La Constitution permet-elle d'édicter une loi fédérale sur la formation professionnelle ?

L'article 34 *ter* de la Constitution fédérale, l'autorise à statuer des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers. Le contenu de ces prescriptions n'est pas limité, et la seule difficulté qui se présente est relative à l'expression « arts et métiers ».

En effet, une pareille loi fédérale viserait aussi l'industrie et le commerce, et l'on s'est demandé si le domaine des « arts et métiers » suffisait comme champ d'application.

Dans le texte allemand cette question ne se pose pas, puisque l'expression « Gewerbe » peut s'entendre dans un

sens large comprenant à la fois l'industrie et le commerce.

Quant aux textes français et italiens, bien que la question soit controversée, il ne nous semble pas non plus qu'ils puissent prêter sérieusement matière à discussion.

En effet, comme le fait remarquer M. Pfister, directeur de l'Office du travail, dans la brochure précitée « ..... on est porté à se demander s'il serait vraiment raisonnable d'envisager la compétence législative de la Confédération sous un aspect aussi étroit (1), car, à quelques exceptions près on ne voit pas sur quoi l'on pourrait légiférer par application de l'article 34 *ter*, sans déborder le domaine des arts et métiers proprement dit ».

Dans le même sens, M. le professeur Burckhardt relève que les dispositions sur les arts et métiers seraient bien souvent dénuées de sens et d'effet, si elles ne pouvaient pas s'appliquer aux établissements exploités sous la forme de fabriques. Il démontre en outre, très justement qu'en matière de commerce et de transport, les intérêts en présence sont encore moins localisés que dans le domaine des arts et métiers entendu au sens strict, de telle sorte que pour ce motif une réglementation fédérale uniforme paraît particulièrement indiquée dans ce domaine (2).

Si à ces considérations, on ajoute le fait qu'il est bien difficile de tracer une ligne de démarcation précise entre les

---

(1) C'est-à-dire sans accorder à la Confédération de droit de légiférer sur l'industrie et le commerce.

(2) Mentionnons que M. GERMANN qui a longuement étudié cette question dans la « Revue de la Société des juristes bernois » (Vol. ix, cahiers 9 et 10), aboutit à la conclusion que l'art. 34 *ter* offre à la Confédération toute compétence de légiférer sur la « Gewerbe » au sens large. M. HILTY, professeur de droit, a adopté la même solution.

arts et métiers d'une part, et l'industrie et le commerce de l'autre, il paraît bien établi que l'article 34 *ter* doit être entendu dans un sens large, et que la compétence du pouvoir central peut s'étendre à l'industrie et au commerce.

## SECTION II

### DU CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI

Jusqu'ici, nous avons envisagé d'une façon toute théorique le problème de l'introduction d'une loi fédérale relative à l'apprentissage et à l'enseignement professionnel. En traçant les limites du champ d'application de cette loi, nous devons quitter le domaine de la généralité pour nous référer à l'« Avant-projet d'une loi fédérale sur la formation professionnelle » élaboré en décembre 1923 par l'Office fédéral du travail, et qui est chronologiquement le dernier texte officiel en date (V. page 135, note 4).

#### § 1<sup>er</sup> — Matières régies par la loi.

On peut dégager des remarques générales précédant l'exposé de l'avant-projet que l'idée directrice de la loi doit être de relever l'habileté professionnelle en développant la formation technique de la jeunesse, son champ d'application ne se limitant pas strictement aux apprentis; inversement, il y a lieu d'écarter toutes les dispositions qui ne répondent pas directement à son but, et en particulier celles qui ont trait à la protection des apprentis.

Ce dernier caractère pourrait surprendre, si cette exclusion ne s'expliquait de la façon suivante : on entend réserver l'inscription des dispositions de protection des apprentis

dans le texte d'une autre loi, la loi sur la protection ouvrière (1). Sans exposer les justifications de cette manière de voir, nous signalerons seulement, que le projet présenté par l'U. S. A. M. à l'Office du travail comprend tout à la fois des mesures d'instruction professionnelle et des mesures de protection.

Quoi qu'il en soit, l'avant-projet officiel se préoccupe uniquement des mesures propres à relever l'habileté professionnelle en développant la formation technique. Le comité d'experts a même proposé d'étendre le champ d'application non seulement à tous les jeunes gens de moins de 18 ans, mais encore aux ouvrières eux-mêmes, qui seraient tenus de suivre l'enseignement technique. La Confédération acquerra ainsi une influence déterminante sur la formation professionnelle.

On voit assez par ces remarques quelles seront les préoccupations du législateur. Il veillera tout particulièrement à l'instruction professionnelle de l'apprenti, aux devoirs du maître; il faudra instituer des examens, des certificats d'aptitudes, il faudra empêcher que les règles de l'apprentissage ne soient éludées, etc...

Tous ces points trouveront place soit dans la loi, soit dans les ordonnances du Conseil fédéral ou des cantons. La collaboration de ceux-ci est importante, car c'est à eux qu'incombera plus particulièrement la mise en application de la loi; ils auront à édicter dans le cadre de celle-ci les prescriptions d'exécution.

---

(1) Le programme arrêté par la législation sur les arts et métiers en vertu de l'art. 34 *ter*, comprend, outre l'avant-projet dont nous parlons, des dispositions sur la protection des arts et métiers, et une loi de protection ouvrière.

Ces points étant connus, on peut s'étonner de voir passer sous silence l'importante question de l'orientation professionnelle. Dans les remarques générales précédant l'avant-projet en question, on fait valoir qu'« il serait prématuré de vouloir formuler dès maintenant des dispositions de droit matériel sur l'orientation professionnelle ». Cette raison n'a peut-être pas conservé toute sa force depuis les cinq années qui se sont écoulées, et bien que la question relève aussi du placement, il nous paraît regrettable que le législateur ignore cette aide précieuse. Il est à souhaiter que le nouveau projet actuellement en préparation vienne consacrer législativement cette institution.

## § 2. — Conséquences de l'introduction de cette loi.

La conséquence la plus importante de l'introduction d'une législation fédérale, serait l'abrogation générale des lois cantonales sur l'apprentissage, ainsi que des autres dispositions relatives à des matières traitées par le pouvoir fédéral, et leur centralisation en une loi unique.

En réalité, cette abrogation serait plus théorique que réelle, car elle est tempérée par les deux observations suivantes : d'une part, les mesures prises par les autorités cantonales pourront subsister sur la base de la loi fédérale, ce qui revient pratiquement à consacrer une bonne partie de la législation actuellement existante.

D'autre part, la loi fédérale n'envisageant pas, comme nous l'avons dit, la protection des apprentis, les dispositions cantonales en cette matière demeureront en vigueur.

La loi nouvelle tout en créant du droit public, ne reprendra évidemment pas les principes généraux du droit des obli-

gations sur la conclusion du contrat, la nullité, les vices du consentement, etc... Comme le fait remarquer M. Pfister, « la loi suivra dans toute la mesure du possible la réglementation du rapport d'apprentissage telle qu'elle est établie par le titre dixième du Code des Obligations » (1).

Outre l'unification des dispositions cantonales, l'intervention du pouvoir fédéral permettra de concentrer les arrêtés relatifs à l'allocation des subventions fédérales dont nous avons déjà parlé, ces arrêtés disparates quant à la forme et quant au fond, s'écartant actuellement les uns des autres par suite de simples raisons historiques.

---

---

(1) Toutefois, il y aura forcément certaines divergences, qui sont même nécessaires, pour mettre en valeur les considérations de droit public, auxquelles répond la loi.

## Conclusions

---

La concurrence internationale dans le domaine du travail a atteint un tel degré d'acuité, que seuls les Etats livrant les meilleurs produits peuvent soutenir la lutte. La Suisse, entourée de grands pays industriels et commerçants, a senti la nécessité, plus que tout autre Etat, de former des ouvriers habiles et consciencieux. Aussi, le relèvement des métiers et des connaissances professionnelles — but des lois sur l'apprentissage — a revêtu dans notre pays un caractère particulièrement important.

Si les premières heures de la restauration de l'apprentissage furent difficiles, et si la loi fut maintes fois entravée par l'inaction ou le mauvais vouloir des intéressés, il faut reconnaître que les autorités législatives n'ont pas fait fausse route, et qu'un progrès considérable a été accompli en faveur des œuvres de la jeunesse.

Le jeune homme sait aujourd'hui qu'il existe des institutions officielles capables de lui donner les conseils et les directives nécessaires.

Nous avons signalé les mesures de protection légale envers les apprentis, précisé les rapports entre maîtres et élèves, les dispositions relatives au développement professionnel : dans toutes ces matières, l'action législative n'a cessé de s'assouplir et de s'adapter aux faits en faisant appel aux associations professionnelles ou aux syndicats. En outre, en

intervenant dans tous ces domaines, le législateur a eu le mérite de mettre fin aux abus et à l'arbitraire qui caractérisaient le régime de la liberté absolue.

En face de la règle de droit, la mentalité des intéressés s'est peu à peu modifiée : la signification de l'apprentissage a été mieux saisie, patrons et apprentis ont pris plus nettement conscience de leur rôle et de leurs devoirs respectifs, et cette transformation semble bien être une des caractéristiques les plus heureuses du régime actuel.

Est-ce à dire que l'œuvre du législateur soit terminée ? Les desiderata que nous avons eu l'occasion de signaler prouvent qu'il n'en est rien :

L'ignorance dans laquelle le législateur tient l'institution de l'orientation professionnelle ne saurait se prolonger encore fort longtemps, du moment que cette institution est en train d'atteindre le grand public ; les timides tentatives de préapprentissage que nous avons constatées ne sont, nous l'espérons, que les prémices d'un mouvement beaucoup plus vaste pouvant peut-être conduire à l'apprentissage obligatoire ; les efforts constants de l'U. S. A. M. tendant à réformer l'organisation des examens, les diplômes, les contrats, l'organisation administrative, prouvent que le régime actuel est encore susceptible de maintes améliorations ; enfin, les divergences que nous avons pu signaler dans les dispositions des lois cantonales (quant aux mentions au contrat, quant aux heures de travail, quant à la surveillance, etc...), permettent de formuler contre le système en vigueur la critique la plus sérieuse, qui domine toutes les autres : l'absence d'une loi fédérale.

Nous ne voulons pas revenir sur les arguments qui mi-

litent en faveur de l'introduction d'une telle législation, arguments déjà exposés dans notre appendice; il en ressort clairement qu'un grand progrès aura été accompli le jour où le pouvoir central prendra cette initiative.

Bien qu'on paraisse aujourd'hui envisager sérieusement la question, nous n'osons laisser entrevoir la mise en vigueur très prochaine d'une loi fédérale sur l'apprentissage, car en cette matière les prédictions ont toujours été très hasardeuses, ainsi que le prouvent celles des nombreux auteurs ayant abordé la question depuis 1908, et qui tous ont cru à l'imminence de cette loi.

S'associant aux vœux sans cesse renouvelés de l'U. S. A. M., on peut simplement souhaiter qu'on ne diffère pas indéfiniment la soumission à l'assemblée fédérale du projet de loi en question.

En effet, le problème de l'apprentissage n'est plus pour le législateur une institution d'ordre secondaire: il a pris l'aspect d'une véritable question sociale qui mérite toute l'attention des gouvernants du pays.

*Vu le Doyen,*

H. BERTHELÉMY.

*Vu, le Président,*

WILLIAM OUALID.

**Vu et permis d'imprimer :**

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

**P. CHARLÉTY.**

# Législation régissant l'apprentissage dans les cantons romans

---

## I. — Législation fédérale

Code civil suisse, art. 421, titre XI, chiffre 12.

Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse.

Livre cinquième : « Droit des obligations » du  
titre dixième : « Du contrat de travail » (1).

Arrêté fédéral du 20 décembre 1893 relatif à l'introduction  
dans la Constitution fédérale d'un art. 34 *ter*.

Arrêté fédéral complétant la Constitution fédérale en ce qui  
concerne le droit de légiférer en matière d'arts et  
métiers, adopté par le peuple suisse, le 5 juillet  
1908.

Arrêté fédéral du 27 juin 1884 concernant l'enseignement  
professionnel.

Règlement d'application de l'arrêté du 27 juin 1884, du 27  
janvier 1885.

Arrêté fédéral du 15 avril 1891 concernant l'encouragement  
de l'enseignement commercial.

Arrêté fédéral du 20 décembre 1895 concernant l'enseigne-  
ment de l'économie domestique et l'instruction pro-  
fessionnelle à donner à la femme.

---

(1) V. § 2 de l'introduction.

Règlement du 17 novembre 1900, sur l'exécution de l'arrêté précité et de l'arrêté du 27 juin 1884 concernant l'enseignement professionnel.

Arrêté du Conseil fédéral du 2 décembre 1901 relatif au calcul des subventions fédérales à l'enseignement professionnel.

Règlement du 22 janvier 1909 pour l'exécution de l'arrêté fédéral du 15 avril 1891 concernant l'encouragement de l'enseignement commercial.

Ordonnance du 7 juin 1928, portant exécution des arrêtés fédéraux relatifs à l'enseignement professionnel industriel, à l'enseignement commercial, à l'enseignement ménager et à l'instruction professionnelle du sexe féminin.

## **II. Legislations cantonales**

### **FRIBOURG**

Loi sur la protection des apprentis et des ouvriers du 14 novembre 1895.

Règlement des apprentissages du 13 octobre 1900.

Règlement concernant les cours professionnels pour commerçants du 15 septembre 1900.

Règlement concernant les examens d'apprentissage du 1<sup>er</sup> décembre 1900.

Décret du 27 novembre 1900 approuvant la fondation Rieter.

Arrêté du 22 juin 1901 pour l'exécution du décret du 29 novembre 1900.

### **VAUD**

Loi sur l'apprentissage du 22 novembre 1911.

Règlement d'application du 29 novembre 1911.

150 LA LÉGISLATION RELATIVE A L'APPRENTISSAGE  
DANS LES CANTONS SUISSES ROMANDS

Arrêté du 22 juillet 1924 modifiant le premier alinéa de l'article 12 du règlement du 29 décembre 1911, pour l'application de la loi du 22 novembre 1911 sur l'apprentissage.

Loi du 4 février 1925 revisant partiellement la loi sur les apprentissages du 22 novembre 1911.

Arrêté d'application du 29 janvier 1926 de la loi du 4 février 1925 revisant partiellement la loi du 22 novembre 1911 sur l'apprentissage.

Arrêté du 14 juillet 1927 instituant le « Fonds vaudois de donation en faveur des apprentis indigents ».

**VALAIS.**

Loi sur l'apprentissage du 21 novembre 1903.

Règlement du « Fonds cantonal des apprentissages » du 21 juin 1904.

Règlement des examens d'apprentis du 23 mars 1904.

Règlement concernant les écoles et cours professionnels du 15 novembre 1905.

Beschluss von, 25 Sept. 1918, betreffend die Hebung des Fachunterrichtes.

Règlement du 4 décembre 1925 concernant le subventionnement et le perfectionnement des apprentissages dans les métiers, l'industrie et le commerce.

Règlement des examens d'apprentis du 26 octobre 1926.

**NEUCHÂTEL.**

Loi sur la protection des apprentis du 21 novembre 1890, révisée par le décret du 19 mars 1909 et par la loi du 9 février 1921.

Règlement général pour les examens d'apprentis du 27 mai 1892, modifié par l'arrêté du 15 décembre 1922 et du 10 mars 1925.

Loi sur l'enseignement professionnel du 21 novembre 1898, modifiée par les décrets du 20 novembre 1899 et 12 juillet 1906, et par la loi du 9 février 1921.

Arrêté concernant le rôle des apprentis du 6 janvier 1893.

Décret instituant un préposé aux examens et à la surveillance des apprentissages, du 18 février 1895.

Arrêté concernant les examens en obtention du diplôme des Ecoles d'horlogerie, de mécanique et d'électrotechnique, du 3 avril 1908.

Règlement concernant la surveillance des apprentis de commerce et leurs examens de fin d'apprentissage du 25 février 1913.

Loi portant obligation pour les apprentis de fréquenter des cours professionnels, du 19 mars 1919.

Arrêté concernant la surveillance des apprentis par les syndicats professionnels du 17 décembre 1920, modifié par l'arrêté du 22 décembre 1922.

Arrêtés (5) concernant la durée du travail des apprentis coiffeurs, des apprentis vendeurs et vendeuses dans le commerce de détail, des apprentis boulangers, des apprentis pâtisseries-confiseurs, des apprentis maréchaux, du 6 janvier 1922, du 7 novembre 1922, du 22 décembre 1922, du 28 décembre 1923, du 14 juillet 1925.

Arrêté du 7 octobre 1927 concernant la participation de l'Etat aux dépenses effectuées par les communes pour assurer l'application de la loi sur la protection des apprentis.

**GENÈVE.**

- Loi sur le travail des mineurs, du 25 novembre 1899, modifiée par la loi du 8 novembre 1919 (abrogée).
- Règlement pour les examens obligatoires d'apprentis du 16 janvier 1920, modifié par l'arrêté du Conseil d'Etat du 4 septembre 1923.
- Règlement des cours professionnels, commerciaux et industriels du 2 avril 1921.
- Loi pour faciliter l'apprentissage des mineurs des deux sexes du 22 novembre 1922.
- Règlement pour les Commissions de surveillance des apprentis du 4 décembre 1923.
- Règlement pour les Commissions centrales de prud'hommes, du 4 décembre 1923.
- Règlement des cours professionnels commerciaux et industriels, approuvé en séance du Conseil d'Etat du 15 juillet 1924.
- Arrêté du 5 décembre 1924 du Conseil d'Etat concernant le secrétariat social pour l'éducation et la sélection professionnelles de l'enfance.
- Loi du 9 mars 1927 sur l'apprentissage et le travail des mineurs.
- Arrêté du Conseil d'Etat du 22 juillet 1927 concernant la durée du travail des apprentis, employés et ouvriers mineurs dans la maçonnerie, gypserie et peinture en bâtiments.
- Arrêté du Conseil d'Etat du 29 juillet 1927 concernant l'art. 50 de la loi sur l'apprentissage et le travail des mineurs, du 9 mars 1927.
- Arrêtés (5) du Conseil d'Etat autorisant les patrons jardiniers, les commerçants-détaillants, les patrons boulangers, les hôteliers et les restaurateurs, les patrons confiseurs-pâtisseries, à élever la durée du travail de leurs apprentis, employés et ouvriers âgés de moins de dix-huit ans, du 27 mars 1928.

# Bibliographie

## relative à l'apprentissage

## dans les cantons romans

---

### I. — DOCUMENTS OFFICIELS ET OUVRAGES DIVERS.

Avant-projet et exposé des motifs d'une loi sur la formation professionnelle, publié par l'Office fédéral du Travail, décembre 1923.

Feuille fédérale, 1900-1927. Rapports du Département du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture.

Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale suisse.

Guide pour les écoles professionnelles de perfectionnement, édicté par le Département suisse de l'économie publique en janvier 1915.

Guide pour les écoles de perfectionnement de l'économie domestique (*idem*).

La Suisse économique et sociale, deux vol., publié par le Département fédéral de l'économie publique (Décision du Conseil fédéral du 28 avril 1923).

Plusieurs messages du Conseil fédéral concernant le droit de légiférer en matière des arts et métiers; avant-projets de lois cantonales; exposés des motifs; rapports des inspectorats d'apprentissage; rapports et programmes des écoles professionnelles, etc...

GENOUD LÉON. — L'organisation des cours professionnels pour apprentis des métiers en Suisse, 1903.

- GENOUD LÉON. — La situation des maîtres de dessin et d'enseignement professionnel en Suisse. St-Gall, 1906.
- BERNET. — Lehrlingsausbildung und Lehrlingsfürsorge in Grossbetrieben der schweizerischen Metall — und Maschinen Industrie. Dissertation, Zurich, 1923.
- CHAVANNES et JEZLER. — Le choix d'une profession. L'intermédiaire des éducateurs, n° 64-67, 1919, pages 25 et suivantes.
- LAMBRECHTS Dr H. — L'apprentissage en Suisse. Gand, 1910.
- RUBIN et JEANGROS. — Gewerbliche und Kaufmännische Berufslehre im Kanton Bern « Zeitschrift für Volkswirtschaft und Sozialpolitik », 1927.
- SAVOY Dr E. — L'apprentissage en Suisse. Louvain, 1910.
- STUDER. — Der Lehrlingschutz in der Schweiz. Dissertation, Bern, 1920.
- WYSS W. — Das Lehrlings Verhältniss nach schweizerischem Recht. Bern, 1910.

## II. — PUBLICATIONS DE L'A. S. C. A. P. A

- Bericht über den Instruktionskurs. Winterthur, 1927.
- Bericht über den Instruktionskurs. Basel, 1919.
- Rapport sur le Cours d'orientation professionnelle à Genève, 1920.
- Bericht über den Kurs in Luzern, 1921.
- Bericht über den Kurs in Zurich, 1923.
- Rapport sur le Cours d'orientation professionnelle à Lausanne, 1924.
- Rapporto del corso d'orientamento professionale a Locarno, 1926.

- Richtlinien für die Berufsberatung. Ausgabe, 1923, I Teil,  
n° 17.
- Richtlinien für die Berufsberatung. Ausgabe, 1923, II, Teil,  
n° 16.
- Richtlinien für die Berufsberatung. Ausgabe, 1924, n° 19.
- Richtlinien für die Berufsberatung. Ausgabe, 1927, n° 26.
- DERIAZ A. — Le choix d'une profession et la surveillance de  
l'apprentissage.
- EGGERMANN J. — Les cours professionnels nécessaires aux  
apprentis.
- FURRER J. — Die Rechte und Pflichten des Lehrmeisters und  
des Lehrlings nach dem neuem schweiz. Obligationenrecht.
- KOHLI A. — Le rôle des visiteurs dans le canton de Neuchâtel.
- KREBS W. — Méthode pour le choix d'une profession.
- PEILLEX. — Les programmes d'apprentissage et d'examen.
- STOCKER O. — Sommes-nous dans la bonne voie dans notre  
législation sur les apprentissages ?  
— Berufswahl und Lebenerfolg.

### III. — PUBLICATIONS DE L'U. S. A. M.

- Vorarbeiten des schweizer. Gewerbeverbandes für die schweizer. Gewerbegesetzgebung.
- Entwurf eines Bundesgesetzes betr. Berufslehre und Berufsbildung. 4° 120 S., 1918.
- Projet de la loi fédérale sur la formation professionnelle adopté le 5 juillet 1925 à Baden.
- Annuaire suisse des Arts et Métiers, 1920-1927.
- Rapport annuel, 1920-1927.

Rapport sur les examens professionnels de fin d'apprentissage, la formation professionnelle et les œuvres de protection des apprentis, 1889-1927.

Denkschrift des schweizer. Gewerbevereins zur Feier seines 25 jährigen Bestehens, 1879-1904.

Denkschrift, herausgegeben von der Zentralprüfungskommission des schweizer. Gewerbevereins anlässlich der schweizer. Landeaustellung in Bern über Gruppe 43 c. (Gewerbliche Lehrlingsprüfungen).

Application des lois cantonales sur les apprentissages aux apprentis des fabriques. Requête de l'U. S. A. M. au Conseil fédéral Suisse. Berne, 1906.

Règlement sur les examens de fin d'apprentissage en Suisse. Décision du Comité central de l'U. S. A. M., du 29 janvier 1923.

Instructions (selon la décision de la Commission suisse des apprentissages de l'U. S. A. M., du 4 février 1924).

Maitres d'état et artisans, unissez-vous ! 2<sup>e</sup> édition, brochure de propagande.

Le choix d'une profession. Directions données aux parents et aux autorités scolaires et tutélaires, 3<sup>e</sup> édition, 1919.

#### IV. — JOURNAUX ET PÉRIODIQUES PROFESSIONNELS

[Paraissant entièrement ou partiellement en français (1)]

Journal suisse des artisans et commerçants. Organe officiel de l'Union suisse des Arts et Métiers et de ses sections.

---

(1) Nous ne mentionnons pas les journaux spéciaux à chaque profession, qui sont au nombre d'une cinquantaine, et dont la liste se trouve dans l'Annuaire édité par l'U. S. A. M.

- L'adjudicataire suisse. Schweizer. Submissions Anzeiger.
- La Suisse industrielle et commerciale. Revue mensuelle publiée par l'Office suisse d'expansion commerciale.
- Revue suisse des sciences commerciales. Schweizer. Handelswissenschaftliche Zeitschrift. Organe de l'Association suisse pour l'enseignement commercial.
- Bulletin de l'Union suisse des maîtresses professionnelles et ménagères.
- Industrie, Agriculture, Commerce. Bulletin officiel du Comptoir suisse.
- Orientation et formation professionnelles. Berufsberatung und Berufsbildung. Organe de l'Association suisse pour l'orientation professionnelle et la protection des apprentis.
- Revue suisse de l'enseignement professionnel. Schweizer. Blätter für Gewerbeunterricht.
-



# Table des Matières

---

|                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| AVANT-PROPOS. — Exposition du sujet. — Son intérêt.                              |    |
| — Méthode et plan général .....                                                  | 5  |
| INTRODUCTION. — Historique et position du problème :                             |    |
| § I <sup>er</sup> . — Historique .....                                           | 9  |
| 1° Sous le régime corporatif .....                                               | 9  |
| 2° De 1789 à 1879 .....                                                          | 12 |
| 3° De 1879 à nos jours .....                                                     | 14 |
| § II. — Position du problème .....                                               | 17 |
| 1° Compétence respective du pouvoir fédéral<br>et des autorités cantonales ..... | 18 |
| 2° La loi sur les fabriques et le Code civil ..                                  | 20 |

## PREMIÈRE PARTIE

### DE LA PROTECTION DES APPRENTIS

|                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>Le contrat d'apprentissage</i> .....                | 23 |
| Section I. — Nature juridique et caractère du contrat .....          | 24 |
| Section II. — Conditions de fond .....                               | 27 |
| § I <sup>er</sup> . — Conditions générales .....                     | 27 |
| § II. — Capacités des parties : a) Le maître;<br>b) L'apprenti ..... | 28 |
| Section III. — Conditions de forme .....                             | 32 |
| § I <sup>er</sup> . — De la forme écrite .....                       | 32 |
| § II. — Contrat-type et mention aux contrats :                       | 35 |

|                                                                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Section IV. — De la dissolution du contrat .....                                                               | 38 |
| CHAPITRE II. — <i>Devoirs des patrons</i> .....                                                                | 41 |
| Section I. — Obligations générales .....                                                                       | 42 |
| § I. — Devoirs de formation et d'instruction<br>professionnelle .....                                          | 42 |
| § II. — Autres devoirs .....                                                                                   | 43 |
| a) Devoirs moraux et religieux .....                                                                           | 43 |
| b) Obligations diverses .....                                                                                  | 44 |
| Section II. — Obligations relatives à la journée de<br>travail .....                                           | 46 |
| CHAPITRE III. — <i>Surveillance de l'apprentissage</i> .....                                                   | 50 |
| Section I. — Premier système (Surveillance par<br>l'autorité communale — Neuchâtel, Fribourg,<br>Valais) ..... | 51 |
| Section II. — Deuxième système (Surveillance par<br>l'autorité supérieure — Vaud, Genève) .....                | 55 |
| CHAPITRE IV. — <i>Juridictions et sanctions</i> .....                                                          | 59 |
| Section I. — Des juridictions .....                                                                            | 60 |
| Section II. — Des sanctions .....                                                                              | 61 |

## DEUXIÈME PARTIE

### DU DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

|                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — <i>Droits et devoirs des apprentis</i> .....                                      | 64 |
| Section I. — Des droits des apprentis : a) Des<br>droits généraux ; b) Des mesures de faveur .. | 64 |
| Section II. — Des devoirs des apprentis .....                                                   | 65 |
| CHAPITRE II. — <i>L'enseignement professionnel</i> .....                                        | 67 |
| Section I. — Généralités et historique .....                                                    | 68 |
| Section II. — Les cours professionnels .....                                                    | 72 |

|                                                                                                          |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 1 <sup>er</sup> . — De l'organisation et du développement : a) Degré élémentaire; b) Degré moyen ..... | 76 |
| § II. — De la fréquentation .....                                                                        | 80 |
| Section III. — Les subventions aux cours .....                                                           | 86 |
| § 1 <sup>er</sup> . — Les subventions fédérales .....                                                    | 86 |
| § II. — Les subventions cantonales .....                                                                 | 89 |
| CHAPITRE III. — <i>Les examens d'apprentissage</i> .....                                                 | 90 |
| Section I. — Les directions d'examen .....                                                               | 91 |
| § 1 <sup>er</sup> . — De la direction centrale et des directions cantonales .....                        | 91 |
| § II. — Obligations des directions cantonales :                                                          | 92 |
| Section II. — Organisation des examens .....                                                             | 94 |

### TROISIÈME PARTIE

#### RÉSULTATS ET COOPÉRATION AUX LOIS

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Les résultats</i> .....                                                                    | 98  |
| 1° Du nombre d'apprentis .....                                                                              | 98  |
| 2° De l'orientation professionnelle .....                                                                   | 99  |
| 3° Du préapprentissage .....                                                                                | 103 |
| 4° Des examens .....                                                                                        | 105 |
| 5° Des subventions .....                                                                                    | 110 |
| CHAPITRE II. — <i>La coopération aux lois</i> .....                                                         | 114 |
| Section I. — L'Association suisse de Conseils d'apprentissage et de protection des apprentis ..             | 115 |
| Section II. — Les Conférences des Offices cantonaux d'apprentissage de la Suisse romande et du Tessin ..... | 125 |
| Section III. — L'Union suisse des Arts et Métiers :                                                         | 128 |

## APPENDICE

### LA LÉGISLATION FÉDÉRALE ET L'APPRENTISSAGE

|                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------|-----|
| Section I. — De l'introduction d'une loi fédérale :            | 137 |
| § I <sup>er</sup> . — Arguments en faveur .....                | 137 |
| § II. — De la constitutionnalité d'une telle loi :             | 139 |
| Section II. — Du champ d'application de la loi ..              | 141 |
| § I <sup>er</sup> . — Matière régie par la loi .....           | 141 |
| § II. — Conséquence de l'introduction d'une<br>telle loi ..... | 143 |
| CONCLUSIONS .....                                              | 145 |

### LÉGISLATION ET BIBLIOGRAPHIE

|                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------|-----|
| Législation régissant l'apprentissage dans les cantons<br>romands .....    | 148 |
| 1° Législation fédérale .....                                              | 148 |
| 2° Législations cantonales .....                                           | 149 |
| Bibliographie relative à l'apprentissage dans les cantons<br>romands ..... | 153 |
| 1° Documents officiels et ouvrages divers .....                            | 153 |
| 2° Publication de l'A. S. C. A. P. A. ....                                 | 154 |
| 3° Publications de l'U. S. A. M. ....                                      | 155 |
| 4° Journaux et périodiques professionnels .....                            | 156 |
| TABLE DES MATIÈRES .....                                                   | 159 |

---



Imprimerie « LES PRESSES MODERNES », 45, rue de Maubeuge, Paris  
Ateliers à Troyes (Aube)







